

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1996-1997

26 MARS 1997

Projet de loi instituant les commissions de libération conditionnelle

SOMMAIRE

	Pages
Exposé des motifs	2
Projet de loi	24
Avant-projet de loi	29
Avis du Conseil d'État	32
Annexe	35
<i>Projet de loi relative à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1^{er} juillet 1964</i>	35
<i>Exposé des motifs</i>	35
<i>Projet de loi</i>	45
<i>Avant-projet de loi</i>	54
<i>Avis du Conseil d'État</i>	62

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1996-1997

26 MAART 1997

Wetsontwerp tot instelling van de commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling

INHOUD

	Blz.
Memorie van toelichting	2
Wetsontwerp	24
Voorontwerp van wet	29
Advies van de Raad van State	32
Bijlage	35
<i>Wetsontwerp betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen bij wet van 1 juli 1964</i>	35
<i>Memorie van toelichting</i>	35
<i>Wetsontwerp</i>	45
<i>Voorontwerp van wet</i>	54
<i>Advies van de Raad van State</i>	62

EXPOSÉ DES MOTIFS

L'introduction de la libération conditionnelle dans notre système pénal par la loi du 31 mai 1888, dans le sillage de quelques autres pays européens, constituait une innovation importante au niveau de la politique pénitentiaire de notre pays. L'innovation consistait dans la création d'un régime transitoire entre la situation de la privation totale de liberté et la libération inconditionnelle des détenus, qui doit être considérée comme «l'essai de la liberté, l'essai de la vie sociale»(1). La transition progressive devait permettre de réduire le risque de récidive qui existait en cas de passage brusque de la privation totale de liberté à la liberté complète.

À l'époque, le caractère rétributif, l'effet dissuasif et la correction morale constituaient les objectifs les plus importants de la peine. Le système de la libération conditionnelle se caractérise dès lors par une approche morale du condamné. S'il manifeste des regrets et se comporte convenablement en prison, où le régime d'isolement a produit ses effets positifs, le ministre de la Justice accorde au détenu, après une procédure administrative, la faveur de la libération conditionnelle. Cependant, en dehors de la prison, le condamné reste soumis à un contrôle strict pendant une période déterminée. Le but final est d'améliorer la protection de la société à l'égard de la criminalité.

Les travaux parlementaires préparatoires(2) sont à cet égard particulièrement instructif et Lejeune, ministre de la Justice de l'époque, a lui-même exprimé clairement sa vision sur la libération conditionnelle:

«... Et quand je dis à un condamné: Je te libère conditionnellement, c'est comme si je lui disais: sors de ta cellule et passe au préau: mais tu restes sous ma main; je ne pardonne pas; j'exécute la peine! La libération conditionnelle n'est qu'un mode d'exécution de la peine (...) hors la prison, le libéré m'appartient comme il m'appartenait dans la prison. Je le surveille et si, à mon gré, la libération doit être révoquée, je la révoque, et il n'y a condition qui tienne. Je donne l'ordre de rentrer en prison et c'est tout».

et un peu plus loin:

«... Aussi, ne puis-je assez répéter que la loi proposée n'est pas une loi d'indulgence, mais qu'elle

(1) *Pasinomie*, 1888, p. 226.

(2) *Pasinomie*, 1888, p. 222-269.

MEMORIE VAN TOELICHTING

De invoering van de voorwaardelijke invrijheidstelling in ons strafstelsel door de wet van 31 mei 1888, in het kielzog van enkele andere Europese landen, was een belangrijke innovatie voor de penitentiaire politiek van ons land. De vernieuwing bestond in het creëren van een overgangsregime tussen de situatie van volledige vrijheidsberoving en onvoorwaardelijke invrijheidstelling van gedetineerden, die beschouwd dient te worden als «l'essai de la liberté, l'essai de la vie sociale»(1). De geleidelijke overgang moest het recidivegevaar drukken dat bestond in geval van een bruuske overgang tussen volledige vrijheidsberoving en volledige vrijheid.

Op dat ogenblik waren vergelding, afschrikking en zedelijke verbetering de belangrijkste doelstellingen van de straf. Het stelsel van de voorwaardelijke invrijheidstelling wordt dan ook gekenmerkt door een morele benadering van de veroordeelde. Voor zover hij blijkt geeft van berouw en zich goed gedraagt in de gevangenis, waar het afzonderingsregime zijn gunstige effecten heeft geressorteerd, verleent de minister van Justitie na een administratieve procedure aan de gedetineerde de gunst van de voorwaardelijke invrijheidstelling. De veroordeelde blijft buiten de gevangenis evenwel gedurende een bepaalde tijd onderworpen aan een strikte controle. Het uiteindelijke doel is een betere bescherming van de maatschappij tegenover de criminaliteit.

De voorbereidende parlementaire werken(2) zijn terzake bijzonder leerzaam en toenmalig minister van Justitie Lejeune zelf vertolkte duidelijk zijn visie op de voorwaardelijke invrijheidstelling:

«... Et quand je dis à un condamné: Je te libère conditionnellement, c'est comme si je lui disais: sors de ta cellule et passe au préau; mais tu restes sous ma main; je ne pardonne pas; j'exécute la peine! La libération conditionnelle n'est qu'un mode d'exécution de la peine. (...) hors la prison, le libéré m'appartient, comme il m'appartenait dans la prison. Je le surveille et si, à mon gré, la libération doit être révoquée, je la révoque, et il n'y a condition qui tienne. Je donne l'ordre de rentrer en prison et c'est tout».

en iets verder:

«... Aussi, ne puis-je assez répéter que la loi proposée n'est pas une loi d'indulgence, mais qu'elle

(1) *Pasinomie*, 1888, blz. 226.

(2) *Pasinomie*, 1888, blz. 222-269.

tend, au contraire, à renforcer la répression et à assurer davantage la préservation sociale, en face de la criminalité croissante. Jusqu'ici, les criminels condamnés à perpétuité rentraient dans la vie libre après douze ou quinze ans, sans condition, sans garantie aucune. (...) Je demande, au contraire, que les condamnés ne soient plus rendus à la vie libre, sans avoir passé par une épreuve qui nous les laisse sous la main, pendant un certain temps, au sortir de la prison...»

Alors qu'à l'époque les objectifs de la libération conditionnelle étaient clairement définis, notamment encourager le bon comportement et l'amendement pendant la détention, assurer le passage progressif vers la liberté et mettre fin à l'usage impropre de la grâce, cette clarté s'est progressivement estompée au fil des années. En effet, la perception sur la personne de l'auteur et sur la criminogénèse développées dans les sciences humaines, sociales et médicales (modèle médical, défense sociale, reclassement, ...) ainsi que la pratique ont conféré à la libération conditionnelle une diversité de fonctions qui ne sont pas toutes claires les unes que les autres ni compatibles entre elles. L'impossibilité de réaliser tous ces objectifs et l'insécurité juridique qui en résulte pour les détenus ont également dans notre pays provoqué des révoltes dans les prisons. En outre, des critiques ont été formulées à l'égard de cette loi à cause de la procédure complexe et non transparente, du caractère de faveur de la libération conditionnelle, du défaut de décisions motivées, de l'érosion des décisions judiciaires, ...

Les événements dramatiques d'août 1996 en rapport avec les filles et fillettes qui ont été enlevées, ont exercé une pression sur l'ensemble de la Justice et des modifications sont attendues à court terme, ce également en ce qui concerne les libérations conditionnelles.

Dans la note d'orientation intitulée «Politique pénale, Exécution des peines», je dis que la loi relative à la libération conditionnelle est en soi une bonne loi. Cependant, outre que les objectifs de la peine (privative de liberté) et de son exécution doivent de nouveau être clairement définis, ce qui entraînera nécessairement des conséquences pour le système de la libération conditionnelle, la pratique doit d'urgence être revue et améliorée, et la procédure d'avis et de décision, ainsi que le suivi du libéré doivent être mis au point.

Dans la note susmentionnée une double mission de base est attribuée à la politique pénitentiaire:

1) assurer une exécution des peines sûre et humaine;

tend, au contraire, à renforcer la répression et à assurer davantage la préservation sociale, en face de la criminalité croissante. Jusqu'ici, les criminels condamnés à perpétuité rentraient dans la vie libre après douze ou quinze ans, sans condition, sans garantie aucune. (...) Je demande, au contraire, que les condamnés ne soient plus rendus à la vie libre, sans avoir passé par une épreuve qui nous les laisse sous la main, pendant un certain temps, au sortir de la prison. ...»

Waar op dat ogenblik de doelstellingen van de voorwaardelijke invrijheidstelling klaar omschreven waren, namelijk tijdens de detentie een stimulans voor goed gedrag en verbetering, de overgang naar de vrijheid geleidelijk doen verlopen en een eind stellen aan het oneigenlijk gebruik van de gratie, is dat in de loop van de jaren steeds minder het geval geworden. Inderdaad, inzichten in de persoon van de dader en in de criminogénese door de humane, sociale en medische wetenschappen (medisch model, sociaal verweer, reclassering, ..) en de praxis gaven aan de voorwaardelijke invrijheidstelling een veelheid aan functies die niet steeds even helder zijn en evenmin altijd compatibel zijn met elkaar. De onmogelijkheid al die verschillende doelstellingen te realiseren en de daarmee samenhangende rechtsonzekerheid voor de gedetineerden heeft ook in ons land tot onlusten in de gevangenissen geleid. Daarnaast wordt kritiek geuit op deze wet omwille van de omslachtige en ondoorzichtige procedure, het gunstakarakter van de voorwaardelijke invrijheidstelling, het gebrek aan motivering van de beslissingen, de uitholling van de rechterlijke beslissing, ...

De dramatische ontknoping inzake de ontvoerde meisjes van half augustus 1996 hebben Justitie in zijn geheel onder druk gezet en ook inzake de voorwaardelijke vrijstelling worden op korte termijn wijzigingen verwacht.

In de oriëntatienota «Strafbeleid en Gevangenisbeleid» stel ik dat de wet op de voorwaardelijke invrijheidstelling in wezen een goede wet is. Maar naast het opnieuw duidelijk stellen van de doelstellingen van de (vrijheids-)straf en van de uitvoering ervan, met de gevolgen vandien voor het stelsel van de voorwaardelijke vrijstelling, is de toepassing in de praktijk hoogdringend aan bijsturing en verbetering toe en moet de advies- en beslissingsprocedure evenals de opvolging van de vrijgestelde worden op punt gesteld.

In genoemde nota wordt het gevangenisbeleid een dubbele basisopdracht meegegeven:

1) Waarborgen van een veilige en menswaardige strafuitvoering;

2) préparer la réinsertion sociale par le biais d'une détention qui est axée sur la réparation et la réinsertion, puisque cette méthode constitue le meilleur moyen d'éviter la récidive.

Ces missions de base, ainsi que leur réalisation constituent le cadre normatif de référence pour les présents projets de loi.

L'aspect réparateur de la détention est essentiel et mérite toute notre attention. En effet, il n'est fait mention des victimes ni dans la loi du 31 mai 1888, ni dans l'arrêt d'exécution du 17 janvier 1921. Ce n'était pas étonnant pour l'époque puisque, aussi bien au niveau du droit pénal classique que de la défense sociale, tout se focalisait autour de l'auteur du délit. Le désintérêt manifesté à l'égard de la victime est justement critiqué et il s'est formé au sein de la société un mouvement visant à garantir les droits des victimes.

En outre, l'attention portée aux victimes et aux membres de leur famille au cours de la procédure judiciaire et dans la phase d'exécution des peines est justifiée par une autre raison, à savoir, son effet préventif. Il ressort notamment d'une enquête menée aux Pays-Bas que les victimes et leur famille sont moins enclins à enfreindre les réglementations lorsqu'ils sont reconnus et respectés en tant que parties concernées par les autorités judiciaires.

Dans la nouvelle réglementation, l'intérêt de la victime se manifeste à plusieurs reprises :

— Dans les conditions d'octroi de la libération conditionnelle, les différentes instances consultatives et l'instance de décision doivent prendre en considération l'attitude du condamné vis-à-vis de la victime.

— Dans les cas à déterminer par le Roi, il sera demandé à la victime si des mesures en sa faveur doivent éventuellement être imposées au condamné.

— Lorsque la victime en fait la demande, celle-ci peut être entendue dans le cadre du traitement du dossier. À cet effet, elle peut se faire assister d'un conseil ou d'autres personnes prévues par la loi.

— Si la victime en fait la demande, l'octroi de la libération conditionnelle ainsi que les mesures prises en sa faveur lui sont communiquées.

— Même dans les cas où la libération conditionnelle peut être révoquée, l'instance de décision peut néanmoins décider de ne pas y recourir mais doit alors notamment vérifier si l'intérêt de la victime ne l'exige pas.

La prise en compte de la dimension de la victime au niveau de la prise de décision en matière de libération conditionnelle est un élément nouveau, mais

2) Voorbereiden van de reïntegratie door een herstel- en reïntegratiegerichte invulling van de detentie, omdat dit de beste manier is om recidive te voorkomen.

Het zijn deze basisopdrachten en de operationalisering ervan die het normatief referentiekader uitmaken voor de thans voorliggende wetsontwerpen.

De herstelgerichte invulling van de detentie is zeer essentieel en verdient alle aandacht. Inderdaad, noch in de wet van 31 mei 1888, noch in het uitvoeringsbesluit van 17 januari 1921 wordt met een woord gerept over de slachtoffers. Dit was in die tijd niet verwonderlijk omdat zowel in het klassieke strafrecht als in het sociaal verweer alles draaide rond de dader. De verwaarlozing van het slachtoffer wordt terecht bekritiseerd en er is in de samenleving een beweging op gang gekomen om de rechten van de slachtoffers te vrijwaren.

Die aandacht voor het slachtoffer en hun familieleden in de loop van de gerechtelijke procedure en in de fase van de strafuitvoering is nog om een andere reden op zijn plaats: ze blijkt namelijk een preventief effect te hebben. Een in Nederland gevoerd onderzoek toont namelijk aan dat slachtoffers en hun familie minder geneigd zijn reglementeringen te overtreden indien ze door de gerechtelijke instanties als betrokken partijen worden erkend én gerespecteerd.

In de nieuwe regelgeving komt de slachtofferdimensie herhaaldelijk aan bod:

— Bij de voorwaarden voor toekenning van de voorwaardelijke invrijheidstelling moeten de verschillende adviesinstanties en de beslissingsinstantie de houding van de veroordeelde tegenover het slachtoffer in rekening brengen.

— In de door de Koning te bepalen gevallen zal het slachtoffer worden gepolst over eventueel op te leggen slachtoffergerichte voorwaarden.

— Als het slachtoffer daarom verzoekt kan het gehoord worden bij de behandeling van het dossier. Daarbij kan het zich laten bijstaan door een advocaat of andere door de wet vermelde personen.

— Op verzoek van het slachtoffer wordt hem de toekenning van de voorwaardelijke invrijheidstelling meegedeeld evenals de slachtoffergerichte voorwaarden.

— Indien herroeping van de voorwaardelijke invrijheidstelling mogelijk is kan de beslissingsinstantie daar toch niet toe overgaan, maar zij moet dan onder meer nagaan of het belang van het slachtoffer alsnog de herroeping niet vereist.

Deze nieuwe slachtofferdimensie inzake de besluitvorming rond de voorwaardelijke invrijheidstelling is evenwel een delicaat gegeven. De erken-

également délicat. En effet, la reconnaissance des droits de la victime ne peut se faire au détriment du droit à la réinsertion pour l'auteur et il n'entre nullement dans les intentions de perpétuer ni d'accentuer le clivage auteur-victime.

Concernant certaines remarques du Conseil d'État relatives aux victimes, il convient de souligner qu'il est exclu que celles-ci deviennent «parties litigieuses» et interviennent au niveau de la décision sur la libération conditionnelle du condamné.

Ces diverses raisons justifient qu'il n'est pas indiqué d'accorder à la victime l'accès au dossier du condamné. De même, en cas de révision ou de révocation, la victime ne sera pas réentendue; par contre, si elle le demande, elle sera informée des conditions qui ont été modifiées dans son intérêt ou du fait que la libération a été révoquée. Ceci n'empêche nullement la victime de signaler le non-respect des conditions garantissant les intérêts de la victime de manière à ce que la commission puisse éventuellement prononcer en conséquence la révocation ou la révision.

En cas de révocation, la victime pourrait toutefois être réentendue ultérieurement, dans le cadre d'un éventuel examen en vue d'une nouvelle libération conditionnelle.

Il convient cependant d'écouter les victimes et de rencontrer, dans le cadre des conditions de libération, leurs préoccupations qui se justifient. Ceci ne pourra d'ailleurs être réalisé en tout équilibre qu'en reconnaissant la position de la victime depuis le moment de la plainte et à chaque étape de la procédure ainsi qu'en veillant dès le départ à insister, vis-à-vis de l'auteur, sur la dimension de réparation.

Outre les options de politique formulées dans la note d'orientation, une certaine retenue devait être observée lors de l'élaboration des projets de loi, eu égard à la «loi de principe relative au système pénitentiaire», pour laquelle le professeur Dupont a été chargé de rédiger un projet. Cette loi de principe doit fournir une nouvelle base légale pour asseoir une politique pénitentiaire moderne, qui, dans un cadre global et cohérent — en s'appuyant sur une réflexion renouvelée au sujet des objectifs des peines privatives de liberté infligées et de leur l'exécution — non seulement règle le traitement des détenus pendant leur détention, mais prévoit également toutes les modalités de la libération anticipée. En vue, notamment, de mettre un terme à l'utilisation inappropriée du droit de grâce en tant qu'instrument de contrôle de la capacité carcérale, ladite loi doit également conférer un nouveau profil légal au régime de la libération provisoire. Il nous semble dès lors important que les présents projets de loi n'entravent pas les

ning van de rechten van de slachtoffers mag niet gebeuren ten koste van het recht op reïntegratie van de dader en het is hoegenaamd niet de bedoeling het slachtoffer-daderschema te verduurzamen of verder op de spits te drijven.

Met betrekking tot bepaalde opmerkingen vanwege de Raad van State inzake de slachtoffers moet onderstreept worden dat het geenszins de bedoeling is dat zij «partij in het geding» zouden worden en dat het uitgesloten is dat zij mee zouden beslissen over de voorwaardelijke invrijheidstelling van de veroordeelde.

Het is om deze redenen dat het niet aangewezen is dat het slachtoffer inzage krijgt in het dossier van de veroordeelde. Ook in geval van herziening of herroeping wordt het slachtoffer niet opnieuw gehoord; wel wordt het op zijn vraag ingelicht over voorwaarden die in het belang van het slachtoffer worden gewijzigd of over het gegeven dat de vrijstelling wordt herroepen. Dit belet geenszins dat het slachtoffer melding maakt van het niet naleven van de «slachtoffergerichte» voorwaarden zodanig dat de commissie aansluitend overgaat tot een eventuele herroeping of herziening.

In geval van herroeping kan het slachtoffer later wel, als eventueel een nieuwe voorwaardelijke invrijheidstelling wordt onderzocht, opnieuw gehoord worden.

Wel moeten de slachtoffers worden beluisterd en moeten terechte bekommernissen kunnen verzekerd worden in de voorwaarden tot invrijheidstelling. Overigens kan dit maar op evenwichtige wijze worden uitgebouwd als de positie van het slachtoffer vanaf de klacht en in elke fase van de rechtspleging wordt erkend en als ook in de bejegening van de dader van meet af aan een herstelgerichte dimensie wordt uitgebouwd.

Naast de door de in de oriëntatienota genomen beleidsopties diende bij het opstellen van de wetsontwerpen enige terughoudendheid in acht genomen te worden gelet op de in het vooruitzicht gestelde «beginselenwet gevangeniswezen», waarvan de redactie van een voorontwerp aan professor Dupont werd opgedragen. Deze beginselenwet moet een nieuwe wettelijke basis leggen voor een eigentijdse penitentiaire politiek, waarin, mede op grond van vernieuwde reflexie over de doelstellingen van de oplegging en de tenuitvoerlegging van de vrijheidsstraffen, niet alleen de bejegening van de gedetineerden tijdens de detentie, maar ook alle modaliteiten van vervroegde invrijheidstelling in een globaal en samenhangend kader worden geregeld. Teneinde onder meer een einde te stellen aan het oneigenlijk gebruik van het genaderecht als instrument van de beheersing van de gevangenis capaciteit, moet daarin ook het stelsel van de voorlopige invrijheidstelling wettelijk geherprofileerd worden. Het lijkt ons dan

travaux préparatoires de la loi de principe au point d'hypothéquer irrémédiablement les choix fondamentaux qui doivent encore être effectués dans la perspective de la loi de principe.

Processus décisionnel en matière de libération conditionnelle

Depuis les années '30 déjà, plusieurs propositions ont été formulées dans notre pays en vue d'associer le juge, selon différentes modalités, à la prise de décision en matière de libération anticipée. À cet effet, des arguments divergents ont été avancés.

Un premier argument est celui de la cohésion qui doit exister entre l'appréciation de la peine et l'exécution de la peine, mais qui risque d'être anéantie lorsque le pouvoir exécutif ne donne pas exécution aux peines prononcées par le juge, ou les réduit ou encore change les modalités d'exécution de sorte que la nature de la privation de liberté se trouve modifiée et ce souvent sans base légale clairement définie. Dans la mesure où cela porte atteinte aux droits fondamentaux des détenus, une intervention du juge à ce niveau est indiquée.

Un deuxième argument est lié à la nature de la libération conditionnelle: ou bien, cette libération est considérée comme une modalité de l'exécution de la peine d'emprisonnement et cette faveur est accordée lorsque la réinsertion sociale est garantie, ou bien elle est considérée comme un droit, sauf si des raisons de sécurité s'y opposent.

Dans le premier cas, c'est plutôt une approche multidisciplinaire qui semble s'imposer, sans nécessairement faire appel à un juge; dans le second cas, une approche strictement juridique peut être plus appropriée.

Un troisième argument, qui a surtout gagné en force au cours de la décennie écoulée, concerne le mécontentement de la magistrature à propos de la suite que le pouvoir exécutif réserve à la peine qu'elle a requise/imposée. La surpopulation dans les prisons contraint, depuis plusieurs années déjà, l'administration à ne pas donner exécution aux peines privatives de liberté prononcées par les juges, ou à les réduire de manière drastique. Les effets pervers de ces mesures d'urgence sont suffisamment connus: des peines plus lourdes sont requises et imposées afin qu'elles soient suivies de quelque effet, mais elles entraînent à leur tour une augmentation de la population, ce qui exige de nouvelles mesures qui vont encore plus loin ... la confiance s'en trouve alors davantage érodée ... et le cercle vicieux est ainsi bouclé.

ook van belang dat de werkzaamheden tot voorbereiding van de Beginselenwet door de voorliggende wetsontwerpen niet derwijze worden doorkruist, dat dit een niet meer te lichten hypotheek zou leggen op basiskeuzes die in het perspectief van de beginselenwet nog moeten genomen worden.

De besluitvorming inzake voorwaardelijke invrijheidstelling

Al sinds de jaren '30 worden er in ons land voorstellen geformuleerd om de rechter, en dat volgens verschillende modaliteiten, te betrekken bij de beslissing betreffende de vervroegde invrijheidstelling. Daarvoor worden uiteenlopende argumenten naar voren geschoven.

Een eerste argument is de samenhang die moet bestaan tussen de straftoemeting en de strafuitvoering en die dreigt verloren te gaan, wanneer de uitvoerende macht, dikwijls zonder duidelijke wettelijke basis, de door de rechter uitgesproken straffen onuitgevoerd laat, inkort, of transformeert in executiemodaliteiten die het karakter van de vrijheidsberoving wijzigen. In de mate dat daarbij geraakt wordt aan de fundamentele rechten van gedetineerden is een betrokkenheid van de rechter geïndiceerd.

Een tweede argument hangt samen met de aard van de voorwaardelijke invrijheidstelling: ofwel bekijkt men deze als een modaliteit van de tenuitvoerlegging van de gevangenisstraf en krijgt men de gunst verleend als de herinpassing in de maatschappij verzekerd is; ofwel ziet men ze als een recht tenzij veiligheidsredenen zich hiertegen verzetten.

In het eerste geval lijkt eerder een multidisciplinaire aanpak vereist waarbij niet noodzakelijk een rechter dient betrokken te worden; in het tweede geval kan een strikt juridische benadering meer gepast zijn.

Een derde argument dat vooral het laatste decennium aan kracht won, is het ongenoegen bij de magistratuur over wat door de uitvoerende macht wordt aangevangen met de door hen gevorderde/opgelegde straf. De overbevolking in de gevangenis- sen noopt de administratie al verschillende jaren tot niet-uitvoering of drastische inkorting van de vrijheidsstraffen. De perverse gevolgen van die noodmaatregelen zijn genoegzaam bekend: opdat er toch enig effect zou zijn worden zwaardere straffen gevorderd en opgelegd, die opnieuw leiden tot een hogere bevolking wat nieuwe verdergaande maatregelen noodzakelijk maakt... Verdere uitholling van het vertrouwen... en de vicieuze cirkel is rond.

Libération conditionnelle et autorité de la chose jugée

À présent que des voix s'élèvent pour supprimer purement et simplement la libération conditionnelle, précisément parce qu'elle porterait atteinte aux décisions des juridictions de jugement, la question s'est posée de savoir si elle constituait ou non une atteinte à l'autorité de la chose jugée.

Cette question se justifiait effectivement dans le cadre du droit pénal classique et d'une approche qui confère à la peine un caractère purement rétributif et dissuasif. Dans cette optique, il incombait à l'administration d'exécuter strictement la peine imposée par le juge. Par contre, cette objection n'est plus valable si la peine n'est pas considérée comme exclusivement punitive et répressive(1) et si l'appréciation de la peine est plutôt considérée comme un diagnostic posé par le juge pénal pour l'avenir, dans le cadre duquel celui-ci impose le «maximum quantitatif» de la peine, qui peut être aménagé au cours de l'exécution. À ce propos, le procureur général Matthijs(2) affirma en 1974, dans son discours d'ouverture prononcé devant la Cour d'appel de Gand :

«Het wil mij dan ook voorkomen dat, wanneer de definitieve beslissing van de strafrechter aangaande de straf en haar toemeting, tijdens de tenuitvoerlegging van die beslissing, door een ander orgaan, — administratief of juridictioneel organisme —, qua duur of modaliteiten van de straf gewijzigd wordt om te worden aangepast aan de gebleken vereisten van de persoonlijkheid van de veroordeelde, zijn milieu, en zijn sociale reïntegratie met inachtneming van de bescherming van de maatschappij waarin hij terugkeert, zulke beslissing het gezag van het rechterlijk gewijsde niet krenkt omdat zij eigenlijk de verlenging is van de beslissing van de strafrechter: heel de beslissing, — die welke de straf uitsprak en die welke haar tenuitvoerlegging betreft —, is tenslotte één enkele voortgezette juridictionele handeling».

D'ailleurs, l'autorité de la chose jugée n'est pas fixée par la Constitution; le législateur peut donc s'en écarter dans le cadre d'une loi. Si, en d'autres termes, la loi fixe des modalités de réduction et de conversion de la peine sans violer d'autres dispositions constitutionnelles, l'autorité compétente ne fait que ce qu'elle est sensée faire, à savoir observer la loi.

(1) Cet aspect est évoqué plus en détail dans le prologue de la note d'orientation «Politique pénale, Exécution des peines» et, en ce qui concerne la peine privative de liberté, dans le chapitre III. 2: Développement de l'exécution positive et axée sur l'avenir de la peine.

(2) J. Matthijs, Het betrekken van de rechter bij de tenuitvoerlegging van de vrijheidsstraf, *R.W.*, 1973-74, colonne 193-244.

De voorwaardelijke invrijheidstelling en het gezag van rechterlijk gewijsde

Nu er stemmen opgaan om de voorwaardelijke invrijheidstelling gewoonweg af te schaffen, precies omdat zij de beslissing van de vonnisrechter zou aantasten, is de vraag gerezen of ze al dan niet een inbreuk betekent op het gezag van het rechterlijk gewijsde?

Vanuit het klassieke strafrecht en een louter vergeldende en afschrikwekkende benadering van de straf was dit inderdaad een terechte vraag. In die optiek diende de administratie nauwgezet de door de rechter opgelegde straf uit te voeren. Ziet men de straf evenwel niet als louter punitief repressief(1), en de straftoemeting eerder als een diagnose van de strafrechter voor de toekomst waarbij deze het kwantitatief maximum oplegt dat in de loop van de straf kan worden aangepast dan vervalt dit bezwaar. Procureur-generaal Matthijs(2) formuleerde het in zijn openingsrede van het Hof van Beroep te Gent in 1974 als volgt:

«Het wil mij dan ook voorkomen dat, wanneer de definitieve beslissing van de strafrechter aangaande de straf en haar toemeting, tijdens de tenuitvoerlegging van die beslissing, door een ander orgaan, — administratief of juridictioneel organisme —, qua duur of modaliteiten van de straf gewijzigd wordt om te worden aangepast aan de gebleken vereisten van de persoonlijkheid van de veroordeelde, zijn milieu, en zijn sociale reïntegratie met inachtneming van de bescherming van de maatschappij waarin hij terugkeert, zulke beslissing het gezag van het rechterlijk gewijsde niet krenkt omdat zij eigenlijk de verlenging is van de beslissing van de strafrechter: heel de beslissing, — die welke de straf uitsprak en die welke haar tenuitvoerlegging betreft —, is tenslotte één enkele voortgezette juridictionele handeling».

Overigens is het gezag van het gerechtelijk gewijsde niet grondwettelijk vastgelegd en kan de wetgever er dus bij wet van afwijken. Als de wet met andere woorden voorziet onder welke modaliteiten de straf kan worden ingekort of omgezet, zonder dat andere grondwettelijke bepalingen daarbij worden overtreden, dan doet de bevoegde instantie niet anders dan wat zij hoort te doen: de wet naleven.

(1) In de oriëntatienota «Strafbeeld en gevangenisbeleid» wordt daar in de proloog nader op ingegaan, en voor wat de vrijheidsstraf betreft in hoofdstuk III, 2: Uitbouw van een constructieve en toekomstgerichte strafuitvoering.

(2) J. Matthijs, Het betrekken van de rechter bij de tenuitvoerlegging van de vrijheidsstraf, *R.W.*, 1973-74, kolom 193-244.

N'est-ce pas là ce qu'a fait à l'époque le législateur lorsqu'il a introduit la libération conditionnelle dans notre système judiciaire ?

Libération conditionnelle et séparation constitutionnelle des pouvoirs

La question est de savoir si le juge peut prendre lui-même une décision en matière de libération conditionnelle compte tenu du fait que l'article 40, alinéa 2, de la Constitution dispose que les arrêts et jugements sont exécutés au nom du Roi.

Tout d'abord, il convient d'observer qu'à l'heure actuelle la règle constitutionnelle non écrite de la séparation des pouvoirs, qui est ancrée implicitement dans la Constitution, n'est plus interprétée comme une règle visant principalement à préserver l'indépendance des cours et tribunaux. L'évolution du droit constitutionnel contraint aujourd'hui à une interprétation de cette règle non seulement en termes d'indépendance des différents pouvoirs mais également en termes d'«interdépendance» et de collaboration(1).

Comme exposé plus haut, la vision de la peine a évolué: le juge fixe la durée maximum et l'exécution individualisée de la peine constitue en fait la poursuite du processus d'appréciation de la peine. Lorsque, comme c'est le cas à l'heure actuelle, l'individualisation de la peine entraîne la modification de la peine prononcée par le juge, on peut se poser la question si cela relève encore de la compétence de l'administration. En effet, n'entre-t-il pas dans les attributions principales du juge de veiller sur les libertés fondamentales du citoyen? Dans son avant-projet de Code pénal, le Commissaire royal R. Legros(2) écrivait à ce sujet:

«Ce qu'il faut souligner et ne jamais perdre de vue, c'est que la peine d'abord fixée par le juge, devient, dans le droit pénal moderne, et de plus en plus, susceptible d'adaptations diverses, l'occasion d'un traitement adéquat en vue de la réinsertion sociale, et que la liberté de l'homme se trouve ainsi en jeu à des stades et avec des intensités diverses; mais c'est toujours de la liberté qu'il s'agit, liberté dont le respect et la protection ont été confiés principalement au pouvoir judiciaire.»

La garde des libertés fondamentales du citoyen dont est chargé le juge est également évoquée dans la loi de défense sociale et plus particulièrement en ce

Is dit trouwens niet wat de wetgever heeft gedaan toen hij indertijd de voorwaardelijke invrijheidstelling invoerde in ons strafstelsel?

De voorwaardelijke invrijheidstelling en de grondwettelijke scheiding der machten

De vraag die aan de orde is, is of de rechter zich wel mag inlaten met de beslissing over de voorwaardelijke invrijheidstelling gezien art 40, 2^o lid, van de grondwet bepaalt dat de arresten en vonnissen in naam van de Koning worden ten uitvoer gelegd?

Vooreerst dient opgemerkt te worden dat thans de ongeschreven constitutionele regel van de scheiding der machten, die impliciet in de Grondwet verankerd zit, niet langer geïnterpreteerd wordt als een regel die vooral de vrijwaring van de onafhankelijkheid van de hoven en de rechtbanken beoogt. De evolutie van het constitutioneel recht noopt nu tot een interpretatie van deze regel niet alleen meer in termen van onafhankelijkheid tussen de machten, maar ook in termen van «interdependentie» en samenwerking(1).

Zoals hogerop uiteengezet, is de visie op de straf geëvolueerd: de rechter legt het kwantitatief maximum vast en de geïndividualiseerde uitvoering van de straf betekent eigenlijk de verderzetting van de straftoemeting. Wanneer nu, zoals thans het geval is, de individualisering van de straf voor gevolg heeft de door de rechter uitgesproken straf te wijzigen, dan rijst uiteraard de vraag of dit nog tot de bevoegdheid behoort van de administratie? Behoort het inderdaad niet tot de kerntaken van de rechter te waken over de fundamentele vrijheden van de burger? In zijn Voorontwerp van Strafwetboek schreef Koninklijk Commissaris R. Legros(2) hierover:

«Wat moet worden onderstreept en nooit uit het oog verloren is dat de straf, die eerst door de rechter is vastgesteld, in het moderne strafrecht meer en meer vatbaar wordt voor diverse aanpassingen, de gelegenheid wordt voor een passende behandeling met het oog op wederinpassing in de maatschappij en dat de vrijheid van de mens aldus op het spel staat in verschillende stadia en met verschillende intensiteit; maar het gaat altijd om vrijheid waarvan de eerbiediging en de bescherming in hoofdzaak aan de rechterlijke macht is toevertrouwd».

De bewaking van de fundamentele vrijheden van de burger als taak voor de rechter is ook aan de orde bij de wet tot bescherming van de maatschappij en

(1) Voir à ce sujet A. Alen, «Scheiding» of «samenwerking der machten», *Communications de l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux arts de Belgique*, Classe des lettres, s.l., 1991, tome 1.

(2) R. Legros, *Avant-projet de Code pénal*, Bruxelles, édition du *Moniteur belge*, 1985, p. 176.

(1) Zie hierover A. Alen, «Scheiding» of «samenwerking der machten», *Mededelingen van de Koninklijke academie voor wetenschappen, letteren en schone kunsten van België*, Klasse der Letteren, s.l., 1991, afl. 1.

(2) R. Legros, *Voorontwerp van Strafwetboek*, Brussel, Uitgave van het *Belgisch Staatsblad*, 1985, blz. 189.

qui concerne l'internement. Il y a bien entendu des différences: l'internement est une mesure de sécurité d'une durée indéterminée se substituant à la peine, alors qu'en matière de libération conditionnelle il s'agit d'une peine dont la durée est déterminée dans la majeure partie des cas, mais qui dans certains cas peut également être d'une durée indéterminée (à perpétuité). Mais R. Charles n'écrivait-il pas en 1967(1):

«...Désormais, par elle (= libération conditionnelle), la peine acquiert une dimension nouvelle: d'une part, celle-ci apparaît comme indéterminée en ce sens que malgré la définition de sa durée par le pouvoir judiciaire, il devient possible à une autorité judiciaire de la modifier en tenant compte de l'évolution du condamné; ...»

Sous le régime de la loi de défense sociale du 9 avril 1930 dans laquelle la mesure était encore prise pour une durée déterminée, tant la Cour de Cassation que le Conseil d'État ont toujours déclaré irrecevable tout appel d'une décision émanant d'une Commission de défense sociale. De même, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 1^{er} juillet 1964, le Conseil d'État se déclare systématiquement incompétent en la matière parce que selon lui la Commission contribue à l'exécution de jugements ou d'arrêts rendus par des juridictions du pouvoir judiciaire, pour lesquels il doit d'office se déclarer incompétent(2).

Dans un arrêt de principe du 15 février 1968(3), rendu en chambres réunies et conformément aux conclusions du procureur général Hayoit de Termicourt, la Cour de Cassation a décidé que lorsqu'une Commission doit se prononcer sur la libération d'un interné, elle remplit une mission relevant du pouvoir judiciaire.

Dans l'arrêt du 8 avril 1968 la Cour de Cassation statue dès lors qu'une telle décision peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation dans les conditions fixées par le Code d'instruction criminelle(4). Mais déjà dans cet arrêt, la Cour de Cassation soulève la question de la liberté des personnes:

«Attendu que l'article 97 de la Constitution, en tant qu'il dispose que tout jugement est motivé,

(1) R. Charles, Le rôle du tribunal dans l'application et la détermination des peines, *R.D.P. et C.*, 1967-68, p. 665-686.

(2) C. Matheussen, Rechterlijke bescherming inzake de uitvoering van de internering: een taak voor de Raad van State, *Panopticon*, 1982, p. 42-46. Cet auteur donne bon nombre d'exemples de jurisprudence émanant tant du Conseil d'État que de la Cour de Cassation. Il défend la position selon laquelle en matière de décisions administratives prises par les Commissions, pour lesquelles la Cour de Cassation se déclare incompétente, le Conseil d'État doit en revanche se déclarer compétent.

(3) Cass. 15 février 1968, *Pas.*, 1968, I, 740.

(4) Cass. 8 avril 1968, *Arr. Cass.*, 1968, 1037.

meer bepaald voor wat de internering betreft. Er zijn natuurlijk verschillen: de internering is een strafvervangende beveiligingsmaatregel van onbepaalde duur, terwijl we inzake de voorwaardelijke invrijheidstelling te maken hebben met een straf die in de overgrote meerderheid van de gevallen van bepaalde termijn is, doch in bepaalde gevallen ook van onbepaalde (= levenslange) duur. Maar schreef R. Charles in 1967 niet(1):

«... Désormais, par elle (= libération conditionnelle), la peine acquiert une dimension nouvelle: d'un part, celle-ci apparaît comme indéterminée en ce sens que malgré la définition de sa durée par le pouvoir judiciaire, il devient possible à une autorité judiciaire de la modifier en tenant compte de l'évolution du condamné; ...»

Onder het regime van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij, waar de maatregel nog van bepaalde duur was, hebben zowel het Hof van Cassatie als de Raad van State steeds elke voorziening tegen om het even welke beslissing van een Commissie tot bescherming van de maatschappij onontvankelijk verklaard. Ook sinds het regime van de wet van 1 juli 1964 blijft de Raad van State zich systematisch onbevoegd verklaren omdat volgens haar de Commissie meewerkt aan de uitvoering van vonnissen of arresten uitgesproken door rechtscolleges van de rechterlijke macht waarvoor zij zich ambtshalve dient onbevoegd te verklaren(2).

In een beginselarrést van 15 februari 1968(3), in verenigde kamers gewezen en conform de conclusies van de procureur-generaal Hayoit de Termicourt, besliste het Hof van Cassatie dat wanneer een Commissie geroepen is uitspraak te doen over de invrijheidstelling van de geïnterneerde, zij een taak vervult met een rechterlijk karakter.

In het arrest van 8 april 1968 stelt het Hof dan ook dat een dergelijke beslissing vatbaar is voor Cassatieberoep in de voorwaarden bepaald bij het Wetboek van Strafvordering(4). Maar al in dit arrest van 8 april 1968 stelt het Hof van Cassatie de vrijheid van de personen aan de orde:

«Overwegende dat art. 97 van de Grondwet, in zover het bepaalt dat elk vonnis met redenen is om-

(1) R. Charles, Le rôle du tribunal dans l'application et la détermination des peines, *R.D.P. et C.*, 1967-68, blz. 665-686.

(2) C. Matheussen, Rechterlijke bescherming inzake de uitvoering van de internering: een taak voor de Raad van State, *Panopticon*, 1982, blz. 42-46. Deze auteur geeft heel wat rechtspraak zowel van de Raad van State als van het Hof van Cassatie. Hij verdedigt de stelling dat voor de administratieve beslissingen van de Commissies, waarvoor het Hof van Cassatie zich onbevoegd verklaart, de Raad van State zich wel bevoegd dient te verklaren.

(3) Cass., 15 februari 1968, *Pas.*, 1968, I, 740.

(4) Cass. 8 april 1968, *Arr. Cass.*, 1968, 1037.

énonce une règle qui constitue pour les parties une garantie essentielle contre l'arbitraire du juge et partant inséparable de la mission de juger une contestation; que cette règle est, dès lors applicable à toute juridiction contentieuse; Attendu que, lorsqu'elles statuent sur des contestations relatives à la liberté individuelle, les commissions de défense sociale instituées en vertu de la loi du 1^{er} juillet 1964 sont des juridictions contentieuses.»

Depuis lors, notre plus haute juridiction a indiqué à plusieurs reprises que lorsqu'une Commission de défense sociale, instituée en vertu de la loi de défense sociale statue sur une contestation relative à la liberté individuelle, elle agit comme une véritable juridiction et, qu'en conséquence, est tenue de motiver sa décision(1).

Il nous paraît défendable d'affirmer, par analogie avec les décisions des Commissions de défense sociale, que lorsqu'une décision est prise en matière de libération conditionnelle, il est statué sur des contestations relatives à la liberté individuelle. L'association du juge à la décision en matière de libération conditionnelle, ne constitue-t-elle pas en effet plutôt une réappropriation d'un droit plutôt qu'une expropriation de l'administration pénitentiaire?

Instance de décision compétente

En ce qui concerne l'association du juge aux prises de décisions en matière de liberté conditionnelle, deux modèles de base ont été mis en avant dans notre pays. La compétence est accordée soit aux juridictions de l'ordre judiciaire, le juge judiciaire = modèle du tribunal d'exécution des peines, soit à un organe administratif (pluridisciplinaire) qui, dans la mesure où il statue sur des contestations relatives à la liberté individuelle, intervient en tant que juridiction administrative, et plus précisément comme juridiction contentieuse au sens de l'article 146 de la Constitution = modèle de la commission pluridisciplinaire.

Les deux modèles ont chacun des mérites et il n'est dès lors pas étonnant que des juristes éminents les

(1) Cass. 20 novembre 1979. *Pas.*, 1980, I., 365; Cass. 22 août 1995, *Arr. Cass.*, 1995, p. 717.

kleed, een regel stelt die voor de partijen een wezenlijke waarborg is tegen de willekeur van de rechter en derhalve onafscheidelijk verbonden is met de opdracht een geschil te berechten; dat deze regel dientengevolge op elk in eigenlijk zin rechtsprekend college toepasselijk is; Overwegende dat de commissies tot bescherming van de maatschappij, ingesteld door de wet van 1 juli 1964, in eigenlijke zin rechtsprekende colleges zijn, wanneer zij recht doen op geschillen betreffende de vrijheid van de persoon.»

Sindsdien heeft ons hoogste rechtscollege herhaaldelijk gesteld dat als een Commissie tot bescherming van de maatschappij, ingesteld krachtens de wet tot bescherming van de maatschappij uitspraak doet over een geschil betreffende de individuele vrijheid, zij dan optreedt als een eigenlijk gerecht en bijgevolg verplicht is haar beslissing met redenen te omkleeden(1).

Het lijkt ons verdedigbaar te stellen, op grond van de analogie met de beslissingen van de Commissies tot bescherming van de maatschappij, dat wanneer beslist wordt inzake de voorwaardelijke invrijheidstelling dat er dan uitspraak wordt gedaan op geschillen betreffende de vrijheid van personen. Is het betrekken van de rechter bij de beslissing inzake de voorwaardelijke invrijheidstelling dan inderdaad niet veeleer een zich terug toeëigenen van een recht eerder dan het onteigenen van de penitentiaire administratie?

Bevoegde beslissingsinstantie

Inzake het betrekken van de rechter bij de beslissingen betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling worden in ons land twee basismodellen naar voren geschoven. Ofwel wordt de bevoegdheid verleend aan rechtscolleges van de rechterlijke orde, de justitiële rechter = model strafuitvoeringsrechtbank; ofwel aan een (multidisciplinair samengesteld) administratief orgaan dat in zoverre het uitspraak doet over geschillen m.b.t. de individuele vrijheid, optreedt als een administratief rechtscollege, meer bepaald als een met eigenlijke rechtspraak belast orgaan zoals bedoeld in artikel 146 van de Grondwet = model multidisciplinaire commissie.

De twee modellen hebben elk merites en het is dan ook niet verwonderlijk dat beide door vooraan-

(1) Cass. 20 november 1979, *Pas.*, 1980, I., 365; Cass. 22 augustus 1995, *Arr. Cass.*, 1995, blz. 717.

aient défendus(1). Le modèle pour lequel il a été opté est, dans une grande mesure, lié à la vision pénologique qui est à la base de ces décisions et de ces mesures. Comme mentionné plus haut, une approche pluridisciplinaire semble plus indiquée lorsque l'on considère essentiellement la libération conditionnelle à partir d'une stratégie de réinsertion; si on considère la libération conditionnelle comme un droit, à moins que des raisons de sécurité ne s'y opposent, une approche juridique stricte offrant des garanties de procédure semble plus appropriée(2).

Dans la présente réglementation, le choix s'est porté sur le modèle de la «commission pluridisciplinaire» pour les raisons suivantes:

a) Comme il a été dit, les options en matière d'emprisonnement, formulées dans la note d'orientation «Politique pénale, Exécution des peines» sont maintenues. Elles visent notamment à donner un sens à la détention en axant celle-ci sur la réinsertion et la réparation, ce qui offre les meilleures garanties en matière de sécurité et de protection de la société. Cependant, la protection juridique et la limitation des dommages font également partie de notre vision sur les fonctions que remplit la prison.

Cela signifie que la décision relative à la libération conditionnelle ne peut être prise au niveau purement administratif, mais également qu'il n'est pas souhaitable de la confier exclusivement au seul pouvoir judiciaire. Sous la direction d'un magistrat, agissant en tant que spécialiste en matière de libertés fondamentales, l'instance compétente doit se composer en outre d'un spécialiste en matière d'exécution des peines et d'un spécialiste dans le domaine de la réinsertion sociale. Ce caractère pluridisciplinaire garantit l'expertise et le caractère réfléchi du processus décisionnel.

b) Le modèle du «tribunal d'exécution des peines» se combine non sans difficultés avec la nécessité impérieuse de procéder à une approche pluridisciplinaire et avec la composition de l'instance compétente, ce plus particulièrement en ce qui concerne le «statut» des assesseurs.

La mise en place d'un «tribunal d'exécution des peines» comprenant des assesseurs selon le modèle

staande juristen werden verdedigd(1). Het model waarvoor wordt geopteerd hangt in hoge mate samen met de penologische visie die aan deze beslissingen en maatregelen ten grondslag ligt. Zoals hogerop reeds gesteld lijkt een multidisciplinaire aanpak eerder aangewezen als de voorwaardelijke invrijheidstelling voornamelijk beschouwd wordt vanuit een reïntegratiestrategie; beschouwt men het als een recht tenzij veiligheidsredenen zich verzetten, dan lijkt een strikt juridische benadering met procesgaranties meer gepast(2).

In voorliggende regelgeving werd geopteerd voor het model «multidisciplinaire commissie» om volgende redenen:

a) Zoals gesteld blijven de opties inzake de gevangenisstraf, verwoord in de oriëntatienota «Strafbeleid en Gevangenisbeleid», overeind. Dat behelst ondermeer een zinvolle reïntegratie- en herstelgerichte invulling van de detentie wat trouwens voor de veiligheid en de bescherming van de maatschappij de beste waarborgen biedt. Maar ook rechtsbescherming en schadebeperking maken deel uit van onze visie op de functies van de gevangenis.

Dit maakt dat de beslissing inzake de voorwaardelijke invrijheidstelling niet louter administratief kan worden afgedaan, maar ook dat het niet wenselijk is deze beslissing uitsluitend in handen te leggen van de rechterlijke macht. Onder leiding van een magistraat, als specialist inzake fundamentele vrijheden, moet de bevoegde instantie verder bestaan uit een specialist betreffende de strafuitvoering en een specialist betreffende de reclassering. Deze multidisciplinariteit staat garant voor een deskundige en weloverwogen besluitvorming.

b) Het model «strafuitvoeringsrechtbank» is niet zonder moeilijkheid te combineren met deze dwingende behoefte aan een multidisciplinaire aanpak en samenstelling van de bevoegde instantie en meer bepaald voor wat het «statuut» van de assessoren betreft.

Een «strafuitvoeringsrechtbank» met assessoren instellen naar het model van de militaire rechtban-

(1) Le modèle de juridiction de jugement a été proposé par le Commissaire royal Legros mais également auparavant par Eliaerts et Rozie. D'un autre côté, le modèle de commission a été défendu par le procureur général Matthijs ainsi que par le magistrat émérite C. de Briey. Très récemment, notamment lors d'une journée d'étude consacrée à la note d'orientation «Politique pénale, Exécution des peines» qui s'est tenue le 12 octobre 1996, le Professeur S. Snaeken s'est prononcé en faveur d'un modèle de commission.

(2) L. Dupont, T. Peters et G. Smaers, *Rechtsbescherming van gedetineerden*, Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles. Programma Burger en Rechtsbescherming, avril 1996, p. 242.

(1) Zo werd het type strafuitvoeringsrechtbank voorgesteld door Koninklijk Commissaris Legros, maar al vroeger ook door Eliaerts en Rozie. Het commissiemodel werd dan weer verdedigd door procureur-generaal Matthijs, maar ook door ere-magistraat C. de Briey. Zeer recent, nl. op een studiedag over de oriëntatienota «Strafbeleid en Gevangenisbeleid» op 12 oktober 1996 sprak Professor S. Snaeken zich uit voor een commissiemodel.

(2) L. Dupont; T. Peters en G. Smaers, *Rechtsbescherming van gedetineerden*, Federale diensten voor Wetenschappelijke, Technische en Culturele aangelegenheden, Programma Burger en Rechtsbescherming, april 1996, blz. 242.

des tribunaux militaires, des tribunaux de commerce ou des juridictions du travail exigerait une modification de l'article 157 de la Constitution. L'organisation, la compétence, le mode de nomination et la durée des fonctions des membres du tribunal d'exécution des peines pourraient dès lors être réglés par la loi. À court terme, une solution de ce type s'avère toutefois impossible.

Nommer des non-juristes à la fonction de magistrat du siège avec les implications constitutionnelles qui en découlent (nomination à vie, inamovibilité) fait non seulement preuve d'un manque de réalisme mais pose également toute une série de problèmes pratiques comme le fait que ces personnes ne peuvent siéger dans d'autres chambres du tribunal...

L'organisation, à court terme, d'un tribunal d'exécution des peines à part entière signifierait donc, *rebus sic stantibus*, qu'aucun expert ne pourrait y siéger. Tout au plus les experts pourraient-ils être entendus à simple titre consultatif, ce qui est toutefois incompatible avec les options de bases mentionnées plus haut.

Le modèle de la «commission» peut néanmoins répondre, y compris à court terme, à la demande en matière d'approche et de composition pluridisciplinaires.

c) Le modèle de la «commission» n'empêche nullement la création à terme d'un tribunal d'exécution des peines. Toutefois, son opportunité ne peut être appréciée en connaissance de cause que lorsque l'on disposera d'un «droit d'exécution des peines» au plein sens du terme et qui en réglera tous les aspects. Comme dit plus haut, une telle réglementation prenant en compte à la fois la position juridique interne et externe du détenu et le droit de plainte est préparée par le professeur Dupont. À cet égard, la proposition de C. de Briey(1) est intéressante: déjà en 1968, il proposa, au sein du modèle de la «commission», de conférer au magistrat président d'autres compétences spécifiques. C'est d'ailleurs dans cette optique que le présent modèle hypothèque le moins les travaux fondamentaux à venir en matière d'exécution des peines.

d) Le modèle de la «commission», qui prévoit en son sein la présence d'un spécialiste en matière d'exécution des peines et qui confie à l'administration pénitentiaire un rôle important dans le cadre de l'élaboration du programme de détention et sur le plan consultatif, offre également l'avantage de ne pas mettre «sur la touche» l'administration, qui, si tel était le cas, ne se sentirait plus responsable de ou concernée par cette matière. D'autre part, l'expérience allemande des «*Strafvollstreckungskammer*», composées de magis-

ten, de rechtbanken van koophandel of de arbeidsgerechten zou een aanpassing van én een inschrijving in artikel 157 van de Grondwet vergen. De organisatie, hun bevoegdheid, de wijze van benoeming en de duur van het ambt van de leden van de «strafuitvoeringsrechtbank» zou dan kunnen geregeld worden bij wet. Op korte termijn is een dergelijke oplossing evenwel niet mogelijk.

Niet-juristen benoemen als magistraat van de zetel met de grondwettelijke implicaties vandien (voor het leven, onafzetbaar, ..) is niet alleen weinig realistisch doch stelt ook allerlei praktische problemen zoals het feit dat zij niet kunnen zetelen in andere kamers van de rechtbank...

De inrichting van een volwaardige strafuitvoeringsrechtbank op korte termijn zou dus betekenen, *rebus sic stantibus*, dat daarin geen experten zouden zetelen. Hooguit zouden zij kunnen gehoord worden met louter adviserende stem, wat evenwel niet compatibel is met hogergenoemde basisopties.

Het «commissiemodel» kan wel beantwoorden, zelfs op korte termijn, aan de vraag naar een multidisciplinaire aanpak en samenstelling.

c) Het «commissiemodel» belet geenszins dat op termijn toch een strafuitvoeringsrechtbank zou worden opgericht, doch de opportuniteit hiervan kan slechts met kennis van zaken beoordeeld worden op het ogenblik dat we beschikken over een volwaardig strafuitvoeringsrecht, dat alle aspecten van de strafuitvoering regelt. Een dergelijke regeling, die zowel de interne als de externe rechtspositie van de gedetineerde evenals een beklagrecht behelst, wordt zoals gesteld voorbereid door professor Dupont. Het voorstel van C. de Briey(1) is in dat opzicht interessant: reeds in 1968 stelde hij voor om binnen het «commissiemodel» de magistraatvoorzitter andere specifieke bevoegdheden te verlenen. Het is trouwens in die optiek dat voorliggend model het minst de verdere fundamentele werkzaamheden inzake de strafuitvoering hypothekeert.

d) Het «commissiemodel», waarin een specialist inzake strafuitvoering zetelt en waarbij een belangrijke rol blijft weggelegd voor de penitentiaire administratie bij de uitwerking van de detentieplanning en bij de advisering, heeft tevens als voordeel dat de administratie niet «buitenspel» gezet wordt en zich niet langer verantwoordelijk of betrokken zou voelen bij de materie. Anderzijds heeft de ervaring in Duitsland met de *Strafvollstreckungskammer* met beroepsmagistraten geleerd dat de doelstelling om er een gespecialiseerd en dicht bij de basis opererend

(1) C. de Briey, *op. cit.*

(1) C. de Briey, *op. cit.*

trats professionnels, nous a appris que l'objectif visant à faire de cette chambre une juridiction spécialisée opérant près de la base n'a pu être réalisé. Ce serait dû à la surcharge de travail, au fait que l'exécution des peines suscite d'une manière générale peu d'intérêt chez le pouvoir judiciaire, au fait que les juges étaient insuffisamment formés par rapport à la criminologie et au changement fréquent d'effectifs(1). De même, on court le danger de voir le juge soit s'identifier dans une trop grande mesure à l'administration pénitentiaire (magistrat fonctionnaire) au risque de compromettre son indépendance, soit entrer en conflit avec l'administration ce qui, à son tour, pourrait peser sur le déroulement harmonieux de l'exécution du programme de détention.

Le «modèle de la commission pluridisciplinaire» proposé offre une solution valable permettant d'éviter ces dangers.

e) Comme il a été mentionné plus haut, il semble défendable d'affirmer, par analogie avec les décisions prises par les Commissions de défense sociale en matière de libérations, que lorsqu'elles statueront en matière de libération conditionnelle, les futures Commissions devront se prononcer sur des contestations concernant la liberté individuelle de sorte que, à cet égard, elles rendront leur décision en tant que juridiction contentieuse au sens de l'article 146 de la Constitution.

Cependant, ces Commissions devront également exercer un contrôle administratif quant au respect par le libéré des conditions de libération. À cet égard, leur tâche s'apparente plus à celle de la commission de probation vis-à-vis de la personne qui s'est vue imposer par le tribunal une mesure de probation.

Sur ce plan, le modèle de la commission a également pour avantage de confier ces deux tâches à la même instance, ce qui implique que celle-ci connaît d'autant mieux le libéré conditionnel comme c'est d'ailleurs le cas pour les Commissions de défense sociale. Sans pour autant fermer les yeux sur les insuffisances existantes, on peut néanmoins affirmer que le modèle des Commissions de défense sociale a démontré qu'il était fonctionnel. Ce modèle permet à la fois de se libérer du «duel judiciaire» auquel on se livre dans la procédure pénale classique et d'utiliser une procédure moins antagoniste.

Conditions assorties à l'octroi de la liberté conditionnelle

Tout d'abord, le condamné doit avoir accompli une partie de sa peine dont la durée est déterminée par la loi. Les seuils d'admissibilité à la libération

gerecht van te maken niet werd gerealiseerd. Dit zou te maken hebben met grote werkdruk, de strafuitvoering die in het algemeen weinig interesse geniet vanwege de rechterlijke macht, criminologisch onvoldoende geschoolde rechters en frequente wisseling in de bezetting(1). Tevens bestaat het gevaar dat de rechter zich ofwel te zeer zou gaan identificeren met de penitentiaire administratie (magistraat-ambtenaar) waardoor zijn onafhankelijkheid in het gedrang komt; ofwel in conflict komt met de administratie wat dan weer op het harmonisch verloop van de uitvoering van de detentieplanning kan gaan wegen.

Het hier voorgestelde «multidisciplinair commissiemodel» biedt een valabele oplossing om genoemde gevaren te vermijden.

e) Zoals gesteld lijkt het verdedigbaar te stellen, naar analogie met de beslissingen van de Commissies tot bescherming van de maatschappij inzake invrijheidstellingen, dat de op te richten Commissies wanneer zij over de voorwaardelijke invrijheidstelling beslissen, uitspraak doen op geschillen betreffende de vrijheid van personen zodat zij, in dat opzicht, uitspraak doen als een met eigenlijke rechtspraak belast orgaan, zoals bedoeld in artikel 146 van de Grondwet.

Maar zij moeten tevens een administratief toezicht houden op de naleving van de voorwaarden van de invrijheidstelling door de vrijgestelde. In dat opzicht is hun taak meer verwant met de opdracht van de Probatiecommissie ten aanzien van de persoon voor wie de rechtbank een probatiemaatregel heeft opgelegd.

Ook hier biedt het commissiemodel het voordeel dat de beide taken door dezelfde instantie worden waargenomen met als gevolg dat zij de vrijgestelde des te beter kennen zoals dat overigens het geval is bij de Commissies tot bescherming van de maatschappij. Zonder blind te zijn voor bestaande tekortkomingen kan toch gesteld worden dat het werkmiddel van de Commissies tot bescherming van de maatschappij bewezen heeft functioneel te zijn. Tegelijk laat dit werkmiddel toe zich te bevrijden van het «duel judiciaire» van het klassieke strafproces en een minder antagonistische procedure te hanteren.

Voorwaarden voor het bekomen van een voorwaardelijke invrijheidstelling

Vooreerst moet de veroordeelde een door de wet voorgeschreven gedeelte van de straf hebben ondergaan. Toelaatbaarheidsdrempels tot voorwaarde-

(1) L. Dupont, T. Peters et G. Smaers, *op. cit.*, p. 186-187.

(1) L. Dupont, T. Peters en G. Smaers, *op. cit.*, blz. 186-187.

conditionnelle fixés à 1/3 ou 2/3 de la peine peuvent paraître peu élevés, mais ils ne doivent pas être dissociés de la durée des peines infligées en Belgique. Nous savons d'ailleurs que lors de l'appréciation des peines des juges risquent d'anticiper sur les possibilités de libération conditionnelle et afin de briser ce cercle vicieux, l'implication du juge au niveau des décisions en matière de libération constitue une étape essentielle.

Il est d'ailleurs tout à fait erroné de croire que les condamnés sont systématiquement libérés dès qu'ils ont accompli la partie de la peine requise pour bénéficier d'une libération conditionnelle. En 1995, pour les condamnés pour lesquels une libération conditionnelle a été octroyée, dans 32 % des cas celle-ci n'est intervenue qu'entre un tiers et la moitié de la peine; dans 37 % des cas, entre la moitié et les deux tiers et dans 27 % des cas seulement après les deux tiers ou plus de la peine. Dans les cas restants il s'agit de peines à perpétuité.

Le présent projet de loi ne confère pas non plus de caractère automatique à la libération conditionnelle lorsqu'une certaine partie de la peine a été subie et soumet cette libération à des critères supplémentaires.

Dans l'ancienne législation, l'arrêté royal du 17 janvier 1921 disposait en son article 1^{er} que la libération conditionnelle ne pouvait être accordée qu'aux condamnés ayant fait preuve d'amendement. Ce critère pose néanmoins des problèmes: que faut-il entendre par amendement et comment peut-on en apporter la preuve? La pratique démontre à profusion que la bonne conduite en prison n'offre absolument aucune garantie quant à un comportement respectueux des normes après la détention. À titre d'exemple, certains types de délinquants sexuels se comportent souvent en «détenus modèles» pendant leur séjour dans les établissements pénitentiaires alors que l'on sait que le risque de récidive chez ces personnes est très élevé. De même, la prise de conscience de la faute et l'adaptation apparentes sont également des phénomènes bien connus...

Aux termes de l'article 1^{er}, alinéa 2, il convenait encore de considérer d'autres éléments en vue de l'appréciation de l'opportunité de la libération conditionnelle: antécédents, causes de la condamnation encourue, dispositions morales et moyens d'existence dont il disposera à sa sortie de prison.

L'article 8 de l'arrêté royal du 17 janvier 1921 disait enfin que l'intéressé devait se déclarer d'accord avec les conditions assorties à sa libération conditionnelle.

Aujourd'hui, on part de la notion de réinsertion sociale. En collaboration avec le condamné, car celui-ci doit effectivement porter une responsabilité

lijke invrijheidstelling na 1/3 of 2/3 van de straf lijken wel kort, doch mogen niet los gezien worden van de in België gehanteerde strafmaten. Het is overigens geweten dat rechters bij de straftoemeting riskeren te anticiperen op de mogelijkheden van vroegde vrijstelling en om die vicieuze cirkel te doorbreken is het betrekken van de rechter bij de beslissingsbevoegdheid inzake vrijstelling zeker een belangrijke stap.

Het is trouwens een misvatting dat veroordeelden systematisch zouden vrijgaan van zodra de tijdsvoorwaarden zijn bereikt. In 1995 werd voor de veroordeelden waarvoor een voorwaardelijke invrijheidstelling werd toegestaan deze aan 32% van de gevallen tussen een derde en de helft van de straf verleend; in 37% van de gevallen tussen de helft en de twee derden en in 27% van de gevallen slechts na twee derden of meer van de straf te hebben uitgezeten. In de resterende gevallen betrof het levenslange straffen.

Ook in voorliggend ontwerp is de voorwaardelijke invrijheidstelling geen automatisme na het ondergaan hebben van een bepaald gedeelte van de straf en moet aan bijkomende criteria worden voldaan.

Onder de vroegere wetgeving stelde het koninklijk besluit van 17 januari 1921 in artikel 1 dat de voorwaardelijke invrijheidstelling slechts werd verleend aan de veroordeelden die het bewijs van verbetering hadden geleverd. Dit criterium stelt evenwel problemen: wat is verbetering en hoe kan men het bewijs daarvan leveren? De praktijk bewijst ten overvloede dat goed gedrag in de gevangenis absoluut geen garanties biedt voor een normconform gedrag na de detentie. Zo blijken bepaalde types van seksuele delinquenten in de strafinrichtingen vaak «modelgedetineerden», terwijl geweten is dat het gevaar voor recidive hoog is. En ook schijninkeer en schijnaanpassing zijn gekende fenomenen...

Lid 2 van genoemd artikel 1 voegde nog elementen toe ter beoordeling van de voorwaardelijke invrijheidstelling: vroeger gedrag, reden van de door hem opgelopen veroordeling, zedelijke gesteldheid en middelen van bestaan waarover hij bij het verlaten van de gevangenis zal beschikken.

Artikel 8 van het koninklijk besluit van 1921 bepaalde tenslotte dat de betrokkene zich akkoord moet verklaren met de aan de invrijheidstelling verbonden voorwaarden.

Thans wordt vertrokken vanuit het begrip sociale reïntegratie. Samen met de veroordeelde, want hij moet daarvoor inderdaad verantwoordelijkheid

certaine à ce niveau, est élaboré un programme de reclassement dont le but est de permettre son retour dans la société en tant que citoyen respectueux des normes.

Ce programme de réinsertion se situe dans le prolongement du programme de détention qui sera légalement déterminé dans le cadre de la loi de principes à rédiger par le Professeur Dupont. Un tel programme de détention vise à donner dès le départ un sens à la détention, sur la base d'un examen de la personnalité du détenu et de ses conditions de vie et, dans la mesure du possible en concertation avec le détenu. Un programme de détention pourrait ainsi prévoir: (a) le placement dans et le transfèrement vers différents établissements pénitentiaires ainsi que les régimes que cela implique; (b) la participation à des activités réparatrices; (c) la participation à des activités de travail ou de formation; (d) la participation à des programmes de traitement.

Le programme de réinsertion s'appuyera notamment sur le programme de détention: formations à poursuivre; possibilités de travail en rapport avec les formations qu'il a suivies au cours de la détention; programmes de traitement à poursuivre; poursuite du respect des engagements à l'égard des victimes ... Parallèlement, le programme de réinsertion devra également contenir des éléments du type: où va-t-il s'établir? Quel sera son revenu de remplacement s'il ne trouve pas immédiatement du travail? ...

Le programme de réinsertion sera lui aussi élaboré dans toute la mesure du possible en concertation avec le détenu, puisqu'il devra assumer d'importantes responsabilités. Il va de soi que le degré de participation du détenu à la mise au point de ce programme sera fonction des possibilités individuelles de la personne (homme ou femme) intéressée.

La commission s'assure que le programme est réaliste et que l'octroi de la libération conditionnelle ne comporte pas de risques à ce point graves pour la société que celle-ci ne puisse être accordée dans ces conditions. En l'absence de contre-indications sérieuses, le condamné est mis en liberté conditionnelle. Cette libération est d'ailleurs profitable à la protection de la société étant donné que de par les conditions posées on a créé des barrières de sécurité quant aux causes et aux circonstances qui ont amené l'intéressé sur la voie de la criminalité. Cette méthode de travail associée à une surveillance efficace du libéré conditionnel doit permettre d'éviter autant que possible les échecs, même s'il est erroné de parler de risque nul, car il est un fait que le comportement humain n'est pas prévisible à 100 %.

La loi fixe les cas où peuvent apparaître ces contre-indications.

Peuvent constituer des conditions défavorables en matière de reclassement: l'absence de logement, de

dragen, wordt een reclasseringsplan uitgewerkt met het oog op zijn terugkeer in de maatschappij als burger met een normconform gedrag.

Dit reclasseringsplan sluit aan bij het detentieplan dat wettelijk zal bepaald worden in de door professor Dupont op te stellen beginselenwet. Zo'n detentieplan behelst dat op basis van een onderzoek naar de persoon en de levenssituatie van de gedetineerde, zoveel als mogelijk in overleg met hem, van bij de aanvang van de strafuitvoering een zinvolle invulling van zijn detentie gepland wordt. Dergelijk detentieplan zou bijvoorbeeld de programmatie kunnen inhouden van: (a) plaatsingen en overplaatsingen naar verschillende gevangenissen met daarmee samenhangende regimes; (b) de participatie aan herstelgerichte activiteiten; (c) participatie aan werk of vorming; (d) participatie aan behandelingsprogramma's.

Het reclasseringsplan wordt mede op het detentieplan uitgebouwd: welke opleidingen dienen verdergezet? Zo mogelijk werk waarvoor hij een vorming volgde tijdens zijn detentie; behandelingsprogramma's die moeten worden voortgezet; verder opnemen van engagementen tegenover de slachtoffers. ... Hiernaast dient het reclasseringsplan ook elementen te bevatten als: waar gaat hij zich vestigen? Vervangingsinkomen zo hij niet dadelijk werk heeft. ...

Het reclasseringsplan wordt eveneens zoveel mogelijk met de gedetineerde uitgewerkt: hij zal immers belangrijke verantwoordelijkheden moeten opnemen. Het is vanzelfsprekend dat de mate van medewerking door de gedetineerde aan de oppuntstelling van dit plan bepaald wordt door de individuele mogelijkheden van de man of vrouw in kwestie.

De commissie gaat na of het plan realistisch is en of er geen ernstige risico's voor de maatschappij zijn voor het toekennen van de voorwaardelijke invrijheidstelling zodanig dat ze in die omstandigheden niet kan worden verleend. Bij afwezigheid van ernstige tegenindicaties wordt de veroordeelde voorwaardelijk vrijgesteld, wat overigens de bescherming van de maatschappij ten goede komt doordat op het vlak van de oorzaken en omstandigheden die bij betrokkene tot criminaliteit hebben geleid via de opgelegde voorwaarden buffers zijn ingebouwd. Deze werkwijze samen met een effectief toezicht op de vrijgestelde moet toelaten om mislukkingen zo goed mogelijk te vermijden doch spreken over een nulrisico is in deze vals: menselijk gedrag is nu eenmaal niet voor 100% voorspelbaar.

De wet bepaalt waarop die tegenaanwijzingen betrekking kunnen hebben.

Gebrekkige reclasseringsmogelijkheden kan slaan op afwezigheid van woonst, van sociaal netwerk

tissu social (famille, organismes d'accueil, ...) auquel il peut être fait appel, de revenus provenant du travail ou de revenus de remplacement, de loisirs sensés, ...

Dès le début de la détention et lors de l'élaboration du programme de détention, il convient d'accorder une attention suffisante à la personnalité du condamné. Le personnel chargé de l'observation et du traitement des détenus ainsi que les services sociaux des différentes prisons jouent à cet égard un rôle important mais ils doivent également connaître et exploiter les informations disponibles auprès des autres catégories du personnel. L'aide, les services ou la thérapie spécifiques qui s'imposent doivent être minutieusement préparés de sorte qu'ils puissent être suivis de façon effective dès le premier jour de la libération.

Le comportement à l'intérieur de l'établissement mais également à l'extérieur (lors de permissions de sortie, de congés pénitentiaires, ...) doit être considéré dans le cadre de la réinsertion sociale. Un comportement difficile en prison ne signifie nullement que le condamné ne pourra pas se comporter correctement à l'extérieur et mener une vie normale, c'est-à-dire sans commettre de délits. De même, dans bon nombre de cas, un bon comportement en prison ne garantit pas que l'intéressé mènera une vie respectueuse de la loi après sa sortie de prison. Ceci ne veut pas dire que le comportement au cours de la détention ne peut fournir aucune indication surtout lorsque les détenus eux-mêmes sont responsabilisés en vue de leur réinsertion. À ce sujet, il ne faut pas uniquement se focaliser sur un comportement extrêmement bon ou extrêmement mauvais, dont la pratique nous a appris qu'il doivent être considérés de manière critique. Il convient aussi de tenir compte du fait que le détenu suit une certaine formation, qu'il acquiert un hobby qui en dehors de la prison peut constituer une bonne manière de gérer son temps libre, qu'il utilise ses congés pénitentiaires pour nouer des contacts avec des services d'aide à l'emploi, etc.

L'estimation du risque de récidive est très complexe; le comportement est en effet le résultat de l'interaction entre d'une part une personne et d'autre part un environnement social et des facteurs situationnels, ce qui rend difficilement prévisible tout comportement futur. Cependant, cela ne signifie pas que l'on ne peut émettre d'avis sensé quant à l'avenir d'un condamné: l'absence de réinsertion sociale sérieuse, la détection de certaines facettes de la personnalité sur la base de tests fiables ou d'observations, certains types de délinquance dont on sait que le risque de récidive est élevé compte tenu de la criminogénèse (certains délinquants sexuels), ... sont autant d'éléments devant être pris en considération dans l'évaluation du risque de récidive.

(gezin, opvanginstanties, ...) waarop beroep kan worden gedaan, van inkomen uit arbeid of vervangingsinkomen, van zinvolle vrijetijdsbesteding, ...

Van bij de aanvang van de detentie en bij het uitwerken van de detentieplanning moet de persoonlijkheid van de veroordeelde de nodige aandacht krijgen. Het observatie- en behandelingspersoneel en de sociale diensten van de verschillende gevangenis-sen spelen daarbij een belangrijke rol, doch zij moeten ook de informatie die aanwezig is bij andere personeelsgeledingen aanboren. Specifieke hulp- en dienstverlening of therapie die zich opdringt, moeten worden voorbereid zodanig dat deze vanaf de dag van de vrijstelling effectief kan worden gevolgd.

Het intern en extern (= tijdens uitgangspemissies, verloven, ...) gedrag tijdens de detentie moet worden gezien in relatie tot de sociale reïntegratie. Moeilijk gedrag binnen de gevangenis betekent geenszins dat men zich buiten niet zou kunnen handhaven en een leven leiden zonder misdrijven, zoals goed gevangenisgedrag in heel wat gevallen geen garantie is voor een later leven met respect voor de wet. Zulks wil nog niet zeggen dat het gedrag tijdens de detentie geen enkele indicatie zou kunnen geven zeker als gedetineerden zelf verantwoordelijkheden krijgen voor hun reïntegratie. Daarbij moet niet alleen gedacht worden aan extreem goed of extreem slecht gedrag waarvan de praktijk leert dat dit kritisch moet benaderd worden, maar ook aan zaken als het volgen van vorming of opleiding, het verwerven van een hobby die buiten de gevangenis een zinvolle tijdsbesteding kan betekenen, het aanwenden van verlof om contacten te leggen met diensten voor tewerkstelling, etc.

Het inschatten van het risico op het plegen van nieuwe strafbare feiten is zeer complex: gedrag is immers het resultaat van de interactie tussen een persoon enerzijds en bepaalde sociale omgevingen en situationele factoren anderzijds, wat maakt dat toekomstig gedrag moeilijk voorspelbaar is. Dit betekent nog niet dat er niets zinnig zou te zeggen zijn over de toekomst van een veroordeelde: gebrek aan een ernstige reclassering; bepaalde persoonlijkheidsstructuren die blijken uit betrouwbare tests of uit observaties, bepaalde types van delinquentie waarvan geweten is dat het recidiverisico hoog is gezien de specificiteit van de criminogénese (bepaalde seksuele delinquenten), ... zijn elementen die in de inschatting van het gevaar voor herhaling in rekening moeten worden gebracht.

Des contre-indications relatives à l'attitude adoptée par le condamné vis-à-vis de ses victimes sont par exemple le rejet de la responsabilité sur la victime; son refus de rembourser les personnes qui ont subi des dommages financiers bien qu'il soit en mesure de le faire; le harcèlement de la victime, même depuis la prison, ...

Dans l'examen des éventuelles contre-indications dans les différents domaines cités, celles-ci doivent être analysées dans leurs rapports réciproques. On dispose à cet égard d'une certaine marge d'appréciation: non seulement il doit s'agir de contre-indications graves, mais en outre, l'imposition de conditions spécifiques peut atténuer un obstacle de sorte que celui-ci ne comporte plus de risque grave.

Scission des projets

Dans son avis, le Conseil d'État estime que, conformément à son avis de principe et compte tenu de l'indivisibilité de la matière, les deux projets doivent être fusionnés. Le gouvernement souhaite cependant suivre la décision de Commission parlementaire de concertation qui opte pour le principe de la scission de projets mixtes, tout en nuanciant ce principe lorsque la cohérence au niveau du contenu de la matière à régler l'exige [Décisions de la Commission parlementaire de concertation, application pratique de la théorie de la scission en matière de projets mixtes, doc. Sénat et Chambre des représentants de Belgique, 82/14-95/1 (Chambre) - 82/14 (Sénat)].

De manière plus spécifique, le gouvernement souhaite appliquer le premier système proposé par la Commission précitée et, dans le cadre duquel, l'on travaille avec deux documents parlementaires. Le premier document parlementaire regroupe les dispositions bicamérales obligatoires (article 77 de la Constitution) et est accompagné, en annexe, du document parlementaire regroupant les dispositions bicamérales optionnelles (article 78 de la Constitution). Le second document parlementaire contient les matières bicamérales optionnelles. Ceci permet au gouvernement de déposer le projet bicaméral au Sénat et de demander à la Chambre d'attendre que le Sénat ait examiné ce projet bicaméral pour entamer l'examen du projet bicaméral optionnel.

Le gouvernement partage par ailleurs l'avis du Conseil d'État selon lequel les règles relatives à l'organisation, aux compétences et au fonctionnement des juridictions administratives constituent des matières bicamérales.

Le projet bicaméral concerne dès lors l'institution des commissions de libération conditionnelle, leur composition, leurs compétences et leur fonctionne-

Tegenindicaties met betrekking tot de houding van de veroordeelde tegenover zijn slachtoffers zijn bijvoorbeeld het afschuiven van zijn verantwoordelijkheid op het slachtoffer; geen enkel aanstalten maken om de financieel benadeelden te vergoeden ofschoon hij er middelen voor heeft; het blijven lastig vallen van het slachtoffer zelfs vanuit de gevangenis, ...

Bij het onderzoek naar mogelijke tegenindicaties op de verschillende genoemde vlakken moeten deze bekeken worden in hun onderlinge samenhang. Hierbij is een zekere ruimte voor appreciatie voorhanden: het moet niet alleen gaan om ernstige tegenindicaties, maar bovendien kan door het opleggen van specifieke voorwaarden een bezwaar herleid worden zodanig dat het niet langer een ernstig risico inhoudt.

Splitsing der ontwerpen

In haar advies stelt de Raad van State dat, conform zijn principiële advies en gelet op de ondeelbaarheid van de materie, beide ontwerpen moeten samengevoegd worden. De regering wil echter de beslissing van de Parlementaire Overlegcommissie volgen waarin principieel is geopteerd voor de splitsing van gemengde ontwerpen, weze het met nuanceringen wanneer de inhoudelijke samenhang van de te regelen materie dit vereist [Beslissingen van de Parlementaire Overlegcommissie, praktische toepassing van de splitsingstheorie inzake de gemengde ontwerpen, Parl. St., Belgische Senaat en Kamer van volksvertegenwoordigers, 82/14-95/1 (Kamer) - 82/14 (Senaat)].

Meer specifiek wil de regering het eerste systeem toepassen. Hierbij wordt gewerkt met twee parlementaire stukken. Het eerste stuk bevat de verplicht bicamerale bepalingen (artikel 77 van de Grondwet), met in bijlage het parlementair stuk dat de optioneel bicamerale bepalingen (artikel 78 van de Grondwet) groepeerd. Het tweede parlementaire stuk bevat de optioneel bicamerale materies. Dit laat de regering toe het bicamerale ontwerp in de Senaat in te dienen en aan de Kamer te vragen om met de behandeling van het optioneel bicamerale ontwerp te wachten tot wanneer de Senaat het bicamerale ontwerp heeft behandeld.

De regering is het verder eens met het advies van de Raad van State dat stelt dat de regelen inzake organisatie, bevoegdheid en werking van administratieve rechtscolleges, bicamerale aangelegenheden zijn.

Het bicamerale ontwerp betreft bijgevolg de instelling van de commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling, hun samenstelling, hun bevoegd-

ment. Aussi, l'article 7 du projet bicaméral constitue l'article fondamental en ce qui concerne les compétences de la commission.

Le second projet modifie uniquement la loi sur la libération conditionnelle, et notamment la procédure en ce sens que les commissions de libération conditionnelle se substituent au ministre de la Justice. Il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'une matière bicamérale optionnelle.

De même, en ce qui concerne l'article 77, 9^o, de la Constitution, le Conseil d'État reste partisan d'une interprétation très large en ce sens qu'il y a lieu d'entendre par les termes «organisation des cours et tribunaux» également les «compétences» de ces cours et tribunaux. Le gouvernement estime qu'il convient d'entendre par les termes «organisation des cours et tribunaux» en premier lieu l'organisation au sens strict comme dans les travaux parlementaires préparatoires (rapport Erdman, doc. Sénat, S.E., 1991-92, n^o 100-19/2, pp. 18 et 28) ainsi que les seuls glissements vers ou attributions aux cours et tribunaux de compétences qui ont pour effet d'influencer de manière structurelle l'organisation des cours et tribunaux. L'article 18, alinéa 1^{er}, échappe clairement à cette définition.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

L'article 1^{er} dispose qu'il s'agit d'une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Article 2

L'article 2 institue, pour l'ensemble des pays, six commissions. Pour les membres de la commission, le membre du ministère public et le secrétaire, il s'agira d'un emploi à temps plein parce que les tâches des commissions comprendront non seulement l'octroi de la libération conditionnelle, mais aussi le suivi du condamné pendant toute la durée du délai d'épreuve, ainsi que l'éventuelle révocation ou révision.

Il appartient au Roi de déterminer quels établissements dépendront de telle ou telle commission. Rien n'empêche qu'une commission qui a son siège dans un ressort déterminé s'occupe d'un ou de plusieurs établissements pénitentiaires situés hors de ce ressort. Ceci permet de répartir plus ou moins équitablement entre les différentes commissions la charge de travail globale, qui actuellement varie fortement de ressort à ressort. En outre, cela permet de tenir compte de la répartition géographique des différents

heden en hun werking. Het basisartikel inzake de bevoegdheid van de commissie is dan ook het artikel 7 van het bicamerale ontwerp.

Het tweede ontwerp wijzigt enkel en alleen de wet op de voorwaardelijke invrijheidstelling, waarin onder meer de procedure wordt gewijzigd in die zin dat de Commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling in de plaats treden van de minister van Justitie. Het lijkt geen twijfel dat het hier gaat om een optioneel bicamerale aangelegenheid.

Ook inzake het artikel 77, 9^o, van de Grondwet, blijft de Raad van State voorstander van zeer ruime interpretatie waarbij men onder de termen «organisatie van de hoven en rechtbanken» ook de «bevoegdheid» van die hoven en rechtbanken verstaat. De regering is van oordeel dat onder de woorden «organisatie van de hoven en rechtbanken» in de eerste plaats moet worden verstaan de organisatie *sensu stricto* in de zin van de parlementaire voorbereiding (verslag Erdman, Gedr. St., Senaat, BZ, 1991-92, nr. 100-19/2, blz. 18 en 28.) evenals die bevoegdheidstoewijzing of -verschuiving aan de hoven en de rechtbanken die de organisatie en de inrichting van de hoven en rechtbanken op een structurele manier beïnvloedt. Artikel 18, eerste lid, van dit ontwerp valt duidelijk niet onder deze definitie.

ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1

Artikel 1 bepaalt dat het gaat om een aangelegenheid zoals bepaald in artikel 77 van de Grondwet.

Artikel 2

Artikel 2 stelt voor het gehele land in totaal zes commissies in. Voor de leden van de commissie, het lid van het openbaar ministerie en de secretaris zal dit een voltijdse taak zijn omdat het niet alleen gaat om het verlenen van de vrijstellingen, maar ook de opvolging gedurende de ganse duur van de proeftermijn en de eventuele herroeping of herziening zijn opdrachten voor de commissies.

De Koning wordt opgedragen te bepalen welke inrichtingen zullen afhangen van welke commissie. Niets verzet er zich tegen dat een commissie, die haar zetel heeft binnen een bepaald rechtsgebied één of meer strafinrichtingen bedient die buiten dat rechtsgebied liggen. Dit laat toe de globale werklast, die nu tussen de verschillende rechtsgebieden sterk verschildt, min of meer gelijkmatig te verdelen over de verschillende commissies. Daarenboven kan rekening worden gehouden met de geografische spreiding

établissements pénitentiaires en vue d'éviter autant que possible que les commissions ne perdent un temps considérable en déplacements.

Articles 3 et 4

L'article 3 dispose que la composition de la commission sera pluridisciplinaire; la raison en a été fournie plus haut. Cet article lu conjointement avec l'article 4 traite du magistrat président de la commission et prévoit des critères qui s'inscrivent dans le cadre de la description des tâches et constituent dès lors des garanties de qualité.

Il doit s'agir de magistrats effectifs, vu que environ 70% des détenus sont âgés de moins de 35 ans — une certaine sensibilité à l'égard du mode de vie de cette tranche d'âge est indiquée.

La priorité doit être accordée aux licenciés en criminologie, s'il y en a: cela s'impose non seulement en raison de la matière particulière sur laquelle ils vont se pencher, mais également parce qu'une bonne collaboration avec les assesseurs dans leur propre spécialité est importante. Aussi bien Matthijs que Legros ont estimé que le juge devait être porteur du diplôme de licence en criminologie. En l'absence de tel candidat, le premier président peut évidemment tenir compte d'éléments qui indiquent un intérêt particulier d'un candidat pour l'exécution des peines: publications, participation à des journées d'étude, ...

La condition selon laquelle il doit s'agir d'un magistrat de première instance s'explique par le fait que le président peut, dans un stade ultérieur, se voir attribuer des tâches supplémentaires de nature juridictionnelle. Une possibilité d'appel pourrait être nécessaire en ce qui concerne ces nouvelles compétences.

La désignation par le premier président de la cour d'appel souligne en particulier la nécessité de l'indépendance du juge président en tant que garant des libertés fondamentales du citoyen.

Conformément à l'avis du Conseil d'État, un troisième paragraphe a été inséré en vue de préciser le statut du magistrat président. La disposition relative au maintien des avantages afférents à son traitement vise en particulier le prescrit de l'article 363 du Code judiciaire: indemnité de naissance, allocations familiales et autres allocations, indemnités et rétributions complémentaires de traitement qui sont attribuées aux fonctionnaires de l'ordre administratif. Comme indiqué, la fonction de président effectif sera une charge à temps plein, ce qui exclut qu'il demeure dans le même temps juge d'instruction ou juge de la jeunesse. Ceci signifie que la désignation d'un juge

ding van de verschillende strafinrichtingen om tijdrovende verplaatsingen van de commissies zoveel mogelijk te vermijden.

Artikelen 3 en 4

Artikel 3 bepaalt vooreerst de multidisciplinaire samenstelling van de commissie waarvan de noodzaak hogerop werd toegelicht. Dit artikel in samenlezing met artikel 4 gaat over de magistraat-voorzitter van de commissie, waarbij criteria worden gesteld die aansluiten bij de taakomschrijving en zodoende kwaliteitsgaranties uitmaken.

Het moet gaan om werkende magistraten aangezien ongeveer 70 % van de gedetineerden jonger is dan 35 jaar — een zekere voeling met de leefwereld van deze leeftijdscategorie is aangewezen.

Voorrang moet worden verleend aan licentiaten in de criminologie zo er voorhanden zijn: dit heeft alles te maken met de bijzondere materie waarover zij zich moeten buigen, maar ook met de vereiste dat een goede samenwerking met de assessoren met hun eigen specialisme belangrijk is. Zowel Matthijs als Legros waren van mening dat de rechter licentiaat in de criminologie moest zijn. Zijn er geen dergelijke kandidaten voorhanden, dan kan de eerste voorzitter uiteraard rekening houden met elementen die de bijzondere interesse van een kandidaat voor de strafuitvoering aantonen: publicaties, deelname aan studiedagen, ...

De voorwaarde dat het gaat om een magistraat van eerste aanleg heeft te maken met het feit dat de voorzitter in een later stadium bijkomende taken van jurisdictionele aard kan toebedeeld krijgen. Een beroepsmogelijkheid t.a.v. die nieuwe bevoegdheden kan dan noodzakelijk zijn.

De aanduiding door de eerste voorzitter van het hof van beroep onderstreept in het bijzonder de vereiste van onafhankelijkheid van de rechter-voorzitter als hoeder over de fundamentele vrijheden van de burger.

Ingevolge het advies van de Raad van State werd een paragraaf 3 ingevoegd die het statuut van de magistraat-voorzitter nader bepaalt. Waar gesproken wordt over het behoud van de aan zijn wedde verbonden voordelen wordt in het bijzonder het bepaalde in artikel 363 van het Gerechtelijk Wetboek bedoeld: kraamgeld, kinderbijslag en andere aan bestuursambtenaren toegekende toelagen, vergoedingen en uitkeringen. Omdat zoals gesteld de opdracht van de effectieve voorzitter voltijds zal zijn, kan hij bijgevolg niet tegelijk nog onderzoeks- of jeugdrechter zijn. Wordt dus een onderzoeksrechter of jeugdrechter aangewezen tot

d'instruction ou d'un juge de la jeunesse à la présidence d'une telle commission met un terme à leur qualité antérieure ainsi qu'au supplément de traitement y afférent.

Article 5

L'article 5 traite des assesseurs pour lesquels on exige non seulement qu'ils possèdent une expérience de 5 ans, mais également qu'ils soient titulaires de certains diplômes. Pour le reste, ils doivent jouir des droits civils et politiques et satisfaire à certaines exigences morales.

Le Roi est chargé de déterminer une procédure de sélection.

Article 6

Le membre du ministère public attaché à la commission est, aux termes de l'article 6, désigné parmi les candidats par le procureur général du ressort où la commission a son siège. Ce magistrat sera également par priorité licencié en criminologie, précisément parce que l'exécution des peines est une matière spécifique. S'il n'y a pas de licenciés en criminologie, il pourra également être tenu compte d'éléments qui témoignent d'un intérêt particulier.

Conformément à l'avis du Conseil d'État, un troisième paragraphe a également été inséré dans cet article en vue de préciser le statut de ce membre du ministère public. Le commentaire de la disposition relative au maintien des avantages afférents à son traitement est le même que pour l'article 4. Étant donné qu'il s'agit également d'une charge à temps plein, cette fonction ne peut être confiée à un substitut chargé de service. Rien ne s'oppose cependant à ce que cette charge soit assumée par un premier substitut avec maintien de son supplément de traitement pour ce faire.

Le fait d'attacher spécifiquement un membre du ministère public à la commission pour un délai déterminé ne constitue pas une nouvelle construction juridique et est déjà prévue par exemple dans la loi de défense sociale en ce qui concerne la Commission supérieure (article 13). Pareille «spécialisation» lui permet de se familiariser avec les différents condamnés qui dépendent de la commission et connaître leur évolution, ce qui ne peut que profiter à la qualité de son travail.

Article 7

L'article 7 traite des compétences. Plusieurs solutions sont possibles. On peut partir du lieu où a été prononcée la condamnation la plus ancienne, mais cela entraînerait la nécessité de procéder annuelle-

ment, dan betekent dit het einde van die vroegere hoedanigheid en van de daaraan verbonden weddebijslag.

Artikel 5

Artikel 5 handelt over de assessoren waarvoor naast een vereiste van 5 jaar ervaring ook een diplomaveerste wordt gesteld. Verder moeten zij enkel de burgerlijke en politieke rechten genieten, maar tevens moeten zij voldoen aan bepaalde morele vereisten.

De Koning wordt belast met het bepalen van de selectieprocedure.

Artikel 6

Het aan de commissie verbonden lid van het openbaar ministerie wordt volgens artikel 6 onder de kandidaten aangeduid door de procureur-generaal van het rechtsgebied waar de commissie haar zetel heeft. Hij is eveneens bij voorrang licentiaat in de criminologie precies omdat de strafuitvoering een specifieke materie is. Ingeval er geen licentiaten criminologie zijn kan ook hier rekening worden gehouden met elementen die wijzen op een bijzondere interesse.

Ook hier werd ingevolge het advies van de Raad van State een paragraaf 3 toegevoegd om het statuut van dit lid van het openbaar ministerie nader te bepalen. Wat betreft de aan zijn wedde verbonden voordelen kan worden verwezen naar wat werd gesteld inzake artikel 4. Gezien het eveneens om een voltijdse taak gaat kan deze opdracht niet gegeven worden aan een substituut die met dienst belast is. Er is evenwel geen bezwaar tegen dat een eerste substituut deze opdracht zou vervullen met behoud van zijn weddebijslag hiervoor.

Het specifiek toewijzen van een lid van het openbaar ministerie bij de commissie voor een bepaalde termijn is geen nieuwe rechtsfiguur en bestaat bijvoorbeeld reeds in de wet op de bescherming van de maatschappij voor wat de Hoge Commissie aangaat (artikel 13). Dergelijke specialisatie laat toe dat hij de verschillende van de commissie afhankelijke veroordeelden en hun evolutie leert kennen, wat de kwaliteit van zijn taak alleen maar kan ten goede komen.

Artikel 7

Artikel 7 handelt over de bevoegdheid waarvoor verschillende oplossingen mogelijk zijn. Men kan uitgaan van de plaats waar de oudste veroordeling werd uitgesproken, doch dit zou meebrengen dat

ment à de nombreux transfèvements supplémentaires, ce qui non seulement coûte de l'argent (transport, surveillance, suivi administratif, ...), mais comporte également des risques inutiles en matière de sécurité. De plus, cela aurait pour effet que ce seraient surtout les établissements pénitentiaires des grands centres, où la surpopulation est la plus aiguë, qui seraient encore chargés davantage en travail. La solution alternative, à savoir que chaque commission pourrait siéger dans tous les établissements du pays, pourrait conduire les commissions à consacrer plus de temps à leurs déplacements qu'à leur vraie mission.

La solution la plus fonctionnelle consiste dès lors à déterminer la compétence de la commission en fonction du lieu d'exécution des peines.

En principe, une même commission reste compétente pendant toute la durée de la procédure de libération conditionnelle du condamné, ce qui permet de mieux connaître la personne et son évolution. Si, par exemple, un libéré conditionnel est condamné une nouvelle fois pendant le délai d'épreuve, la commission initiale reste compétente, quel que soit le lieu où l'intéressé subit sa peine, pour ordonner une éventuelle nouvelle libération conditionnelle.

Dans certains cas, il peut être indiqué pour des raisons d'ordre pratique qu'il soit néanmoins possible de transférer un dossier à une autre commission. Par exemple, lorsque la libération conditionnelle d'un condamné se déroule sans problème et qu'à un moment déterminé, l'intéressé va s'établir loin du terrain de travail normal de la commission, la distance physique pourrait mener à une guidance purement formelle, et, dès lors, l'intéressé pourrait ne plus être vu par la commission. Le Roi est chargé de déterminer les cas et les modalités d'un tel transfert de compétences. Il conviendra en tout cas d'éviter qu'il ne se crée un vide au sens où plus aucune commission ne serait compétente.

L'article 7, § 2, charge la commission de suivre la situation des condamnés pour lesquels elle est compétente. À cet égard, il s'agit aussi bien de condamnés qui sont effectivement en liberté conditionnelle que les condamnés qui séjournent encore ou de nouveau en prison.

Article 8

L'article 8 contient des dispositions qui ont été insérées à la suite des observations formulées par le Conseil d'État. Elles règlent la prestation de serment, les récusations et le remplacement de membres effectifs par des suppléants.

jaarlijks vele extra honderden overbrengingen moeten worden verricht wat niet alleen veel geld kost (vervoer, bewaking, administratieve opvolging, ...) maar ook onnodige veiligheidsrisico's meebrengt. Bovendien zou dit ertoe leiden dat vooral de inrichtingen in de grote centra, die al het meeste te kampen hebben met de overbevolking, nog meer zouden belast worden. Het alternatief, namelijk dat elk van de commissies in alle inrichtingen van het land zou kunnen zetelen, zou ertoe kunnen leiden dat de commissies meer tijd besteden aan vervoer dan aan hun eigenlijke opdracht.

De meest functionele oplossing is dan ook de bevoegdheid van de commissie te doen bepalen door de plaats van de strafuitvoering.

In beginsel blijft dezelfde commissie bevoegd voor de gehele duur van de voorwaardelijke invrijheidstelling van de veroordeelde wat ertoe bijdraagt dat zij de persoon en zijn evolutie des te beter leren kennen. Wordt een voorwaardelijk vrijgestelde bijvoorbeeld opnieuw veroordeeld tijdens de proeftijd, dan zal het ongeacht waar betrokkene zijn straf dan ondergaat de oorspronkelijke commissie zijn die bevoegd is om een eventuele nieuwe voorwaardelijke invrijheidstelling te bevelen.

In bepaalde gevallen kan het om praktische redenen aangewezen zijn dat een overgang van een commissie naar een andere toch mogelijk zou zijn. Bijvoorbeeld voor een veroordeelde wiens voorwaardelijke vrijstelling zonder veel problemen verloopt en die zich op een bepaald ogenblik gaat vestigen op grote afstand van het normale werkterrein van de commissie — de fysieke afstand zou kunnen leiden tot een te formele begeleiding waarbij de vrijgestelde niet meer wordt gezien door de commissie. De Koning wordt ermee belast de gevallen en de regels van dergelijke overdracht van bevoegdheid vast te leggen. In elk geval zal moeten vermeden worden dat er een soort vacuüm zou ontstaan waarbij geen enkele commissie meer zou bevoegd zijn.

Artikel 7, § 2, draagt de commissie op de situatie van de veroordeelden voor wie zij bevoegd is actief op te volgen. Hierbij handelt het zowel om veroordeelden die effectief in voorwaardelijke vrijheid zijn, als om veroordeelden die nog of opnieuw in de gevangenis verblijven.

Artikel 8

Artikel 8 bevat bepalingen die zijn ingevoegd ingevolge opmerkingen van de Raad van State. Het gaat hier om regels inzake de eedaflegging, inzake de wraking en verschoning en tenslotte inzake de vervanging van de vaste leden door plaatsvervangers.

Article 9

Il est évident que chaque commission doit pouvoir disposer d'un secrétariat, ce qui est prévu à l'article 9.

Article 10

L'article 10, § 2, charge le Roi de déterminer le statut administratif et pécuniaire des assesseurs. Il convient de veiller à ce que, s'il s'agit de fonctionnaires, ils puissent être remplacés au sein de leur service pendant la durée pour laquelle ils sont désignés comme assesseurs.

À propos du «statut» des assesseurs, il est néanmoins déjà prévu qu'il convient, pour l'application de l'article 251 du Code pénal relatif à la corruption, de les considérer comme juge assesseur et, par conséquent, que les peines prévues dans le cadre dudit article 251 du Code pénal leur sont applicables.

Que ce soit pour le supplément de traitement du président et du membre du ministère public, pour les traitements des assesseurs, ou encore pour les indemnités de séance allouées aux suppléants, il importe de rechercher un bon équilibre: d'une part, on doit éviter que des personnes sans grand intérêt pour la matière ne posent leur candidature pour des raisons purement financières et, d'autre part, il serait regrettable que des personnes qui conviennent ne posent pas leur candidature parce que cela reviendrait en fait à une sanction financière.

Article 11

Aux termes de l'article 11, il appartient au Roi d'établir un «règlement d'ordre intérieur» applicable aux différentes commissions. Une règle similaire est prévue à l'article 10 de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, telle qu'exécutée par l'arrêté royal du 9 novembre 1964.

Dans un souci d'uniformité de la jurisprudence, ce règlement disposera notamment que les différentes commissions se concerteront à des intervalles réguliers. En outre, il sera prévu que chaque commission siègera au moins une fois par mois dans chacun des établissements pénitentiaires relevant de sa compétence, pour autant qu'il y ait évidemment des propositions de libération conditionnelle à examiner pour des condamnés séjournant dans l'établissement en question. Ceci signifie que la commission sera toujours appelée à siéger dans un délai raisonnable dans chacun des établissements où des condamnés subissent leur peine.

Article 12

L'article 12 dispose que pour la présente loi le Roi fixera la même date d'entrée en vigueur que pour la

Artikel 9

Het is evident dat elke commissie over een secretariaat moet kunnen beschikken en dat wordt dan ook in artikel 9 geregeld.

Artikel 10

Artikel 10, § 2, belast de Koning met het bepalen van het administratief en geldelijk statuut van de assessoren. Er dient over gewaakt te worden dat indien het om ambtenaren zou gaan, dat zij dan in hun dienst kunnen vervangen worden voor de tijd dat zij als assessor zijn aangeduid.

Met betrekking tot het «statuut» van de assessoren is hier wel al opgenomen dat voor de toepassing van artikel 251 van het Strafwetboek, dat handelt over omkoping, zij beschouwd worden als rechter-assessor en dat bijgevolg de daar voorziene straffen op hen van toepassing zijn.

Zowel wat betreft de weddebijslag van de voorzitter en van het lid van het openbaar ministerie als wat de wedden van de assessoren en de vergoedingen per zitting van de verschillende plaatsvervangers betreft, is het zaak om een goed evenwicht te zoeken: men dient enerzijds te vermijden dat personen zonder veel interesse voor de materie zich kandidaat stellen louter om de financiële kant ervan; anderzijds ware het betreuenswaardig dat geschikte personen zich geen kandidaat zouden stellen omdat dit *de facto* een financiële bestraffing zou betekenen.

Artikel 11

Artikel 11 behelst dat de Koning een «reglement van interne orde» zal opstellen dat voor de verschillende commissies van toepassing zal zijn. Een gelijkwaardige bepaling is opgenomen in artikel 10 van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie waaraan bij koninklijk besluit van 9 november 1964 uitvoering is gegeven.

Om tot de eenvormigheid van rechtspraak bij te dragen zal dat «reglement» onder meer bepalen dat er op geregelde tijdstippen overleg zal plaatsvinden tussen de verschillende commissies. Tevens zal voorzien worden dat de commissie elke maand minstens één zitting zal houden in alle onder haar bevoegdheid ressorterende gevangenissen, voor zover er uiteraard voorstellen inzake voorwaardelijke invrijheidstelling voor veroordeelden die in die instelling verblijven te behandelen vallen. Dit houdt in dat er in elke gevangenis waar veroordeelden hun straf ondergaan steeds binnen een redelijke termijn een zitting doorgaat.

Artikel 12

Artikel 12 stelt dat de Koning de datum van de inwerkingtreding van deze wet zal bepalen op

loi relative à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1^{er} juillet 1964. Il va de soi que les deux lois entreront en vigueur le même jour si l'on veut éviter l'apparition d'un vide qui empêcherait d'accorder des libérations conditionnelles pendant une période plus ou moins longue.

Le ministre de la Justice,

Stefaan DE CLERCK.

dezelfde dag als de wet betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen bij de wet van 1 juli 1964. Het is evident dat beide wetten op dezelfde dag van kracht worden, zoniet ontstaat er een vacuüm dat het voor min of meer lange periode onmogelijk maakt voorwaardelijke invrijheidstellingen toe te kennen.

De minister van Justitie,

Stefaan De CLERCK.

PROJET DE LOI

ALBERT II,

Roi des Belges,

À tous, présents et à venir,
SALUT.

Sur la proposition de Notre ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi, dont la teneur suit:

Article premier

La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

CHAPITRE I^{er}

Généralités

Art. 2

Une commission de libération conditionnelle, ci-après dénommée « commission » est instituée dans le ressort de chaque cour d'appel. Toutefois, dans le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, il est institué deux commissions.

Le Roi détermine pour chaque commission les établissements pénitentiaires pour lesquels elle est compétente. Il fixe également le lieu où est établi le siège de chaque commission.

CHAPITRE II

De la composition

Art. 3

Chaque commission se compose d'un juge effectif du tribunal de première instance, d'un assesseur en matière d'exécution des peines et d'un assesseur en matière de réinsertion sociale.

WETSONTWERP

ALBERT II,

Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze minister van Justitie,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze minister van Justitie is gelast het ontwerp van wet in Onze naam aan de Wetgevende Kamers voor te leggen, waarvan de tekst hierna volgt:

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid zoals bepaald in artikel 77 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I

Algemeen

Art. 2

In ieder rechtsgebied van een hof van beroep wordt één commissie voor de voorwaardelijke invrijheidstelling, hierna « commissie » genoemd, ingesteld. Voor het rechtsgebied van het hof van beroep te Brussel worden evenwel twee commissies ingesteld.

De Koning bepaalt voor elke commissie de strafinrichtingen waarvoor zij bevoegd is. Hij bepaalt tevens waar de zetel van elke commissie is gevestigd.

HOOFDSTUK II

Samenstelling

Art. 3

Iedere commissie bestaat uit een werkend rechter van de rechtbank van eerste aanleg, een assessor-strafuitvoering en een assessor-sociale reïntegratie.

Art. 4

§ 1^{er}. Le juge du tribunal de première instance préside la commission.

§ 2. Il est désigné, parmi les juges qui ont posé leur candidature, par le premier président de la cour d'appel du ressort où la commission a son siège, qui désigne en même temps parmi les candidats un suppléant. Sont désignés par priorité des juges titulaires d'un diplôme de licencié en criminologie.

§ 3. Le président de la commission conserve, en sa qualité de magistrat, sa place sur la liste de rang. Il continue à jouir de son traitement et des augmentations et avantages qui y sont afférents.

Il a droit à un supplément de traitement égal à celui qui est alloué à un juge d'instruction comptant trois ans de fonction dans un tribunal dont le ressort compte une population de 500 000 habitants au moins. Ce supplément de traitement est lié au régime de mobilité applicable aux rétributions des agents de l'État en activité de service.

Pendant la durée de sa mission, il est censé avoir exercé ses fonctions. Les dispositions relatives à la mise à la retraite et à la pension lui sont applicables. Il est pourvu au remplacement du magistrat par une nomination en surnombre conformément aux dispositions du Code judiciaire. S'il s'agit d'un chef de corps, il est pourvu à son remplacement par la nomination en surnombre d'un magistrat au rang immédiatement inférieur.

§ 4. La désignation est valable pour trois ans et peut être prorogée pour des délais de cinq ans.

Art. 5

§ 1^{er}. L'assesseur en matière d'exécution des peines doit satisfaire aux conditions suivantes :

- posséder au moins cinq ans d'expérience dans le domaine de l'exécution des sanctions privatives de liberté;
- être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat d'études qui permet le recrutement au niveau 1 dans les administrations de l'État;
- être belge;
- jouir des droits civils et politiques;
- satisfaire aux qualités morales indispensables à l'exercice de la fonction.

§ 2. L'assesseur en matière de réinsertion sociale doit satisfaire aux conditions suivantes :

- posséder au moins cinq ans d'expérience dans le domaine de la réinsertion sociale des détenus;

Art. 4

§ 1. De rechter van de rechtbank van eerste aanleg zit de commissie voor.

§ 2. Hij wordt onder de rechters, die hun kandidatuur gesteld hebben, aangewezen door de eerste voorzitter van het hof van beroep van het rechtsgebied waar de commissie haar zetel heeft, die tegelijk uit de kandidaten een plaatsvervanger aanwijst. Bij voorrang worden rechters aangewezen die houder zijn van het diploma licentiaat in de criminologie.

§ 3. De voorzitter van de commissie behoudt als magistraat zijn plaats op de ranglijst. Hij blijft zijn wedde met de daaraan verbonden verhogingen en voordelen genieten.

Hij heeft recht op een weddebijslag gelijk aan deze toegekend aan een onderzoeksrechter met drie jaar ambtsuitoefening in een rechtbank waarvan het rechtsgebied ten minste 500 000 inwoners telt. Deze weddebijslag wordt gekoppeld aan de mobiliteitsregeling van toepassing op de bezoldiging van het Rijkspersoneel in actieve dienst.

Gedurende zijn opdracht wordt hij geacht zijn ambt te hebben uitgeoefend. De bepalingen inzake inruststelling en pensioen zijn op hem van toepassing. In de vervanging van de magistraat wordt voorzien door een benoeming in overtal overeenkomstig de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek. Wanneer het een korpschef betreft, wordt in zijn vervanging voorzien door de overtallige benoeming van een magistraat tot de onmiddellijk lagere rang.

§ 4. De aanwijzing geldt voor drie jaar, en kan worden verlengd voor termijnen van vijf jaar.

Art. 5

§ 1. De assessor-straftuitvoering moet aan de volgende voorwaarden voldoen :

- minimum vijf jaar ervaring hebben op het gebied van de tenuitvoerlegging van vrijheidsberovende sancties;
- houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat in aanmerking komt voor de aanwerving in niveau 1 van de Rijksbesturen;
- Belg zijn;
- de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- voldoen aan de morele vereisten noodzakelijk voor de uitoefening van het ambt.

§ 2. De assessor-sociale reïntegratie moet aan de volgende voorwaarden voldoen :

- minimum vijf jaar ervaring hebben op het gebied van de sociale reïntegratie van gedetineerden;

— être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat d'études qui permet le recrutement au niveau 1 dans les administrations de l'État;

— être belge;

— jouir des droits civils et politiques;

— satisfaire aux qualités morales indispensables à l'exercice de la fonction.

§ 3. Les assesseurs et leurs suppléants sont désignés par le Roi, selon une procédure de sélection, qu'Il détermine, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres.

§ 4. La désignation est valable pour trois ans et peut être prorogée pour des délais de cinq ans.

Art. 6

§ 1^{er}. Un membre du ministère public est attaché à chaque commission.

§ 2. Il est désigné, parmi les membres du ministère public, qui ont posé leur candidature, par le procureur général près la cour d'appel du ressort où la commission a son siège, qui désigne en même temps parmi les candidats un suppléant. Sont désignés par priorité des magistrats titulaires d'un diplôme de licencié en criminologie. À défaut de candidats, le procureur général les désigne d'office.

§ 3. Le membre du ministère public conserve sa place sur la liste de rang. Il continue à jouir de son traitement et des augmentations et avantages qui y sont afférents.

Il a droit à un supplément de traitement égal à celui qui est alloué à un juge d'instruction comptant trois ans de fonction dans un tribunal dont le ressort compte une population de 500 000 habitants au moins. Ce supplément de traitement est lié au régime de mobilité applicable aux rétributions des agents de l'État en activité de service.

Pendant la durée de sa mission, il est censé avoir exercé ses fonctions. Les dispositions relatives à la mise à la retraite et à la pension lui sont applicables. Il est pourvu à son remplacement par une nomination en surnombre conformément aux dispositions du Code judiciaire. S'il s'agit d'un chef de corps, il est pourvu à son remplacement par la nomination en surnombre d'un membre du ministère public au rang immédiatement inférieur.

§ 4. La désignation est valable pour trois ans et peut être prorogée pour des délais de cinq ans.

— houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat in aanmerking komt voor de aanwerving in niveau 1 van de Rijksbesturen;

— Belg zijn;

— de burgerlijke en politieke rechten genieten;

— voldoen aan de morele vereisten noodzakelijk voor de uitoefening van het ambt.

§ 3. De assessoren en hun plaatsvervangers worden aangewezen door de Koning, overeenkomstig een door Hem, bij een in ministerraad overlegd besluit, te bepalen selectieprocedure.

§ 4. De aanwijzing geldt voor drie jaar, en kan worden verlengd voor termijnen van vijf jaar.

Art. 6

§ 1. Aan elke commissie is een lid van het openbaar ministerie verbonden.

§ 2. Hij wordt onder de leden van het openbaar ministerie, die hun kandidatuur gesteld hebben, aangewezen door de procureur-generaal bij het hof van beroep van het rechtsgebied waar de commissie haar zetel heeft, die tegelijk een plaatsvervanger uit de kandidaten aanwijst. Bij voorrang worden magistraten aangewezen die houder zijn van het diploma licentiaat in de criminologie. Bij ontstentenis van kandidaten, wijst de procureur-generaal hen ambtshalve aan.

§ 3. Het lid van het openbaar ministerie behoudt zijn plaats op de ranglijst. Hij blijft zijn wedde met de daaraan verbonden verhogingen en voordelen genieten.

Hij heeft recht op een weddebijslag gelijk aan deze toegekend aan een onderzoeksrechter met drie jaar ambtsuitoefening in een rechtbank waarvan het rechtsgebied ten minste 500 000 inwoners telt. Deze weddebijslag wordt gekoppeld aan de mobiliteitsregeling van toepassing op de bezoldiging van het Rijkspersoneel in actieve dienst.

Gedurende zijn opdracht wordt hij geacht zijn ambt te hebben uitgeoefend. De bepalingen inzake inruststelling en pensioen zijn op hem van toepassing. In zijn vervanging wordt voorzien door een benoeming in overtal overeenkomstig de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek. Wanneer het een korpschef betreft, wordt in zijn vervanging voorzien door de overtallige benoeming van een lid van het openbaar ministerie tot de onmiddellijk lagere rang.

§ 4. De aanwijzing geldt voor drie jaar, en kan worden verlengd voor termijnen van vijf jaar.

CHAPITRE III

Des compétences

Art. 7

§ 1^{er}. La commission est compétente en ce qui concerne la libération conditionnelle des condamnés qui, au moment de la proposition de libération conditionnelle, subissent leur peine dans un établissement pénitentiaire pour lequel cette commission est compétente. Elle le reste jusqu'à leur libération définitive.

La compétence en matière de libération conditionnelle peut être transférée par la commission compétente à une autre commission dans les cas et selon les modalités que le Roi détermine.

§ 2. Chaque commission suit la situation des condamnés libérés conditionnellement pour lesquels elle est compétente.

CHAPITRE IV

Du fonctionnement

Art. 8

§ 1^{er}. Avant leur entrée en fonction, les membres effectifs et suppléants prêtent, entre les mains du premier président de la cour d'appel du ressort dans lequel la commission est instituée, le serment suivant: «Je jure de remplir en toute conscience et impartialité les devoirs de ma charge».

§ 2. Les dispositions du Code judiciaire relatives aux récusations sont applicables aux membres des commissions instituées par la présente loi.

§ 3. En cas d'empêchement ou d'absence d'un membre effectif ainsi qu'en cas de vacance de son mandat, il est remplacé par son suppléant.

Art. 9

Le secrétariat de la commission est assuré par des fonctionnaires de niveau 2 ou 2+, désignés par le ministre de la Justice.

Art. 10

§ 1^{er}. Les frais de personnel et de fonctionnement de la commission et de son secrétariat sont à charge du budget du ministère de la Justice.

HOOFDSTUK III

Bevoegdheden

Art. 7

§ 1. De commissie is bevoegd inzake de voorwaardelijke invrijheidstelling van de veroordeelden die, op het ogenblik dat het voorstel tot voorwaardelijke invrijheidstelling wordt gedaan, hun straf ondergaan in een strafinrichting waarvoor zij bevoegd is, en dit tot de definitieve invrijheidstelling.

De bevoegdheid inzake de voorwaardelijke invrijheidstelling kan door de bevoegde commissie worden overgedragen aan een andere commissie in de gevallen en overeenkomstig de regels bepaald door de Koning.

§ 2. Iedere commissie volgt de situatie op van de voorwaardelijk in vrijheid gestelde veroordeelden waarvoor zij bevoegd is.

HOOFDSTUK IV

Werking

Art. 8

§ 1. Alvorens hun ambt te aanvaarden, leggen de vaste en plaatsvervangende leden in handen van de eerste voorzitter van het hof van beroep van het rechtsgebied waar de commissie wordt ingesteld volgende eed af: «Ik zweer de plichten van mijn opdracht gewetensvol en onpartijdig te vervullen».

§ 2. De bepalingen betreffende de wraking en verschoning van het Gerechtelijk Wetboek zijn van toepassing op de leden van de bij deze wet ingestelde commissie.

§ 3. Wanneer een vast lid verhinderd is of afwezig alsmede in het geval dat zijn mandaat openvalt, wordt het lid vervangen door zijn plaatsvervanger.

Art. 9

Het secretariaat van de commissie wordt waargenomen door ambtenaren van niveau 2 of niveau 2+, aangewezen door de minister van Justitie.

Art. 10

§ 1. De personeelskosten en werkingskosten van de commissie en het secretariaat ervan komen ten laste van de begroting van het ministerie van Justitie.

§ 2. Le Roi détermine le statut administratif et pécuniaire des assesseurs.

Pour l'application de l'article 251 du Code pénal, ils sont considérés comme juge assesseur.

§ 3. Le Roi détermine le montant de l'indemnité de séance allouée aux suppléants lorsque ceux-ci remplacent un membre effectif.

Les membres de la commission, le membre du ministère public, le secrétaire et, le cas échéant, les suppléants sont défrayés pour leurs frais de déplacement et de séjour.

Art. 11

Le Roi règle le fonctionnement des commissions.

Art. 12

Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi qui doit correspondre avec la date d'entrée en vigueur de la loi relative à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1^{er} juillet 1964.

Donné à Bruxelles, le 21 mars 1997.

ALBERT

Par le Roi:

Le ministre de la Justice,

Stefaan DE CLERCK.

§ 2. De Koning bepaalt het administratief en geldelijk statuut van de assessoren.

Voor de toepassing van artikel 251 van het Strafwetboek worden zij als rechter-assessor beschouwd.

§ 3. De Koning bepaalt het bedrag van de vergoeding per zitting van de verschillende plaatsvervangers indien deze een effectief lid vervangen.

De leden van de commissie, het lid van het openbaar ministerie, de secretaris en, in voorkomend geval, de plaatsvervangers worden vergoed voor de gemaakte reis- en verblijfskosten.

Art. 11

De Koning regelt de werking van de commissies.

Art. 12

De Koning stelt de datum van inwerkingtreding vast van deze wet, die moet overeenstemmen met de datum van inwerkingtreding van de wet betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen bij de wet van 1 juli 1964.

Gegeven te Brussel, 21 maart 1997.

ALBERT

Van Koningswege:

De minister van Justitie,

Stefaan DE CLERCK.

**AVANT-PROJET DE LOI
SOU MIS AU CONSEIL D'ÉTAT**

**Avant-projet de loi instituant les commissions
de libération conditionnelle**

Article premier

La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

CHAPITRE PREMIER

Généralités

Art. 2

Des commissions de libération conditionnelle, appelées ci-après « commissions », sont instituées selon les modalités définies dans la présente loi. Les commissions statuent sur les propositions de libération conditionnelle; elles assurent le suivi de ces décisions et peuvent les révoquer et les réviser selon les modalités et conditions déterminées par la présente loi et par la loi du ... relative à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1^{er} juillet 1964.

Art. 3

Une commission est instituée dans le ressort de chaque cour d'appel. Toutefois, dans le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, il est institué deux commissions.

Le Roi détermine pour chaque commission les établissements pénitentiaires pour lesquels elle est compétente. Il fixe également le lieu où est établi le siège de chaque commission.

CHAPITRE 2

Composition

Art. 4

Chaque commission se compose d'un juge effectif du tribunal de première instance, d'un assesseur en matière d'exécution des peines et d'un assesseur en matière de réinsertion sociale.

Art. 5

§ 1^{er}. Le juge du tribunal de première instance préside la commission.

§ 2. Il est désigné, parmi les juges qui ont posé leur candidature, par le premier président de la cour d'appel du ressort où la commission a son siège, qui désigne en même temps un suppléant. Sont désignés par priorité des juges titulaires d'un diplôme de licencié en criminologie.

**VOORONTWERP VAN WET
VOORGELEGD AAN DE RAAD VAN STATE**

**Voorontwerp van wet tot instelling van de commissies
voor de voorwaardelijke invrijheidstelling**

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid zoals bepaald in artikel 77 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I

Algemeen

Art. 2

Er worden commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling ingesteld, hierna « commissies » genoemd, volgens de modaliteiten bepaald in deze wet. De commissies beslissen over de voorstellen tot voorwaardelijke invrijheidstelling; zij volgen deze beslissingen op en kunnen deze herroepen en herzien, onder de vorm en voorwaarden die in deze wet en in de wet van ... betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontenmisdadigers, vervangen door de wet van 1 juli 1964, worden bepaald.

Art. 3

In ieder rechtsgebied van een hof van beroep wordt één commissie ingesteld. Voor het rechtsgebied van het hof van beroep te Brussel worden evenwel twee commissies ingesteld.

De Koning bepaalt voor elke commissie de strafinrichtingen waarvoor zij bevoegd is. Hij duidt tevens aan waar de zetel van elke commissie is gevestigd.

HOOFDSTUK 2

Samenstelling

Art. 4

Iedere commissie bestaat uit een werkend rechter van de rechtbank van eerste aanleg, een assessor-strafuitvoering en een assessor-sociale reïntegratie.

Art. 5

§ 1. De rechter van de rechtbank van eerste aanleg zit de commissie voor.

§ 2. Hij wordt onder de rechters die hun kandidatuur gesteld hebben, aangewezen door de eerste voorzitter van het hof van beroep van het rechtsgebied waar de commissie haar zetel heeft, die tegelijk een plaatsvervanger aanwijst. Bij voorrang worden rechters aangewezen die houder zijn van het diploma licentiaat in de criminologie.

§ 3. La désignation est valable pour trois ans et peut être prorogée pour des délais de cinq ans.

Art. 6

§ 1^{er}. L'assesseur en matière d'exécution des peines doit satisfaire aux conditions suivantes :

- posséder au moins cinq ans d'expérience dans le domaine de l'exécution des sanctions privatives de liberté;
- être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat d'études qui permet le recrutement au niveau 1 dans les administrations de l'État;
- être belge.

§ 2. L'assesseur en matière de réinsertion sociale doit satisfaire aux conditions suivantes :

- posséder au moins cinq ans d'expérience dans le domaine de la réinsertion sociale des détenus;
- être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat d'études qui permet le recrutement au niveau 1 dans les administrations de l'État;
- être belge.

§ 3. Les assesseurs et leurs suppléants sont désignés par le Roi sur une liste de trois candidats par place. Ces listes sont établies sur la base des candidatures présentées par un comité de sélection à créer par le ministre de la Justice. A défaut de candidats, le Roi désigne des fonctionnaires d'office.

§ 4. La désignation est valable pour trois ans et peut être prorogée pour des délais de cinq ans.

Art. 7

§ 1^{er}. Un membre du ministère public est attaché à chaque commission.

§ 2. Il est désigné, parmi les membres du ministère public qui ont posé leur candidature, par le procureur général près de la cour d'appel du ressort où la commission a son siège, qui désigne en même temps un suppléant. Sont désignés par priorité des magistrats titulaires d'un diplôme de licencié en criminologie. À défaut de candidats, le procureur général les désigne d'office.

§ 3. La désignation est valable pour trois ans et peut être prorogée pour des délais de cinq ans.

CHAPITRE 3

Compétences

Art. 8

§ 1^{er}. La commission est compétente en ce qui concerne la libération conditionnelle des condamnés qui, au moment de la proposition de libération conditionnelle, subissent leur peine dans un établissement pénitentiaire pour lequel cette commission est compétente. Elle le reste jusqu'à leur libération définitive.

§ 3. De aanwijzing vindt plaats voor drie jaar, en kan worden verlengd voor termijnen van vijf jaar.

Art. 6

§ 1. De assessor-straatvoering moet aan de volgende voorwaarden voldoen :

- minimum vijf jaar ervaring hebben op het gebied van de tenuitvoerlegging van vrijheidsberovende sancties;
- houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat in aanmerking komt voor de aanwerving in niveau 1 van de Rijksbesturen;
- Belg zijn.

§ 2. De assessor-sociale reïntegratie moet aan de volgende voorwaarden voldoen :

- minimum vijf jaar ervaring hebben op het gebied van de sociale reïntegratie van gedetineerden;
- houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat in aanmerking komt voor de aanwerving in niveau 1 van de Rijksbesturen;
- Belg zijn.

§ 3. De assessoren en hun plaatsvervangers worden aangewezen door de Koning uit een lijst van drie kandidaten per plaats. Deze lijsten worden op basis van kandidaatstellingen voorgedragen door een door de minister van Justitie op te richten selectiecomité. Bij ontstentenis van kandidaten, wijst de Koning ambtshalve ambtenaren aan.

§ 4. De aanwijzing vindt plaats voor drie jaar, en kan worden verlengd voor termijnen van vijf jaar.

Art. 7

§ 1. Aan elke commissie is een lid van het openbaar ministerie verbonden.

§ 2. Hij wordt onder de leden van het openbaar ministerie die hun kandidatuur gesteld hebben, aangewezen door de procureur-generaal bij het hof van beroep van het rechtsgebied waar de commissie haar zetel heeft, die tegelijk een plaatsvervanger aanwijst. Bij voorrang worden magistraten aangewezen die houder zijn van het diploma licentiaat in de criminologie. Bij ontstentenis van kandidaten, wijst de procureur-generaal hen ambtshalve aan.

§ 3. De aanwijzing vindt plaats voor drie jaar, en kan worden verlengd voor termijnen van vijf jaar.

HOOFDSTUK 3

Bevoegdheid

Art. 8

§ 1. De commissie is bevoegd inzake de voorwaardelijke invrijheidstelling van de veroordeelden die, op het ogenblik dat het voorstel tot voorwaardelijke invrijheidstelling wordt gedaan, hun straf ondergaan in een strafinrichting waarvoor zij bevoegd is, en dit tot de definitieve invrijheidstelling.

La compétence en matière de libération conditionnelle peut être transférée par la commission compétente à une autre commission, pour autant qu'il y ait accord entre les commissions concernées.

§ 2. Chaque commission suit la situation des condamnés libérés conditionnellement pour lesquels elle est compétente.

CHAPITRE 4

Fonctionnement

Art. 9

Le secrétariat de la commission est assuré par des fonctionnaires de niveau 2 ou 2+, désignés par le ministre de la Justice.

Art. 10

§ 1^{er}. Les frais de fonctionnement de la commission et de son secrétariat sont à charge du budget du ministère de la Justice.

§ 2. Le Roi détermine le montant des indemnités par séance et les modalités selon lesquelles celles-ci sont allouées au président et au membre du ministère public, ainsi que les traitements des assesseurs et les indemnités des suppléants.

Les membres de la commission, le membre du ministère public, le secrétaire et, le cas échéant, les suppléants sont défrayés pour leurs frais de déplacement et de séjour.

Art. 11

Le Roi règle la manière dont les commissions exercent leur mission.

Art. 12

La présente loi entre en vigueur à la date déterminée dans les arrêtés pris par le Roi en exécution de cette loi, le même jour que la loi du ... relative à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1^{er} juillet 1964.

De bevoegdheid inzake de voorwaardelijke invrijheidstelling kan door de bevoegde commissie worden overgedragen aan een andere commissie, mits hierover tussen de betrokken commissies overeenstemming bestaat.

§ 2. Iedere commissie volgt de toestand op van de voorwaardelijk in vrijheid gestelde veroordeelden waarvoor zij bevoegd is.

HOOFDSTUK 4

Werking

Art. 9

Het secretariaat van de commissie wordt waargenomen door ambtenaren van niveau 2 of niveau 2+, aangewezen door de minister van Justitie.

Art. 10

§ 1. De werkingskosten van de commissie en van haar secretariaat komen ten laste van de begroting van het ministerie van Justitie.

§ 2. De Koning bepaalt het bedrag en de modaliteiten van de vergoeding per zitting voor de voorzitter en het lid van het openbaar ministerie, van de wedden voor de assessoren, en van de vergoedingen voor de plaatsvervangers.

De leden van de commissie, het lid van het openbaar ministerie, de secretaris en, in voorkomend geval, de plaatsvervangers worden vergoed voor de gemaakte reis- en verblijfskosten.

Art. 11

De Koning regelt de wijze waarop de commissies hun opdracht uitoefenen.

Art. 12

Deze wet treedt in werking op de datum bepaald in de besluiten door de Koning ter uitvoering van deze wet genomen, op dezelfde dag als de wet van ... betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen door de wet van 1 juli 1964.

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le ministre de la Justice, le 13 décembre 1996, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet de loi «instituant les commissions de libération conditionnelle», a donné le 12 février 1997 l'avis suivant:

EXAMEN DU PROJET

Article 2

La disposition est superflue et doit être omise.

Article 5

1. Le paragraphe 1^{er} reste en défaut de préciser quel sera le statut du juge qui présidera la commission. Il convient d'indiquer clairement si, en plus de son traitement, il bénéficie d'un supplément de traitement comme c'est le cas pour le juge d'instruction et pour le juge de la jeunesse. Il appartient au législateur d'établir ce statut.

2. Au paragraphe 2, il y a lieu de préciser que le suppléant du président de la commission doit également introduire sa candidature à la fonction.

Article 6

1. Le paragraphe 3 prévoit que les assesseurs et leurs suppléants sont nommés sur la base des candidatures présentées par un comité de sélection «à créer par le ministre de la Justice».

L'habilitation donnée par le législateur à un ministre méconnaît l'article 108 de la Constitution, lequel réserve au Roi l'exécution des lois. Cette méconnaissance est d'autant plus avérée que les pouvoirs que la loi accorde en l'espèce au ministre sont, de par leur importance, difficilement compatibles avec le caractère accessoire que doivent revêtir les compétences déléguées à un ministre.

Il s'ensuit que la disposition examinée doit être revue afin de confier au Roi le soin de créer ledit comité de sélection et de préciser la procédure selon laquelle il sera amené à faire ses propositions.

2. Il y a lieu de préciser l'autorité entre les mains de laquelle les assesseurs doivent prêter le serment constitutionnel si on entend déroger à l'article 601, 1^o, du Code judiciaire. Il faut également mentionner que les causes de récusation des juges sont applicables aux assesseurs.

Article 7

La disposition en projet prévoit la désignation d'un membre du ministère public. Elle reste en défaut de préciser le statut de ce magistrat qu'il appartient au législateur d'établir.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 13 december 1996 door de minister van Justitie verzocht om hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van wet «tot instelling van de commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling», heeft op 12 februari 1997 het volgend advies gegeven:

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Article 2

De bepaling dient als overbodig te vervallen.

Article 5

1. In paragraaf 1 wordt niet vermeld welke rechtspositie de rechter zal hebben die de commissie zal voorzitten. Er dient duidelijk te worden vermeld of hij, naast zijn wedde, een weddebijslag krijgt zoals dat het geval is voor de onderzoeksrechter en voor de jeugdrechter. Het komt de wetgever toe die rechtspositie te bepalen.

2. In paragraaf 2 dient te worden vermeld dat de plaatsvervanger van de voorzitter van de commissie eveneens moet solliciteren naar het ambt.

Article 6

1. Paragraaf 3 bepaalt dat de assessoren en hun plaatsvervangers benoemd worden op basis van de kandidaturen die worden voorgedragen door een «door de minister van Justitie op te richten» selectiecomité.

De machtiging die de wetgever aan een minister verleent schendt artikel 108 van de Grondwet, dat de uitvoering van de wetten voorbehoudt aan de Koning. Die schending staat des te meer vast daar de bevoegdheden die de wet in dit geval aan de minister opdraagt, door de belangrijkheid ervan, moeilijk bestaanbaar zijn met de kenmerken van ondergeschiktheid die de aan een minister opgedragen bevoegdheden moeten vertonen.

Daaruit volgt dat de onderzochte bepaling moet worden herzien om aan de Koning de taak op te dragen het genoemde selectiecomité op te richten en nader te bepalen volgens welke procedure het comité zijn voordrachten zal moeten doen.

2. Er dient te worden vermeld bij welke overheid de assessoren de grondwettelijke eed behoren af te leggen als men wenst af te wijken van artikel 601, 1^o, van het Gerechtelijk Wetboek. Tevens behoort te worden vermeld dat de wrakingsgronden die voor de rechters gelden van toepassing zijn op de assessoren.

Article 7

De ontworpen bepaling voorziet in de aanstelling van een lid van het openbaar ministerie. Er wordt niet in vermeld welke de rechtspositie is van die magistraat, van welke rechtspositie de vaststelling aan de wetgever toekomt.

Article 8

Le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, prévoit que :

«La compétence en matière de libération conditionnelle peut être transférée par la commission compétente à une autre commission, pour autant qu'il y ait accord entre les commissions concernées.»

Le mécanisme instauré peut créer une grande insécurité.

C'est au Roi qu'il appartient de déterminer les cas dans lesquels et les règles selon lesquelles la compétence d'une commission peut être transférée à une autre commission.

Article 10

En ce qui concerne le paragraphe 2, il est renvoyé à l'observation formulée à propos des articles 5 et 7.

Article 11

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

«Le Roi règle le fonctionnement des commissions.»

Article 12

Il n'y a guère de sens de fixer la date d'entrée en vigueur de la loi dans «les» arrêtés d'exécution. Un seul arrêté suffit à cet effet.

Il y a donc lieu de rédiger l'article examiné comme suit :

«Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi qui doit correspondre avec la date d'entrée en vigueur de la loi relative à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1^{er} juillet 1964.»

OBSERVATION FINALE

Le texte néerlandais du projet serait mieux rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

La chambre était composée de :

M. J.-J. STRYCKMANS, président de chambre;

MM. Y. KREINS et P. LIENARDY, conseillers d'État;

MM. F. DELPEREE et J. van COMPERNOLLE, assesseurs de la section de législation;

Article 8

Paragraaf 1, tweede lid, bepaalt het volgende :

«De bevoegdheid inzake de voorwaardelijke invrijheidstelling kan door de bevoegde commissie worden overgedragen aan een andere commissie, mits hierover tussen de betrokken commissies overeenstemming bestaat.»

Het ingevoerde mechanisme kan aanzienlijke rechtsonzekerheid doen ontstaan.

Het komt de Koning toe de gevallen te bepalen waarin en de regels volgens welke de bevoegdheid van een commissie kan worden overgedragen aan een andere commissie.

Article 10

Wat paragraaf 2 betreft wordt verwezen naar de opmerking die wordt gemaakt in verband met de artikelen 5 en 7.

Article 11

Deze bepaling zou beter worden gesteld als volgt :

«De Koning regelt de werking van de commissies.»

Article 12

Het heeft weinig zin de datum van inwerkingtreding van de wet te bepalen in «de» uitvoeringsbesluiten. Een enkel besluit volstaat daartoe.

Het onderzochte artikel moet dus als volgt worden geredigeerd :

«De Koning stelt de datum van inwerkingtreding vast van deze wet, die moet overeenstemmen met de datum van inwerkingtreding van de wet betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen bij de wet van 1 juli 1964.»

SLOTOPMERKING

De Nederlandse tekst van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. Zo schrijve men in artikel 2 beter «genaamd» in plaats van «genoemd» en «regels» in plaats van «modaliteiten»; in artikel 3 dienen de woorden «Hij duidt tevens aan» vervangen te worden door de woorden «Hij bepaalt tevens»; in paragraaf 3 van artikel 5 schrijve men «geldt» in plaats van «vindt plaats» (dezelfde opmerking geldt voor artikel 7, § 3); in paragraaf 2 van artikel 8 schrijve men «volgt de situatie» in plaats van «volgt de toestand op»; in paragraaf 1 van artikel 10 schrijve men «de commissie en het secretariaat ervan» in plaats van «de commissie en van haar secretariaat»; in paragraaf 2 van hetzelfde artikel, ten slotte, schrijve men «De Koning bepaalt het bedrag van de vergoedingen per zitting aan de voorzitter en het lid van het openbaar ministerie en de andere regels voor de toekenning ervan, alsmede de wedden van de assessoren en de vergoedingen van de plaatsvervangers».

De kamer was samengesteld uit :

De heer J.-J. STRYCKMANS, kamervoorzitter;

De heren Y. KREINS en P. LIENARDY, staatsraden;

De heren F. DELPEREE en J. van COMPERNOLLE, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mme J. GIELISSEN, greffier.

Le rapport a été présenté par M. M. BAUWENS, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme P. VANDERNACHT, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le Greffier,

J. GIELISSEN.

Le Président,

J.-J. STRYCKMANS.

Mevrouw J. GIELISSEN, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer M. BAUWENS, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door mevrouw P. VANDERNACHT, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J.-J. STRYCKMANS.

De Griffier,

J. GIELISSEN.

De Voorzitter,

J.-J. STRYCKMANS.

ANNEXE

Projet de loi relative à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1^{er} juillet 1964

EXPOSÉ DES MOTIFS

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

L'article 1^{er} dispose qu'il s'agit d'une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Article 2

L'article 2 porte sur les conditions d'octroi de la libération conditionnelle. Cette matière a été exposée de manière circonstanciée dans l'exposé général des motifs.

Articles 3 et 4

Au niveau de la procédure, les articles 3 et 4 sont basés sur la réglementation existante. Le fait qu'une commission ayant une compétence juridictionnelle décide à présent après un débat contradictoire a évidemment de profondes conséquences. En outre, la procédure a été simplifiée là où cela était possible et des matières réglées par des circulaires ont été intégrées dans la loi.

Les différences principales sont :

— À l'article 3, § 1^{er}, il est prévu que l'examen relatif à la libération conditionnelle commence en principe 3 mois avant la date d'admissibilité, de sorte que lorsque toutes les conditions sont effectivement réalisées, le condamné peut recouvrer sa liberté aux environs de la date d'admissibilité.

— La conférence du personnel, qui est présidée par le directeur, reste essentielle dans le démarrage de la procédure. Si elle estime pouvoir rendre un avis positif pour la libération conditionnelle d'un détenu, la commission compétente prendra une décision relative à la libération conditionnelle à l'issue de la procédure prévue.

L'avis du Conseil d'État laisse sous-entendre que subsistait une légère confusion concernant le rôle respectif de la conférence de personnel et du directeur. Le commentaire suivant s'impose donc. Alors que le directeur et la conférence du personnel devaient jusqu'ici émettre chacun un avis séparé (le formulaire pré-imprimé, appelé « état 78 », prévoyait d'ailleurs des rubriques distinctes), seule la conférence du personnel, dont le directeur est d'ailleurs membre et même président, devra dorénavant émettre un avis. Si l'avis de la conférence du personnel est positif, le directeur mentionnera cet avis dans la proposition de libération conditionnelle. Il tient donc en quelque sorte la plume pour la conférence du personnel. La suppression de l'avis

BIJLAGE

Wetsontwerp betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen bij wet van 1 juli 1964

MEMORIE VAN TOELICHTING

ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1

Artikel 1 bepaalt dat het gaat om een aangelegenheid zoals bepaald in artikel 78 van de Grondwet.

Artikel 2

Artikel 2 handelt over de voorwaarden voor de toekenning van de voorwaardelijke invrijheidstelling. Hierop werd uitvoerig ingegaan in de algemene memorie van toelichting.

Artikelen 3 en 4

Voor de procedure werd in de artikelen 3 en 4 uitgegaan van de bestaande regeling. Het feit dat een commissie met jurisdictionele bevoegdheid nu de beslissing treft na een tegensprekelijk debat heeft vanzelfsprekend verregaande gevolgen. Daarnaast werd waar mogelijk de procedure gestroomlijnd en werden zaken die in omzendbrieven waren geregeld, opgenomen in de Wet.

De belangrijkste verschillen zijn :

— In artikel 3, § 1, wordt gesteld dat het onderzoek inzake voorwaardelijke invrijheidstelling in beginsel start drie maanden voor de datum van toelaatbaarheid, zodanig dat indien alle voorwaarden effectief zijn gerealiseerd de veroordeelde ongeveer vanaf de toelaatbaarheidsdatum vrij kan gaan.

— Het personeelscollege, voorheen de personeelsconferentie genaamd, dat door de directeur wordt voorgezeten blijft centraal in het opstarten van de procedure. Indien zij meent een positief advies voor de voorwaardelijke in vrijheidstelling van een veroordeelde te kunnen verlenen, betekent dit dat de bevoegde commissie na het doorlopen van de voorziene procedure een beslissing zal nemen inzake de voorwaardelijke invrijheidstelling.

Uit het advies van de Raad van State kan worden afgeleid dat er toch enige onduidelijkheid bleef met betrekking tot de respectievelijke rollen van het personeelscollege en de directeur, wat noopt tot volgende toelichting. Waar vroeger de directeur en het personeelscollege elk een apart advies verstrekten (op het voorgedrukte formulier, de zogenaamde staat 78 waren trouwens aparte rubrieken voorzien), zal er nu alleen nog maar een advies zijn van het personeelscollege waar de directeur overigens als voorzitter lid van is. Is het advies van het personeelscollege positief, dan formuleert de directeur dit advies in het voorstel inzake voorwaardelijke vrijstelling. Hij is dus als het ware de pen van het personeelscollege. Het wegvallen van het aparte advies van

distinct du directeur doit par ailleurs être considérée à la lumière du fait que celui-ci sera encore entendu ultérieurement au cours de la procédure, à savoir lorsque la commission réunie examinera la proposition de libération conditionnelle.

— L'exposé des faits sera constitué par le rapport qui est rédigé par le parquet sur la base du dossier répressif après la condamnation d'une personne. Celui-ci contient des éléments utiles pour porter un avis ou un jugement sur une libération conditionnelle: récit des faits punissables, résumé des rapports d'expertise, données relatives à l'attitude à l'égard des victimes, ...

— À propos du mémoire du conseil de la personne condamnée, qui fait l'objet de questions de la part du Conseil d'État, il y a lieu de se référer à l'article 3, § 1^{er}, aux termes duquel le Roi est chargé d'instituer la conférence du personnel. C'est à cette occasion que la procédure d'examen des dossiers en matière de libération conditionnelle sera organisée et que le dépôt d'un mémoire par l'avocat sera abordé.

— L'avis particulier introduit par l'article 6 de la loi du 13 avril 1995 qui doit être émis en cas de certains faits punissables de nature sexuelle commis à l'égard de mineurs doit accompagner la proposition. Un tel avis particulier est aujourd'hui prévu pour les infractions visées aux articles 372 à 378 du Code pénal, qu'elles aient été commises à l'égard de personnes mineures ou majeures. Pour les faits visés aux articles 379 à 386ter du Code pénal, un tel avis particulier sera uniquement requis lorsque ces faits ont été commis sur des mineurs ou impliquaient la participation de mineurs.

Cette distinction s'impose, car la première catégorie de faits visés concerne des faits graves qui, indépendamment de l'âge de la victime, trouvent souvent leur origine dans une structure déviante de la personnalité. Il est dès lors indispensable de disposer d'un avis spécialisé avant de pouvoir formuler un avis et prendre une décision à propos de l'octroi d'une libération conditionnelle.

— Si la conférence du personnel décide trois fois d'affilée de ne pas formuler de proposition pour un condamné déterminé, ce détenu peut demander au directeur de démarrer la procédure de manière à ce que la commission compétente puisse se pencher sur son dossier et prendre une décision le concernant.

Il ressort des observations du Conseil d'État qu'il est indispensable d'apporter quelques précisions à ce propos. L'objectif de cette disposition est effectivement d'accorder au condamné la possibilité de prendre une initiative après que la conférence du personnel aura estimé trois fois d'affilée ne pas pouvoir formuler un avis positif et, par conséquent, entamer la procédure. Le détenu peut alors demander au directeur de rédiger quand même une proposition en matière de libération conditionnelle et, ce faisant, de démarrer l'ensemble de la procédure ou, en d'autres termes, de saisir la commission. Eu égard au refus de la conférence du personnel d'initier la procédure, son avis, qui sera exprimé par la voix du directeur, sera en toute logique négatif. L'objectif n'est donc nullement de «forcer» la formulation d'un avis positif, même si c'est le «risque que court» le détenu en sollicitant la présentation de sa libération conditionnelle à l'instance finale de décision, à savoir la commission. Dans ce cas, il sera entendu lors de la réunion de la commission et pourra, à cette occasion, exposer ses arguments.

— Seuls les parquets qui ont exercé les poursuites émettent encore un avis, ce qui implique que le parquet général n'émet plus d'avis dans tous les cas. Il convient également de voir ceci à la lumière des débats où le ministère public est entendu.

En ce qui concerne l'avis des parquets, la loi prévoit que dans les cas déterminés par le Roi, la victime (ou ses ayants droit) sera consultée sur les conditions qu'elle désire voir formulées dans son intérêt. La question de savoir de quels cas il s'agirait fait

de directeur moet overigens gezien worden in het licht van het gegeven dat hij later in de procedure, namelijk bij de behandeling van het voorstel op de zitting van de commissie nog wordt gehoord.

— De uiteenzetting der feiten is het verslag dat door het parket wordt opgesteld aan de hand van het strafdossier nadat een persoon werd veroordeeld. Hierin komen nuttige elementen voor om te kunnen adviseren of oordelen over een voorwaardelijke invrijheidstelling: verloop van de strafbare feiten; korte inhoud van expertiseverslagen; gegevens met betrekking tot de houding tegenover de slachtoffers; ...

— Wat betreft de memorie van de raadsman van de veroordeelde waarover de Raad van State vragen stelt dient verwezen naar artikel 3 § 1 waar de Koning belast wordt met het instellen van het personeelscollege. Daar zal de procedure van onderzoek van de dossiers inzake voorwaardelijke invrijheidstelling worden geregeld, waarbij het indienen van een memorie door de advocaat aan bod zal komen.

— Artikel 6 van de Wet van 13 april voerde in dat in geval van bepaalde strafbare feiten van seksuele aard ten aanzien van minderjarigen een bijzonder advies moest worden meegestuurd. Thans wordt dit bijzonder advies voorzien voor de misdrijven bepaald in de artikelen 372 tot 378 van het Strafwetboek, ongeacht of ze gepleegd werden ten aanzien van minderjarigen of meerderjarigen. Voor de artikelen 379 tot 386ter is zo'n bijzonder advies slechts vereist als de feiten werden gepleegd op minderjarigen of met hun deelneming.

Deze wijziging is aangewezen omdat de eerstgenoemde categorie ernstige feiten betreft, die ongeacht de leeftijd van het slachtoffer, veelal hun oorsprong vinden in een «deviante persoonlijkheidsstructuur». Het is dan ook noodzakelijk over een deskundig advies te beschikken alvorens te adviseren en te beslissen over het toekennen van een voorwaardelijke invrijheidstelling.

— Als het personeelscollege driemaal na elkaar beslist om geen voorstel te formuleren voor een bepaalde veroordeelde, dan kan deze gedetineerde de directeur verzoeken om toch de procedure op te starten zodanig dat de bevoegde commissie zich over zijn dossier zal buigen en terzake beslissen.

Uit de opmerkingen van de Raad van State blijkt dat het noodzakelijk is dit enigszins toe te lichten. De bedoeling hiervan is inderdaad de veroordeelde een initiatiefmogelijkheid te verlenen nadat het personeelscollege driemaal van oordeel is geweest geen positief advies te kunnen verlenen en bijgevolg de procedure niet op te starten. De gedetineerde kan dan de directeur vragen dat hij toch een voorstel inzake voorwaardelijke invrijheidstelling opstelt en zo de gehele procedure opstart — dat de directeur met andere woorden de commissie vat. Gezien de weigering van de personeelscollege om de procedure op te starten zal haar advies, dat wordt verwoord door de directeur, logischerwijze negatief zijn — het is dus geenszins de bedoeling dat er alsnog een positief advies zou worden verstrekt. Maar dat is «het risico» dat de gedetineerde dan neemt om zijn voorwaardelijke invrijheidstelling te doen voorleggen aan de uiteindelijke beslissingsinstantie, nl. de commissie. Op de zitting van de commissie wordt hij dan gehoord en kan hij zijn argumenten uiteenzetten.

— Enkel de parketten die de vervolging hebben uitgeoefend verlenen nog advies wat inhoudt dat het parket-generaal niet langer in alle gevallen advies verstrekt. Dit moet ook worden gezien in het licht van de debatten waar het openbaar ministerie wordt gehoord.

Met betrekking tot het advies van de parketten wordt in de wet ingeschreven dat in door de Koning te bepalen gevallen het slachtoffer (of zijn rechthebbenden) zal gepolst worden over in het belang van het slachtoffer op te leggen bijzondere voorwaar-

l'objet de discussions avec le secteur concerné (aide aux victimes); on songe à cet égard aux abus sexuels commis sur des enfants (loi du 13 avril 1995), aux délits attentant à la vie d'enfants, aux délits qui constituent une expérience gravement traumatisante pour la victime, ou chaque fois que la victime s'est manifestée explicitement. Les conditions précitées visent à garantir les intérêts de la victime, comme l'interdiction de se trouver dans un certain rayon autour du domicile de la victime ou le paiement des parties civiles. Cette mission spécifique des parquets, dans lesquels les services d'accueil des victimes joueront un rôle important, ne dispense aucunement les autres instances consultatives de rester très attentives à la dimension de la victime.

— *Les commissions administratives ne rendent désormais plus d'avis dans la procédure relative à la libération conditionnelle.*

— *Le service Cas individuels et Grâce — Section Libérations conditionnelles et Grâce — de l'administration pénitentiaire rassemble les différents avis et émet lui-même un avis expert qui doit contribuer à la qualité et à l'uniformité des dossiers.*

— *Les avis des différentes instances doivent être motivés à partir d'éventuelles contre-indications sérieuses pour la protection de la société ou pour la réinsertion sociale. Comme déjà dit, cela aura comme conséquence pour certains condamnés qu'en fin de compte ils ne bénéficieront pas d'une mesure de libération conditionnelle.*

— *Le dossier est mis à la disposition du condamné et de son conseil pour consultation. Considérant la position de la victime, telle que décrite ci-avant, le fait que la réinsertion du condamné ne peut être mise en péril et le fait que la victime sera uniquement entendue à propos des conditions à imposer éventuellement dans son intérêt, il n'est pas indiqué que la victime ait accès au dossier.*

— *L'examen du dossier a lieu dans la prison où le condamné séjourne. La publicité des audiences et l'obligation de prononcer les décisions en séance publique ne sont pas censées être inhérentes à la nature même de la fonction juridictionnelle. Elles ne sont dès lors pas applicables aux juridictions administratives, sauf si la loi en dispose autrement. L'examen public et le prononcé en séance publique peuvent mettre en péril la réinsertion du condamné. En outre, une telle publicité peut comporter d'importants risques au niveau de la sécurité dans les prisons. Pour ces différentes raisons, il n'a pas été donné suite à la demande du Conseil d'État de prévoir une telle disposition.*

— *Le ministère public, le directeur de la prison et le condamné ainsi que son avocat, s'il en a un, sont entendus.*

— *Si elles en expriment le désir, certaines victimes, ou leurs ayants droit si la victime est décédée, seront également entendues à propos des conditions à imposer à leur égard et elles peuvent à cette occasion se faire assister par un avocat. Mais il y a encore d'autres personnes qui sont susceptibles d'assister la victime dans la défense de ses droits, p.ex. les associations d'aide aux victimes agréées et subventionnées par les pouvoirs publics ou des membres du personnel des C.P.A.S. qui se chargent en effet aujourd'hui déjà de certaines tâches en matière d'aide aux victimes.*

— *À propos de l'assistance que la victime peut se procurer, le Conseil d'État indique que la notion d'autorité est imprécise. Le nouveau texte ne reprend cependant pas la formulation qu'il propose, mais celle qui figure dans la loi relative à l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence.*

— *Le texte maintient que la victime doit avoir un intérêt. En tant qu'instance indépendante, la commission est bel et bien habilitée*

den die het wenst ingeschreven te zien. Over welke gevallen het zou gaan maakt het voorwerp uit van besprekingen met de betrokken sector (slachtofferhulp); gedacht wordt aan seksuele misdrijven t.a.v. kinderen (wet 13 april 1995), levensdelicten op kinderen, misdrijven die een ernstige traumatische ervaring voor het slachtoffer betekenen of als het slachtoffer zich expliciet heeft gemanifesteerd. «Slachtoffergerichte» voorwaarden hebben betrekking op het belang van het slachtoffer zoals verbod binnen een bepaalde straal van de woonplaats van het slachtoffer te komen of het betalen van de burgerlijke partijen. Deze specifieke opdracht voor de parketten, waarin de diensten slachtofferonthaal een belangrijke rol zullen vervullen, ontstaat de andere adviserende instanties er geenszins van de slachtofferdimensie goed voor ogen te houden.

— *De bestuurscommissies verlenen niet langer advies in de procedure inzake voorwaardelijke invrijheidstelling.*

— *De dienst Individuele Gevallen en Genade — sectie Voorwaardelijke Invrijheidstelling en Genade — van de penitentiaire administratie verzamelt de verschillen de adviezen en verleent zelf een deskundig advies, dat moet bijdragen tot de kwaliteit en de eenvormigheid van de dossiers.*

— *De adviezen van de verschillende instanties worden gemotiveerd vanuit eventuele ernstige tegenindicaties voor de bescherming van de maatschappij of voor de sociale reïntegratie. Zoals gesteld zal dit voor bepaalde veroordeelden tot gevolg hebben dat er finaal geen voorwaardelijke invrijheidstelling wordt verleend.*

— *Het dossier is voor inzage ter beschikking van de veroordeelde en zijn raadsman. Vanuit de hogerop beschreven positie van het slachtoffer en het gegeven dat de reïntegratie van de veroordeelde niet in het gedrang mag worden gebracht, en gegeven dat het slachtoffer enkel wordt gehoord met betrekking tot eventuele in zijn belang op te leggen voorwaarden, is het niet aangewezen dat het inzage krijgt in het dossier.*

— *De behandeling van het dossier gaat door in de gevangenis waar de veroordeelde verblijft. De openbaarheid van de terechtzitting en de verplichting om de beslissingen in openbare terechtzitting uit te spreken worden niet geacht inherent te zijn aan het wezen zelf van de jurisdictionele functie. Bijgevolg zijn zij, tenzij de wet er anders over beslist, niet van toepassing op administratieve rechtscolleges. Openbare behandeling en uitspraak in openbare zitting kunnen de reïntegratie van de veroordeelde in gevaar brengen. Daarenboven kan dergelijke openbaarheid belangrijke veiligheidsrisico's meebrengen in de gevangnissen. Om deze redenen is niet ingegaan op de opmerking van de Raad van State om zulks te voorzien.*

— *Het openbaar ministerie, de gevangenisdirecteur en de veroordeelde evenals zijn advocaat, zo hij er een heeft, worden gehoord.*

— *Bepaalde slachtoffers, of hun rechthebbenden zo het slachtoffer is overleden, die zulks wensen worden gehoord met betrekking tot in het belang van het slachtoffer op te leggen voorwaarden, waarbij zij zich kunnen laten bijstaan door een advocaat. Maar er zijn meer personen die in aanmerking komen om het slachtoffer bij te staan in zijn rechten: gedacht kan worden aan door de overheid erkende en betoelaagde verenigingen inzake slachtofferhulp of personeelsleden van OCMW's die ook nu al taken inzake slachtofferhulp opnemen.*

— *In verband met wie het slachtoffer kan bijstaan stelt de Raad van State dat het begrip overheid onduidelijk is. De formulering zoals zij voorstelde werd niet overgenomen, wel deze die wordt gehanteerd in de Wet met betrekking tot hulp aan slachtoffers van opzettelijke geweldsdelicten.*

— *In de tekst werd behouden dat het slachtoffer een belang dient te hebben. Als onafhankelijke instantie kan de commissie hier*

à se prononcer à ce sujet. En effet, dans les cas déterminés par le Roi, le parquet doit avoir recueilli des informations à ce propos. Lorsque celles-ci s'avèrent insuffisantes, la commission peut reporter l'examen de manière à permettre au membre du ministère public de réunir des renseignements complémentaires.

Le texte a été adapté en ce sens et prévoit désormais que la victime sera informée, soit du refus motivé de sa demande, soit de la date de l'audience lorsque sa demande est acceptée.

En outre, la commission peut encore entendre d'autres personnes comme un représentant de la maison d'accueil où le condamné va résider.

— En ce qui concerne les personnes qui subissent, éventuellement à côté d'autres peines, au moins une peine privative de liberté de dix ans ou plus, il est exigé que la commission soit unanime pour ordonner la libération conditionnelle. L'idée sous-jacente est qu'il faut offrir autant de garanties que possible à la défense sociale en ce qui concerne les condamnés à de lourdes peines. Le projet prévoit une condition supplémentaire au moment de l'examen du dossier relatif à la libération conditionnelle, ce qui est préférable à des peines incompressibles qui se situent au moment de l'appréciation de la peine. De cette manière, on peut en effet tenir compte de l'évolution de la personne et de ses possibilités de réinsertion, précisément parce que ces données ne sont pas statiques.

De même, l'unanimité est également requise lorsque le condamné n'a pas encore subi la moitié de ses peines privatives de liberté. Pour les raisons précitées, le rapport 1/3 n'a pas été porté à 1/2, mais l'on a néanmoins opté pour l'instauration dans ce cas d'une barrière supplémentaire sous la forme d'une exigence d'unanimité.

— Outre la condition générale de ne pas commettre de nouveaux faits punissables pendant le délai d'épreuve imposée dans tous les cas, la commission fixe également des conditions particulières. Celles-ci doivent être suffisamment spécifiques et adaptées concrètement à l'intéressé et aux circonstances où il va se trouver, car des conditions trop générales risquent non seulement d'être vidées de leur substance, mais également de nuire à la sécurité juridique. En contrepartie, la commission peut adapter les conditions au cours du délai d'épreuve (cf. infra).

— L'obligation déjà introduite par la loi du 13 avril 1995 d'imposer, en cas de condamnation pour certains délits sexuels commis à l'égard de mineurs, comme condition une guidance ou un traitement par un service spécialisé, est quelque peu modifiée. L'obligation de guidance ou de traitement est à présent prévue pour les faits visés aux articles 372 à 378 du Code pénal, qu'elles aient été commises à l'égard de personnes mineures ou majeures. Comme indiqué plus haut, la raison qui incite à commettre de tels faits sexuels graves est souvent à mettre en rapport avec une « structure déviante de la personnalité » et il est dès lors amplement justifié d'imposer une telle obligation. Pour les faits visés aux articles 379 à 386ter du Code pénal, commis sur des mineurs ou impliquant leur participation, la guidance ou le traitement ne sont plus obligatoires. Ceci n'exclut évidemment pas que la commission puisse parfaitement ordonner une guidance ou un traitement lorsqu'il ressort de l'avis motivé (qui doit être établi dans tous les cas: article 3, § 3, 4^o) que cela s'impose parce que les faits sont à mettre en rapport avec la structure de la personnalité de l'auteur. Mais la guidance ou le traitement n'ont par exemple en règle générale aucun sens pour les souteneurs ou les exploitants du monde de la prostitution.

— Comme le fait remarquer le Conseil d'État, il est exact que le dossier doit contenir une pièce attestant de l'accord du détenu avec les conditions imposées par la commission à sa libération. Cet accord devra cependant ressortir de la décision motivée de la commission, tout comme en atteste le jugement ou l'arrêt en cas

wel degelijk over oordelen. Immers in de door de Koning bepaalde gevallen moet het parket hieromtrent inlichtingen ingewonnen hebben. Zo deze niet zouden volstaan, kan de commissie de behandeling uitstellen zodanig dat het lid van het openbaar ministerie alsnog bijkomende inlichtingen kan inwinnen.

De tekst werd in die zin aangevuld dat er nu voorzien is dat het slachtoffer wordt ingelicht van ofwel de gemotiveerde afwijzing van zijn verzoek, ofwel van de datum van de zitting als zijn verzoek wordt ingewilligd.

Daarnaast kan de commissie andere personen horen zoals bijvoorbeeld een vertegenwoordiger van het onthaalhuis waar de veroordeelde zich zal gaan vestigen.

— Voor personen die, eventueel naast andere straffen, minstens één vrijheidsberovende straf uitboeten van tien jaar of meer wordt vereist dat de commissie het eenparig eens is om de voorwaardelijke invrijheidstelling te gelasten. De achterliggende idee is dat voor veroordeelden tot zware vrijheidsstraffen zoveel mogelijk garanties moeten geboden worden voor de bescherming van de maatschappij. Het ontwerp situeert een extra-vereiste op het ogenblik van het onderzoek naar de vrijstelling wat verkieselijk is boven de niet samendrukbare straffen die zich situeren op het ogenblik van de straftoemeting. Zodoende kan immers rekening gehouden worden met de evolutie van de persoon en zijn reïntegratiemogelijkheden precies omdat dit geen statische gegevens zijn.

Ook indien de veroordeelde nog niet de helft van zijn vrijheidsstraffen heeft ondergaan wordt eenparigheid vereist. Om de redenen die hogerop werden vermeld is de breuk van 1/3 niet opgetrokken tot 1/2, maar werd er toch wel voor geopteerd om in dat geval de extra-barrière van de unanimité in te stellen.

— Naast de algemene voorwaarde om geen nieuwe strafbare feiten te plegen tijdens de proeftermijn die in alle gevallen wordt opgelegd, legt de commissie ook bijzondere voorwaarden op. Deze voorwaarden moeten voldoende specifiek zijn en aangepast aan de concrete persoon en de omstandigheden waarin hij zal terecht komen omdat algemene voorwaarden niet alleen dreigen een lege doos te worden maar tevens de rechtszekerheid schaden. De pendant hiervan is dat de commissie tijdens de proeftijd de voorwaarden kan aanpassen (cf. infra).

— De door de Wet van 13 april 1995 ingevoerde verplichting om, in geval van veroordeling wegens bepaalde seksuele misdrijven ten aanzien van minderjarigen, als voorwaarde op te leggen dat een begeleiding of behandeling door een daarin gespecialiseerde dienst moet worden opgelegd, is enigszins gewijzigd. De verplichting tot begeleiding of behandeling wordt nu voorzien voor de feiten bepaald in de artikelen 372 tot 378 van het Strafwetboek, ongeacht of ze gepleegd werden ten aanzien van minderjarigen of meerderjarigen. Zoals hogerop gesteld is de drijfveer voor het plegen van dergelijke ernstige seksuele feiten veelal verbonden met een « deviante persoonlijkheidsstructuur » en bijgevolg is die verplichting volkomen op zijn plaats. Voor de feiten bepaald in de artikelen 379 tot 386ter van het Strafwetboek gepleegd op minderjarigen of met hun deelneming, is die begeleiding of behandeling niet meer verplicht. Dit wil uiteraard niet zeggen dat als uit het gemotiveerd advies (dat altijd moet worden opgemaakt: artikel 3, § 3, 4^o) blijkt dat het aangewezen is zo'n begeleiding of behandeling op te leggen omdat het te maken heeft met de persoonlijkheidsstructuur van de dader, dat de commissie dit dan perfect kan opleggen. Maar bijvoorbeeld voor souteneurs of exploitanten van prostitutie is een dergelijke bijzondere begeleiding of behandeling in de regel onzinnig.

— Dat het dossier een stuk moet bevatten waaruit zijn instemming blijkt met de voorwaarden waaraan de commissie zijn invrijheidstelling verbindt, zoals door de Raad van State opgemerkt, is correct. Maar zoals zulks bij de probatie-opschorting of het probatieuiststel blijkt uit het vonnis of arrest, zal dit hier

de suspension ou de sursis probatoire. D'ailleurs, le détenu devra, à l'occasion de sa libération effective et de l'octroi de son certificat de libération, signer une pièce par laquelle il marque notamment son accord sur les conditions générales et particulières de sa libération conditionnelle, et dont il recevra par ailleurs une copie.

— En cas de rejet, la commission fixe la date à partir de laquelle le dossier pourra de nouveau être examinée par la conférence du personnel, ce qui n'implique cependant pas encore qu'une nouvelle proposition sera formulée. Selon l'importance de la totalité des peines principales (jusqu'à 5 ans ou plus de 5 ans), le délai est de maximum six mois ou un an.

— La commission peut différer l'examen du dossier pendant deux mois au plus. Ceci permet de mettre au point certains éléments manquants ou de collecter les informations qui font défaut, de sorte que la commission peut néanmoins prendre une décision lors d'une séance déterminée au lieu d'être obligée de rejeter la proposition.

— Si elles en font la demande, les victimes qui ont été entendues, et qui répondent dès lors aux conditions posées à l'article 4, § 3, sont informées de la libération conditionnelle du condamné et des conditions qui lui ont été imposées dans l'intérêt de la victime.

Article 5

L'article 5 offre à la commission la possibilité de déterminer à quel moment la libération conditionnelle devient exécutoire. Ceci permet par exemple de profiter de la période où l'intéressé séjourne encore dans la prison pour déjà prendre contact avec son tuteur ou avec son thérapeute. Les premiers jours qui suivent la libération sont tout simplement cruciaux et il est de l'intérêt de la société et du condamné que toutes les conditions soient créées pour faire débiter la libération dans les meilleures circonstances.

Article 6

L'article 6 dit en substance que les modalités de délivrance du certificat de libération seront déterminées dans l'arrêté d'exécution (cf. accord sur les conditions imposées, copie du texte de loi, ...). Ce certificat de libération entraînera d'ailleurs certaines obligations pour le condamné (faire viser par le bourgmestre du lieu où il s'établit et chaque fois qu'il déménage, ...).

Articles 7 à 9

Les articles 7 à 9 règlent la matière importante que constituent le contrôle et la tutelle.

Pour la première fois, il est posé comme principe que la commission déterminera les règles précises en matière de contrôle et de tutelle à exercer sur le condamné ainsi que sur le respect des conditions qui lui ont été imposées. Ceci signifie qu'il appartiendra à la commission de désigner le tuteur, de déterminer quelle guidance ou quel traitement le condamné doit suivre et quelles démarches il doit accomplir pour permettre d'assurer un contrôle effectif du respect des conditions imposées, etc.

Parallèlement, une des tâches générales du ministère public, de la gendarmerie et de la police communale consiste à surveiller le libéré conditionnel.

Le personnel du service social d'exécution des décisions judiciaires de l'administration pénitentiaire, chargé de la tutelle sociale doit remplir une mission cruciale à l'égard du libéré. Il vérifie le respect des conditions et collabore avec le parquet et la

moeten blijken uit de gemotiveerde beslissing van de commissie. Trouwens, bij de effectieve vrijstelling en het verlenen van de verlofpass zal de gedetineerde een stuk moeten ondertekenen, waarvan hij overigens een afschrift zal ontvangen, waarin hij zich onder meer akkoord verklaart met de algemene en bijzondere voorwaarden van zijn voorwaardelijke invrijheidstelling.

— In geval van afwijzing bepaalt de commissie de datum vanaf wanneer het dossier opnieuw door de personeelscollege kan worden onderzocht, wat nog niet inhoudt dat dan ook een nieuw voorstel zal geformuleerd worden. Naargelang de zwaarte van het geheel van de hoofdstraffen (tot en met vijf jaar of meer dan vijf jaar) is het maximum van dat uitstel bepaald op zes maanden of één jaar.

— De commissie kan de behandeling van het dossier voor maximum twee maanden uitstellen. Dit maakt het mogelijk om bepaalde ontbrekende elementen nader op punt te stellen of ontbrekende informatie te verzamelen zodanig dat de commissie alsnog kan beslissen op de bepaalde zitting in de plaats van verplicht te zijn het voorstel af te wijzen.

— De slachtoffers die werden gehoord, en die bijgevolg voldoen aan de in artikel 4, § 3 tweede lid gestelde eisen, worden geïnformeerd over het feit van de voorwaardelijke invrijheidstelling van de veroordeelde en over de in het belang van het slachtoffer opgelegde voorwaarden, als zij hierom verzoeken.

Artikel 5

Artikel 5 biedt de commissie de mogelijkheid het ogenblik te bepalen waarop de invrijheidstelling uitvoerbaar wordt. Dat maakt het bijvoorbeeld mogelijk dat van de periode dat betrokkene nog in de gevangenis verblijft gebruik wordt gemaakt om reeds een contact te hebben met zijn toezichthouder of zijn therapeut. De eerste dagen van de invrijheidstelling zijn zonder meer cruciaal en het is in het belang van de maatschappij én van de veroordeelde dat alle voorwaarden worden gecreëerd om de vrijstelling onder de beste omstandigheden te laten aanvangen.

Artikel 6

Artikel 6 behelst dat in het uitvoeringsbesluit de regels inzake afgifte van de verlofpass zullen worden bepaald (cf. zich akkoord verklaren met de opgelegde voorwaarden; copie van de wettekst; ...). Deze verlofpass zal trouwens voor de veroordeelde bepaalde verplichtingen meebrengen (laten viseren door de burgemeester van de plaats waar hij zich vestigt en telkens hij verhuist, ...).

Artikelen 7 tot 9

De artikelen 7 tot 9 regelen de belangrijke aangelegenheid van de controle en het toezicht.

Vooreerst wordt het principe gesteld dat de commissie de nadere regels bepaalt inzake de controle en het toezicht op de veroordeelde en de naleving van de hem opgelegde voorwaarden. Hiermee wordt bedoeld dat de commissie de toezichthouder aanwijst; bepaalt welke begeleiding of behandeling moet worden gevolgd door de veroordeelde; welke stappen de veroordeelde moet nemen om een goede controle van de naleving van de voorwaarden mogelijk te maken en dies meer.

Daarnaast behoort het tot de algemene taken van het openbaar ministerie, de rijkswacht en de gemeentepolitie toezicht te houden op de voorwaardelijk vrijgestelde.

De personeelsleden van de dienst maatschappelijk werk strafrechtstoepassing van de penitentiaire administratie die belast worden met het maatschappelijk toezicht hebben een cruciale taak te vervullen met betrekking tot de vrijgestelde. Zij controle-

police. Il assure en outre la guidance du libéré en vue de sa réinsertion sociale, ce en collaboration avec tous les instances concernées et compétentes en matière d'aide et de services. Ceci signifie donc que ce personnel collecte activement les informations à diverses sources pour connaître le mieux possible la personne qui lui est confiée et pour vérifier le respect des conditions imposées, afin d'informer la commission à ce sujet de manière pertinente et très régulière.

C'est précisément parce que les premiers jours de la libération sont si importants et que le risque de « déraillement » est si grand qu'un premier rapport doit être établi déjà dans le mois qui suit la libération. Ensuite, la fréquence des rapports ne peut en aucun cas être inférieure à six mois. Si la libération conditionnelle se déroule normalement, la fréquence sera toutefois plus élevée au début et ce n'est qu'après un certain temps que l'on peut dans une certaine mesure diminuer la fréquence.

Surtout en cas de délai d'épreuve important, il peut s'avérer nécessaire d'aménager certaines conditions parce que les circonstances où le libéré se trouve se modifient. Cela est d'autant plus le cas qu'il s'agit de conditions très spécifiques. Songeons par exemple à un libéré conditionnelle qui connaît un sérieux problème de dépendance qui a été soumis à l'obligation d'un traitement résidentiel pendant une longue période et qui réalise le programme avec succès. Dans ce cas, la condition qui impose une guidance résidentielle peut être convertie et une guidance ambulatoire peut être prévue.

La révision prévue à l'article 14 (cf. infra) permet de renforcer ou d'imposer des conditions supplémentaires qui restreignent davantage la liberté du condamné.

Le ministre de la Justice examinera les mesures nécessaires pour que les services de police procédant à un contrôle d'identité soient instantanément informés que la personne contrôlée est soumise à certaines conditions, ainsi que celles d'entre-elles qui peuvent être vérifiées (exemple: non fréquentation de certains établissements ou de certaines personnes).

Article 10

L'article 10 est une reformulation du texte de la loi du 31 mai 1888, mais prévoit que la durée maximale du délai d'épreuve ne peut jamais dépasser 10 ans. L'ancienne réglementation contenait une anomalie: en cas d'une condamnation par exemple à 30 ans de réclusion et dans l'hypothèse où le condamné retrouvait sa liberté après 15 ans, son délai d'épreuve était de 15 ans; pour la condamnation à perpétuité, qui est une peine plus lourde, le maximum prévu pour le délai d'épreuve était de 10 ans.

Il n'est pas possible de reprendre le texte proposé par le Conseil d'État et aux termes duquel la libération définitive est également fonction d'une éventuelle suspension. En effet, les jours que le condamné passe en prison à la suite d'une suspension sont décomptés de la peine qu'il lui restait à subir au moment où sa libération conditionnelle devenait exécutoire. Hormis dans certaines situations, à savoir en cas d'application du délai d'épreuve minimal ou de condamnation à perpétuité, ceci signifie que pour chaque journée passée en prison, le détenu voit son délai d'épreuve réduit d'un jour; en d'autres termes, la date de la fin du délai d'épreuve reste inchangée. Dans certains cas exceptionnels, notamment lorsque la peine restant à subir est à peine plus longue que la durée minimale du délai d'épreuve, une suspension (et plus précisément les journées passées en prison) peut avoir pour conséquence qu'il faille tenir compte de cette durée minimale et que dans les faits, la date de la fin du délai d'épreuve soit quelque peu repoussée en cas de nouvelle

ren de naleving van de voorwaarden en in deze werken zij samen met parket en politie. Daarnaast verzekeren zij de begeleiding met het oog op de sociale reïntegratie van de vrijgestelde, en dit in samenwerking met alle relevante voorzieningen bevoegd inzake hulp- en dienstverlening. Dit betekent dus dat deze personeelsleden de informatie vanuit de verschillende bronnen actief verzamelen om zodoende het best mogelijke zicht te verwerven op de persoon die aan hen is toevertrouwd en op de naleving door hem van de opgelegde voorwaarden, om aansluitend de commissie daarvan accuraat en zeer regelmatig op de hoogte te houden.

Precies omdat de eerste dagen van de vrijstelling zo belangrijk zijn en het gevaar voor fout lopen dan groot is, moet er binnen de maand na de invrijheidstelling reeds een eerste rapport volgen. De frequentie achteraf mag in geen geval lager worden dan om de zes maanden. Bij een normaal verloop van een voorwaardelijke vrijstelling zal de frequentie bij de aanvang evenwel hoger blijven dan om de zes maanden en zal slechts na verloop van tijd enigszins getemporeerd worden.

Voor al in geval van langere proeftijden kan het nodig zijn bepaalde voorwaarden aan te passen omdat de omstandigheden waarin de vrijgestelde zich bevindt wijzigen. Dit is des te meer het geval als het handelt om zeer specifieke voorwaarden. Denken we maar aan een vrijgestelde met een ernstig verslavingsprobleem die gedurende lange tijd verplicht residentieel werd behandeld en het programma met succes doorloopt. In dat geval kan de voorwaarde van residentiële begeleiding worden omgezet in ambulante begeleiding.

Voor het verscherpen van voorwaarden of opleggen van bijkomende voorwaarden die de vrijheid van de veroordeelde meer beperken is in artikel 14 de herziening voorzien (cf. infra).

De minister van Justitie zal de vereiste maatregelen onderzoeken zodat de politiediensten die overgaan tot een identiteitscontrole onmiddellijk ervan in kennis worden gesteld dat de gecontroleerde persoon aan bepaalde voorwaarden is onderworpen, en ook in kennis worden gesteld van die voorwaarden welke kunnen worden nagegaan (bijv.: het niet-bezoeken van bepaalde inrichtingen of van bepaalde personen).

Artikel 10

Artikel 10 is een herformulering van de tekst van de wet van 31 mei 1888 met dien verstande dat de maximumduur van de proeftijd nooit langer kan zijn dan 10 jaar. Onder de oude regeling bestond een anomalie: in geval van een veroordeling tot bijvoorbeeld 30 jaar opsluiting en in de veronderstelling dat de veroordeelde na 15 jaar vrijging, was zijn proeftijd 15 jaar; voor de zwaardere veroordeling tot levenslang bedroeg de maximum proeftijd evenwel 10 jaar.

De tekst zoals voorgesteld door de Raad van State en waarbij de definitieve invrijheidstelling ook afhankelijk wordt gemaakt van een eventuele schorsing kan niet worden overgenomen. Immers de dagen die de veroordeelde in de gevangenis verblijft ingevolge een schorsing worden aangerekend op het strafrestant dat hij nog diende te ondergaan op het ogenblik van het uitvoerbaar worden van zijn voorwaardelijke invrijheidstelling. Behalve in bepaalde gevallen, nl. als de minimumduur van de proeftijd van toepassing is of in geval van levenslange veroordeling, impliceert dit dat voor elke dag dat hij in de gevangenis verblijft er een dag van de proeftijd afgaat — met andere woorden dat de einddatum van de proeftijd dezelfde blijft. In uitzonderlijke gevallen, nl. als het strafrestant slechts een weinig langer was dan de minimum duur van de proeftijd, kan een schorsing (meer bepaald de in de gevangenis doorgebrachte dagen) tot gevolg hebben dat rekening moet worden gehouden met de minimumtijd en dat de facto bij een nieuwe vrijstelling de einddatum

libération. Toutefois, étant donné que la suspension n'est pas une mesure 'autonome' et doit toujours être suivie d'une révocation, d'une révision ou d'une nouvelle libération aux mêmes conditions, il suffit d'appliquer les principes généraux:

* libération définitive en l'absence de révocation pendant le délai d'épreuve (articles 11 et 12 du projet);

* la durée du délai d'épreuve est en principe déterminée par la peine restant à subir, laquelle peut cependant être influencée par les journées de privation de liberté pendant la suspension.

Article 11

L'article 11 prévoit les cas où la révocation de la libération conditionnelle est possible.

L'article 11, 1^o, concerne deux cas qui doivent donner lieu à une appréciation sur les faits. Dans le premier cas, de nouveaux faits constitutifs d'infraction ont été commis, mais aucune condamnation définitive n'est encore intervenue; il pourrait s'agir d'un libéré conditionnel placé sous mandat d'arrêt pour avoir commis de nouveaux faits graves, qu'il reconnaît ou pour lesquelles il existe suffisamment de preuves.

Dans le second cas, les conditions particulières imposées n'ont pas été respectées.

Compte tenu du prescrit de l'article 10, la révocation sur la base de l'article 11, 1^o, doit intervenir avant la fin du délai d'épreuve.

L'article 11, 2^o, se fonde sur une donnée purement juridique, à savoir sur l'existence d'une condamnation passée en force de chose jugée. Il prévoit en outre la possibilité de révoquer la libération conditionnelle si les faits punissables ont bel et bien été commis durant le délai d'épreuve et sans toutefois qu'une condamnation définitive soit déjà intervenue durant ce délai d'épreuve.

Article 12

Les dispositions de l'article 12 existaient déjà sous l'ancienne réglementation et cet article précise quelle est la conséquence de la révocation et à partir de quand cette révocation produit ses effets.

Article 13

L'article 13 introduit une innovation, à savoir la suspension de la libération conditionnelle. Autrefois, le ministre de la Justice n'avait d'autre choix que la révocation ou non. Aujourd'hui, dans les cas où la révocation est possible, la Commission a la possibilité de suspendre la libération pour une période maximum de deux mois à l'issue de laquelle elle peut se prononcer en faveur de la révocation ou mettre fin à la suspension. Dans ce dernier cas, cela peut signifier que le condamné recouvre à nouveau la liberté dans les mêmes conditions qu'auparavant, mais que la commission peut également revoir les conditions imposées, soit en les renforçant, soit en imposant des conditions supplémentaires. En tous les cas, l'intéressé est privé de sa liberté pour la durée de la suspension de sorte qu'il est mis fin à une situation potentiellement dangereuse.

L'inconvénient de l'ancien système résidait dans le fait qu'en cas de révocation, le condamné se retrouvait en prison de facto et ce pour plusieurs mois, c'est-à-dire au minimum le délai nécessaire à une nouvelle procédure de libération conditionnelle qui, ça va sans dire, n'était pas entamée le jour suivant la révocation. Étant donné que dans certains cas cela constituait une réaction

van de proeftijd enigszins achteruitschuift. Maar gezien de schorsing geen « autonome » maatregel is en steeds dient gevolgd door een herroeping, een herziening of een nieuwe vrijstelling onder dezelfde voorwaarden, volstaat het de algemene beginselen toe te passen:

* definitief vrij als er gedurende de proeftijd geen herroeping is (artikelen 11 en 12 van het ontwerp);

* de duur van de proeftijd wordt in beginsel bepaald door het strafrestant dat wel kan beïnvloed worden door de dagen vrijheidsberoving gedurende de schorsing.

Artikel 11

Artikel 11 bepaalt de gevallen waarin de herroeping van de voorwaardelijke invrijheidstelling mogelijk is.

Artikel 11, 1^o behelst twee gevallen, waarbij een feitelijke appreciatie dient te gebeuren. Vooreerst het geval van het gepleegd hebben van nieuwe strafbare feiten, zonder dat er een definitief vonnis is: hier kan gedacht worden aan een voorwaardelijk vrijgestelde die onder aanhoudingsmandaat is geplaatst voor nieuwe ernstige feiten die hij bekent of als er een veelheid aan bewijzen voorhanden is.

Het tweede geval is het niet naleven van de bijzondere voorwaarden die werden opgelegd.

De herroeping op basis van artikel 11, 1^o moet, gezien het bepaalde in artikel 10, geschieden voor het verstrijken van de proeftijd.

Artikel 11, 2^o, gaat uit van een zuiver juridisch gegeven, nl. dat er een in kracht van gewijsde getreden vonnis is. Tevens voorziet dit de mogelijkheid van herroeping indien de strafbare feiten zich hebben voorgedaan tijdens de proeftijd zonder dat er echter al een definitief vonnis is binnen die proeftijd.

Artikel 12

Artikel 12 bestond reeds onder de oude regeling en specificceert wat het gevolg is van de herroeping en vanaf wanneer zij effect resorteert.

Artikel 13

Artikel 13 voert een nieuwigheid in, nl. de schorsing van de voorwaardelijke invrijheidstelling. Voorheen had de minister slechts de keuze tussen herroepen of niet herroepen. Nu wordt aan de commissie de mogelijkheid geboden om, waar herroeping mogelijk is, de vrijstelling voor maximum twee maanden te schorsen waarna ze dan kan beslissen tot herroeping of tot een einde stellen aan de schorsing. In dat laatste geval kan dat betekenen dat de veroordeelde opnieuw vrijgaat onder dezelfde voorwaarden als voorheen, maar de commissie kan de opgelegde voorwaarden ook herzien, dit is ze verscherpen of bijkomende voorwaarden opleggen. In elk geval wordt de betrokkene voor de duur van de schorsing van zijn vrijheid beroofd zodanig dat een eind gesteld wordt aan een potentiële gevaarsituatie.

Het nadeel van het vroegere systeem was dat in geval van herroeping de veroordeelde de facto voor verschillende maanden opnieuw in de gevangenis werd opgesloten, nl. minstens de termijn van een geheel nieuwe procedure voor voorwaardelijke invrijheidstelling, die vanzelfsprekend ook niet werd opgestart de dag na de intrekking. Omdat dit t.a.v. bepaalde veroordeel-

hors de toute proportion par rapport aux manquements du condamné pendant son délai d'épreuve, on courait le risque de ne pas voir ordonner la révocation de sa libération...

L'amélioration à présent apportée donne à la commission un délai de deux mois afin d'examiner précisément le «déraillement», sa gravité et comment on pourrait éventuellement y remédier à l'avenir sans devoir pour autant prononcer automatiquement une révocation. Cela peut en outre contribuer à faire prendre conscience au condamné que le non-respect des conditions n'est pas pris à la légère.

L'article 13, § 2, contient en outre le principe évident selon lequel les jours effectivement passés en prison suite à la suspension sont décomptés de la partie de la peine qui restait à subir.

La suspension constitue toujours une mesure provisoire qui doit être suivie rapidement, soit d'une révocation, ou d'une révision, ou encore d'une nouvelle libération aux mêmes conditions que précédemment. C'est la raison pour laquelle aucun pourvoi en cassation n'est prévu contre la mesure provisoire de suspension, alors qu'une telle possibilité est prévue contre la révocation ou la révision.

Article 14

L'article 14 accorde à la commission le pouvoir, déjà mentionné et nouveau, de réviser la libération conditionnelle. Dans les cas où la révocation est possible, la commission peut, sous certaines conditions, accroître la «limitation de liberté» du libéré conditionnel en renforçant les conditions imposées antérieurement ou en imposant de nouvelles conditions. La commission ne peut cependant recourir à cette possibilité que si elle estime que, malgré le respect des conditions de révocation, elle ne doit pas y recourir parce que cela n'est pas indiquée dans l'intérêt de la société, de la victime ou de la réinsertion sociale du libéré. Elle devra donc procéder à cet évaluation et motiver sa décision sur ce plan. Considérant que le condamné doit marquer son accord avec les conditions, la révocation est la seule possibilité qui reste s'il ne désire pas accepter les nouvelles conditions ...

Article 15

L'article 15 fixe la procédure de révocation, de suspension ou de révision. Il convient à ce sujet de ne pas perdre de vue que, si la mesure s'impose, l'article 16 offre la possibilité au ministère public de priver provisoirement de liberté un libéré conditionnel (cf. infra). De même, rien n'empêche la commission, après que l'affaire a été traitée, de la mettre sans délai en délibéré et lors de cette même séance de prendre sa décision de suspendre la libération conditionnelle ou de procéder à une révocation immédiate, ce qui signifie que dans les deux cas l'intéressé est privé de sa liberté.

Articles 16 et 17

Les articles 16 et 17 règlent l'arrestation provisoire par le parquet. La loi du 31 mai 1888 prévoyait déjà cette arrestation en son article 6, mais ne déterminait aucun délai dans lequel le ministre devait prendre une décision sur la révocation. La législation relative à la défense sociale ainsi qu'au sursis probatoire contient des dispositions analogues. Il est clair que dans certains cas la situation est de nature à ne permettre aucun sursis et que le libéré conditionnel doit être privé immédiatement de sa liberté dans l'intérêt de la défense sociale. Cela peut d'ailleurs être dans son propre intérêt à ce moment-là.

den een reactie was die buiten elke verhouding was met hun tekortkomingen tijdens de proeftijd, bestond het gevaar dat geen herroeping werd bevolen...

De nu aangebrachte verfijning geeft de commissie een termijn van twee maanden om te doen onderzoeken wat precies fout is gelopen, hoe ernstig dit is en hoe dat eventueel in de toekomst kan vermeden worden zonder dat daarom automatisch tot herroeping moet worden beslist. Het kan bovendien bijdragen tot het besef bij de veroordeelde dat er niet lichtzinnig wordt omgesprongen met de niet-naleving van de voorwaarden.

Artikel 13, § 2, bevat tevens het evidente principe dat de effectief in de gevangenis doorgebrachte dagen ingevolge de schorsing worden aangerekend op het gedeelte van de straf dat nog was te ondergaan.

De schorsing is steeds een voorlopige maatregel en moet binnen korte termijn worden gevolgd door ofwel een herroeping, ofwel een herziening, ofwel een nieuwe vrijstelling onder dezelfde voorwaarden als voorheen. Het is hierom dat geen cassatieberoep is voorzien tegen de voorlopige maatregel van schorsing terwijl dat wel is voorzien voor de herroeping of de herziening.

Artikel 14

Artikel 14 geeft aan de commissie de reeds vermelde (en nieuwe) bevoegdheid om de voorwaardelijke invrijheidstelling te herzien. In de gevallen waar herroeping mogelijk is, kan de commissie onder bepaalde voorwaarden de «vrijheidsbeperking» van de voorwaardelijk vrijgestelde uitbreiden door de eerder opgelegde voorwaarden te verscherpen of nieuwe bijkomende voorwaarden op te leggen. Van deze mogelijkheid kan de commissie evenwel slechts gebruik maken als zij meent, dat ondanks het vervuld zijn van de voorwaarden tot herroeping, dat toch niet te moeten doen omdat zulks niet aangewezen is in het belang van de maatschappij, van het slachtoffer of van de sociale reïntegratie van de vrijgestelde. Zij zal deze afweging dus moeten verrichten en haar beslissing op dat vlak motiveren. Omdat de veroordeelde akkoord moet zijn met de voorwaarden blijft enkel de herroeping over als hij de nieuwe voorwaarden niet wenst te aanvaarden ...

Artikel 15

Artikel 15 bepaalt de procedure voor herroeping, schorsing of herziening. Het is van belang hierbij voor ogen te houden dat artikel 16 de mogelijkheid biedt aan het openbaar ministerie om een voorwaardelijk vrijgestelde voorlopig van zijn vrijheid te beroven (cf. infra) als zulks zich opdringt. Ook belet niets de commissie om dadelijk na de behandeling de zaak in beraad te nemen en diezelfde zitting haar beslissing te treffen waarbij ze de voorwaardelijke vrijstelling kan schorsen of dadelijk herroepen wat in beide gevallen betekent dat de betrokkene van zijn vrijheid wordt beroofd.

Artikelen 16 en 17

De artikelen 16 en 17 regelen de voorlopige aanhouding door het parket. De Wet van 31 mei 1888 voorzag dit reeds in artikel 6 doch bepaalde geen termijn waarbinnen de Minister van Justitie aansluitend diende te beslissen over de herroeping. Ook in de Wet op de bescherming van de maatschappij en inzake het probatie-uitstel bestaan gelijkaardige bepalingen. Het is duidelijk dat in bepaalde gevallen de situatie van dien aard kan zijn dat geen enkel uitstel mogelijk is en dat de voorwaardelijk vrijgestelde onmiddellijk van zijn vrijheid moet worden beroofd in het belang van de bescherming van de maatschappij. Dit kan trouwens in zijn eigen belang zijn op dat ogenblik.

Dans le mois qui suit cet ordre du ministère public, la commission doit prendre une décision de révocation, de suspension ou de révision selon la procédure prévue à cet effet.

Articles 18 à 20

Les articles 18 à 20 ont été adapté aux remarques du Conseil d'État et précisent les cas dans lesquels un pourvoi en cassation est possible pour le ministère public et pour le condamné: lorsque la décision est favorable ou non à l'octroi, à la révocation ou à la révision de la libération conditionnelle. Dans chacun de ces cas, un jugement intervient à propos d'un litige concernant la liberté de la personne. Comme tel, ceci se situe donc dans le prolongement de ce qui s'est produit en matière d'internement, la Cour de Cassation s'étant déclarée compétente, à partir de 1968, pour les décisions relatives aux libérations et aux réincarcérations.

Lorsque la commission décide d'octroyer au condamné la libération conditionnelle, mais que le parquet se pourvoit en cassation contre cette décision, il est prévu que ce pourvoi est suspensif. Toutefois, une procédure spéciale à brève échéance est alors prévue puisqu'il s'agit effectivement du cas où la commission estimait pouvoir libérer le condamné moyennant l'observation de certaines conditions.

Contrairement à l'avis du Conseil d'État, il a été maintenu à l'article 20 que la commission autrement composée devra statuer dans les trente jours à compter du prononcé de l'arrêt de la Cour de Cassation. Ceci permet non seulement de fixer aisément et clairement une date, mais en outre cet instant sert p.ex. également à déterminer le délai dans lequel la chambre des mises en accusation doit statuer après un arrêt de renvoi (article 31, § 4, de la loi sur la détention préventive).

Aucun pourvoi en cassation n'est prévu en cas d'arrestation provisoire ou de suspension de la libération conditionnelle étant donné qu'il ne s'agit pas de décisions « autonomes ».

Article 21

L'article 21 correspond à l'article 7 de la loi du 31 mai 1888. Il prévoit que la prescription de la peine ne court pas pendant le délai d'épreuve et que la prescription ne peut pas être invoquée si un crime ou un délit a été commis au cours du délai d'épreuve même si le jugement relatif aux faits devient irrévocable après le délai d'épreuve. L'objectif est précisément d'éviter que la prescription de la peine ne mette un terme à la libération conditionnelle avant la fin du délai d'épreuve ou que pour de nouveaux faits commis pendant le délai d'épreuve, mais jugés ultérieurement, la peine pour laquelle la libération conditionnelle a été accordée ne puisse à nouveau être mise en exécution.

Les dispositions relatives à l'interdiction légale doivent être lues conjointement avec les articles 20 à 24, 89 et 90 du Code pénal. Il en résulte que certains condamnés sont privés pendant un délai déterminé par la loi du droit de gérer leurs biens et d'en disposer autrement que par testament ou par contrat de mariage, et même d'en jouir personnellement. Pareille interdiction est incompatible avec le statut du libéré conditionnel qui doit réaliser sa réinsertion sociale.

Article 22

L'article 22 apporte une importante modification au chapitre 7 de la loi de défense sociale à l'égard des anormaux et des

Binnen de maand na dat bevel van het openbaar ministerie moet de commissie dan een beslissing nemen tot herroeping, schorsing of herziening volgens de daarvoor voorziene procedure.

Artikelen 18 tot 20

De artikelen 18 tot 20 werden aangepast aan de opmerkingen van de Raad van State en bepalen de gevallen waarin cassatieberoep mogelijk is voor het openbaar ministerie en de veroordeelde: bij het al dan niet toekennen, herroepen of herzien van de voorwaardelijke invrijheidstelling. Het gaat hier om de gevallen waarin recht wordt gedaan op geschillen betreffende de vrijheid van de persoon en als dusdanig ligt dit in het verlengde van wat is gebeurd inzake de internering waar het Hof van Cassatie zich vanaf 1968 bevoegd heeft verklaard voor beslissingen inzake vrijstellingen en wederopsluitingen.

Voor het geval waarin de commissie beslist de veroordeelde de voorwaardelijke invrijheidstelling toe te kennen, en waartegen het parket cassatieberoep aantekent, is bepaald dat dit beroep schorsend werkt. Er is dan wel voorzien in een bijzondere procedure op korte termijn, gezien het hier inderdaad gaat om het geval dat een commissie van mening was de veroordeelde vrij te mogen stellen mits naleving van voorwaarden.

Afwijkend van het advies van de Raad van State werd in artikel 20 behouden dat de anders samengestelde commissie moet beslissen binnen de dertig dagen te rekenen vanaf de uitspraak van het arrest van het Hof van Cassatie. Niet alleen is die datum klaar en eenvoudig vast te stellen, maar bijvoorbeeld ook in de wet op de voorlopige hechtenis artikel 31 § 4 wordt dat ogenblik gehanteerd om te bepalen binnen welke termijn de kamer van inbeschuldigingstelling na een arrest van verwijzing uitspraak moet doen.

Voor de voorlopige aanhouding en voor de schorsing van de voorwaardelijke invrijheidstelling is geen cassatieberoep voorzien gezien dit geen « autonome » maatregelen zijn.

Artikel 21

Artikel 21 is het artikel 7 van de wet van 31 mei 1888. Dit behelst dat de verjaring van de straf niet loopt gedurende de proeftijd of dat de verjaring niet kan worden ingeroepen zo een misdaad of wanbedrijf werd gepleegd tijdens de proeftijd, zelfs zo het vonnis met betrekking tot die feiten onherroepelijk is geworden na de proeftijd. Zulks precies om te vermijden dat de verjaring van de straf een einde zou stellen aan de voorwaardelijke invrijheidstelling voor het einde van de proeftijd, of dat voor nieuwe feiten gepleegd tijdens de proeftijd, maar gevonnissen, de straf waarvoor voorwaardelijke vrijstelling was verleend niet opnieuw in uitvoering zou kunnen gebracht worden.

De bepalingen in verband met de wettelijke onbekwaamheid moeten gelezen worden in samenhang met de artikelen 20 tot 24 en 89 en 90 van het Strafwetboek. Deze maken dat bepaalde veroordeelden tijdens een wettelijk bepaalde termijn het recht wordt ontnomen om hun goederen te beheren en erover te beschikken anders dan bij testament of bij huwelijkscontract en zelfs om er persoonlijk het genot van te hebben. Dergelijke onbekwaamheid is niet verenigbaar met het statuut van de voorwaardelijk vrijgestelde die zijn sociale reïntegratie moet bewerkstelligen.

Artikel 22

Artikel 22 brengt een belangrijke wijziging aan in hoofdstuk 7 van de wet tot bescherming van de maatschappij tegen de abnor-

délinquants d'habitude. En effet, cette loi permet et dans certains cas impose désormais au juge de mettre certains récidivistes (cf. articles 54, 56 et 57 du Code pénal) et délinquants d'habitude (comme défini à l'article 23 de la loi précitée) à la disposition du gouvernement pendant une durée déterminée. En vertu d'une telle mise à disposition, le condamné, qui a purgé sa peine, est placé sous la tutelle du gouvernement (le ministre de la Justice) qui pourra prendre à son égard les mesures indispensables qui s'imposent d'un point de vue de la protection de la société ou en vue de son reclassement. Il s'agit d'une mesure de sûreté complémentaire à la peine qui doit permettre de combattre le phénomène de la récidive.

Ce cas de figure se justifie également en vue de la protection de la société contre les délits pour lesquels il existe un danger très réel de récidive. Les articles énumérés dans cette disposition concernent essentiellement des délits de nature sexuelle commis à l'égard de mineurs d'âge, mais également des cas de faits visés aux articles 375 (viol) et 376 (viol et attentat à la pudeur avec circonstances aggravantes particulières) et commis à l'égard de personnes majeures. La raison d'être de cette disposition spécifique réside dans le fait que le mobile qui incite à commettre de tels actes est à mettre en rapport avec une « structure déviante de la personnalité ».

Le délai de mise à disposition sera maximum dix ans et peut atteindre maximum vingt ans en cas de récidive spécifique. Il convient de préciser qu'il s'agit d'une possibilité qui est ainsi offerte au juge, dans la mesure où il inflige une peine effective supérieure à un an, et non d'une obligation. Conformément à l'avis du Conseil d'État, l'article 22, § 3, deuxième alinéa, a été adapté afin d'éviter une anomalie: dans certains cas, il se pourrait en effet qu'à l'occasion d'une nouvelle condamnation pour les délits sexuels précités, le juge soit contraint d'ordonner une mise à disposition sur la base des dispositions de l'article 22 de la loi du 9 avril 1930.

Article 23

L'article 23 abroge la loi du 31 mai 1888.

Article 24

L'article 24 enfin stipule que le Roi fixera la date d'entrée en vigueur de la présente loi. Cette loi ainsi que la loi instituant des commissions de libération conditionnelle doivent entrer en vigueur le même jour afin d'éviter l'apparition d'un vide qui empêcherait d'accorder des libérations conditionnelles pendant une période plus ou moins longue.

malen en de gewoontemisdadigers. Deze wet laat de rechter thans toe, en in sommige gevallen verplicht zij hem, bepaalde recidivisten (cf. de artikelen 54, 56 en 57 van het Strafwetboek) en gewoontemisdadigers (dit begrip wordt bepaald in artikel 23 van genoemde wet) gedurende een bepaalde termijn ter beschikking te stellen van de regering. Zo'n terbeschikkingstelling bestaat erin dat de veroordeelde, na verloop van zijn straf onder de voogdij komt te staan van de regering (minister van Justitie), die ten zijnen opzichte de noodzakelijke maatregelen kan nemen die vanuit het oogpunt van de bescherming van de samenleving, of met het oog op zijn reclasering geboden zijn. Het gaat om een strafaanvullende beveiligingsmaatregel bedoeld om het fenomeen van de herhaling te bestrijden.

Deze figuur is ook op zijn plaats voor de bescherming van de maatschappij voor die misdrijven waarbij een zeer ernstig gevaar voor recidive bestaat. De hier opgenomen artikelen betreffen hoofdzakelijk misdrijven van seksuele aard t.a.v. minderjarigen, maar daarnaast ook gevallen bedoeld in de artikelen 375 (verkrachting) en 376 (verkrachting en aanranding der eerbaarheid met bijzondere verzwarende omstandigheden) en gepleegd op meerderjarigen. De ratio voor deze bepaling zit hem in het feit dat de drijfveer voor het plegen van dergelijke feiten verbonden is met een « deviante persoonlijkheidsstructuur ».

De termijn van terbeschikkingstelling bedraagt maximum tien jaar en in geval van specifieke herhaling is een langere termijn, namelijk van maximum twintig jaar, mogelijk. Het is zo dat het in principe een mogelijkheid is die de rechter wordt geboden, geen verplichting en voor zover hij een straf oplegt van meer dan één jaar effectief. Ingevolge het advies van de Raad van State werd lid 2 van § 3 van artikel 22 van het ontwerp aangepast om een anomalie te vermijden: inderdaad kan het voorvallen dat in bepaalde gevallen bij nieuwe veroordeling voor de genoemde seksuele strafbare feiten de rechter verplicht is een terbeschikking op te leggen ingevolge de bepalingen van artikel 22 van de wet 9 april 1930.

Artikel 23

Artikel 23 heft de wet van 31 mei 1888 op.

Artikel 24

Artikel 24 tenslotte stelt dat de Koning de datum van inwerkingtreding van deze Wet bepaalt. Deze wet en de wet tot instelling van de commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling moeten op dezelfde datum in werking treden zonet zou een vacuüm ontstaan dat het voor een min of meer lange periode onmogelijk zou maken voorwaardelijke invrijheidstellingen toe te kennen.

PROJET DE LOI

ALBERT II,

Roi des Belges,

A tous, présents et à venir,
SALUT.

Sur la proposition de Notre ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS:

Notre ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi et de le déposer à la Chambre des Représentants, dont la teneur suit:

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

TITRE 1^{er}

De l'octroi de la libération conditionnelle

CHAPITRE 1^{er}

Des conditions

Art. 2

Les condamnés à une ou plusieurs peines privatives de liberté, peuvent être libérés conditionnellement, selon les modalités et conditions fixées dans la présente loi.

Pour qu'une libération conditionnelle puisse être accordée, les conditions suivantes doivent être remplies cumulativement:

1^o le condamné à une ou plusieurs peines privatives de liberté doit:

a) soit avoir subi un tiers de ces peines, pour autant que la durée de la partie des peines déjà subie excède trois mois;

b) soit, si le jugement ou l'arrêt de condamnation a constaté que le condamné se trouvait en état de récidive légale, avoir subi les deux tiers de ces peines sans que la durée des peines déjà subies excède 14 ans et pour autant que la durée de la partie des peines déjà subies excède six mois;

c) soit, en cas de condamnation à une peine privative de liberté à perpétuité, avoir subi dix ans de cette peine, ou, en cas d'arrêt de condamnation ayant prononcé la même peine et constaté que le condamné se trouvait en état de récidive légale, avoir subi quatorze ans de ladite peine;

2^o le condamné doit pouvoir présenter un programme de reclassement duquel apparaît sa volonté et son effort de réinsertion dans la société;

WETSONTWERP

ALBERT II,

Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze minister van Justitie,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ:

Onze minister van Justitie is gelast het ontwerp van wet in Onze naam aan de Wetgevende Kamers voor te leggen en bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers in te dienen, waarvan de tekst hierna volgt:

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid zoals bepaald in artikel 78 van de Grondwet.

TITEL I

De toekenning van de voorwaardelijke invrijheidstelling

HOOFDSTUK I

Voorwaarden

Art. 2

Veroordeelden tot één of meer vrijheidsbenemende straffen, kunnen voorwaardelijk in vrijheid worden gesteld, op de wijze en onder de voorwaarden bepaald in deze wet.

Een voorwaardelijke invrijheidstelling kan alleen worden verleend, indien tegelijk wordt voldaan aan de volgende voorwaarden:

1^o de veroordeelde tot één of meer vrijheidsbenemende straffen moet:

a) hetzij, één derde van deze straffen hebben ondergaan, voor zover de duur van het reeds ondergane gedeelte van de straffen meer dan drie maanden is;

b) hetzij, indien in het vonnis of in het arrest van veroordeling is vastgesteld dat de veroordeelde zich in staat van wettelijke herhaling bevond, twee derden van die straffen hebben ondergaan zonder dat de duur van de reeds ondergane straffen meer dan 14 jaar bedraagt en voor zover de duur van het reeds ondergane gedeelte van de straffen meer dan zes maanden bedraagt;

c) hetzij, in geval van een veroordeling tot een levenslange vrijheidsbenemende straf, tien jaar van deze straf hebben ondergaan, of, indien in het arrest van dergelijke veroordeling is vastgesteld dat de veroordeelde zich in staat van wettelijke herhaling bevond, veertien jaar;

2^o de veroordeelde moet een reclasseringsplan kunnen voorleggen waaruit zijn bereidheid en inspanning tot reïntegratie in de samenleving blijkt;

3° il ne peut y avoir de contre-indications impliquant un risque sérieux pour la société ou faisant raisonnablement obstacle aux conditions de réinsertion sociale du condamné; ces contre-indications se rapportent:

- a) aux possibilités de réinsertion du condamné;
- b) à la personnalité du condamné;
- c) au comportement du condamné pendant sa détention;
- d) au risque de voir l'intéressé commettre de nouveaux faits constitutifs d'infractions;
- e) à l'attitude du condamné à l'égard des victimes des infractions qui ont donné lieu à sa condamnation.

CHAPITRE II

De la procédure

Art. 3

§ 1^{er}. Trois mois avant que la condition visée à l'article 2, 1^o, ne soit remplie, la conférence du personnel, instituée par le Roi, vérifie, après que le condamné a été entendu, si les conditions visées à l'article 2 sont remplies dans son chef. Elle rend un avis motivé à cet égard.

Une copie de cet avis est envoyée au ministre de la Justice, ci-après dénommé «le ministre» ainsi qu'à la commission de libération conditionnelle, ci-après dénommée, «la commission», compétente pour statuer sur la libération conditionnelle du condamné.

§ 2. Si la conférence du personnel estime que les conditions pour pouvoir bénéficier de la libération conditionnelle ne sont pas remplies, elle fixe la date à laquelle elle réexaminera le dossier sans que le délai ne puisse excéder six mois.

L'avis de la conférence du personnel doit être notifié à la fois à la commission et au ministre.

Sans préjudice du prescrit du dernier alinéa du § 3, cet avis n'est susceptible d'aucun recours.

§ 3. Si la conférence du personnel estime que les conditions pour pouvoir bénéficier de la libération conditionnelle sont remplies, le directeur de l'établissement pénitentiaire rédige une proposition relative à la libération conditionnelle.

Cette proposition comprend:

1^o le rapport circonstancié du directeur de l'établissement pénitentiaire, dans le cadre duquel il communique l'avis de la conférence du personnel sur la réalisation des conditions de libération conditionnelle;

2^o l'extrait du casier judiciaire du condamné et l'exposé des faits, ayant conduit à la condamnation;

3^o le cas échéant, le mémoire du conseil de l'intéressé, que le directeur de l'établissement veillera à transmettre à la conférence du personnel au plus tard la veille de la réunion de celle-ci;

4^o si le condamné subit une peine pour des faits visés aux articles 372 à 378 du Code pénal ou pour des faits visés aux articles 379 à 386ter du même Code lorsque ceux-ci ont été commis sur des mineurs ou ont impliqué leur participation, l'avis motivé d'un service spécialisé dans la guidance ou le traitement de délinquants sexuels.

3° er mogen geen contra-indicaties bestaan die een ernstig risico inhouden voor de maatschappij of die er redelijkerwijze aan in de weg staan dat de voorwaarden voor de sociale reïntegratie van de veroordeelde worden vervuld; deze tegen-aanwijzingen hebben betrekking op:

- a) de mogelijkheid tot reïntegratie van de veroordeelde;
- b) de persoonlijkheid van de veroordeelde;
- c) het gedrag van de veroordeelde tijdens de detentie;
- d) het risico op het plegen van nieuwe strafbare feiten;

e) de houding van de veroordeelde tegenover de slachtoffers van de strafbare feiten waarvoor hij werd veroordeeld.

HOOFDSTUK II

Procedure

Art. 3

§ 1. Drie maanden voor de voorwaarde bedoeld in artikel 2, 1^o vervuld is, onderzoekt het personeelscollege, ingesteld door de Koning, en nadat de veroordeelde is gehoord, of de voorwaarden bedoeld in artikel 2 vervuld zijn wat hem betreft. Zij brengt hierover een gemotiveerd advies uit.

Een afschrift van dit advies wordt toegezonden aan de minister van Justitie, hierna te noemen «de minister», alsmede aan de commissie voor voorwaardelijke invrijheidstelling, hierna te noemen «de commissie», bevoegd om uitspraak te doen over de voorwaardelijke invrijheidstelling van de veroordeelde.

§ 2. Indien het personeelscollege van oordeel is dat de voorwaarden om in aanmerking te komen voor voorwaardelijke invrijheidstelling niet vervuld zijn, bepaalt zij de datum waarop zij het dossier opnieuw zal onderzoeken zonder dat het uitstel meer dan zes maanden mag bedragen.

Het advies van het personeelscollege moet zowel ter kennis worden gebracht van de commissie als van de minister.

Zonder afbreuk te doen aan hetgeen is bepaald in de laatste alinea van § 3, is dit advies niet vatbaar voor beroep.

§ 3. Indien het personeelscollege van oordeel is dat de voorwaarden om in aanmerking te komen voor voorwaardelijke invrijheidstelling vervuld zijn, stelt de directeur van de strafinrichting een voorstel inzake voorwaardelijke invrijheidstelling op.

Dit voorstel omvat:

1^o het omstandige verslag van de directeur van de strafinrichting, waarin hij het advies van het personeelscollege weergeeft over het voldaan zijn aan de voorwaarden voor voorwaardelijke invrijheidstelling;

2^o het uittreksel uit het strafregister van de veroordeelde en de uiteenzetting der feiten die geleid hebben tot de veroordeling;

3^o in voorkomend geval, de memorie van de raadsman van betrokkene, door toedoen van de directeur van de inrichting uiterlijk op de vooravond van haar vergadering voorgelegd aan het personeelscollege;

4^o indien de veroordeelde een straf ondergaat voor feiten bedoeld in de artikelen 372 tot 378 van het Strafwetboek, of voor feiten bedoeld in de artikelen 379 tot 386ter van hetzelfde Wetboek indien ze gepleegd werden op minderjarigen of met hun deelneming, het gemotiveerd advies van een dienst die in de begeleiding of de behandeling van seksuele delinquenten is gespecialiseerd.

Lorsque la conférence du personnel estime trois fois de suite que les conditions pour pouvoir bénéficier d'une libération conditionnelle ne sont pas remplies, le directeur de l'établissement pénitentiaire saisit néanmoins la commission si le détenu le demande.

§ 4. Dans les dix jours après que la conférence du personnel a émis son avis, le directeur communique la proposition au ministre et au parquet qui a exercé les poursuites. Le ministère public fait parvenir au ministre, dans le mois qui suit la réception de la proposition, son avis motivé quant au fait de savoir si la condition visée à l'article 2, 3^o, est remplie. Dans les cas prévus par le Roi, il recueille en outre à cet effet des informations concernant les éventuelles conditions particulières à établir dans l'intérêt des victimes auxquelles la libération conditionnelle peut être subordonnée.

§ 5. Dans les deux mois de la réception de la proposition du directeur de l'établissement pénitentiaire, le ministre transmet cette proposition avec son avis et celui du ministère public à la commission compétente.

Art. 4

§ 1^{er}. L'examen de la proposition relative à la libération conditionnelle a lieu à la première séance utile de la commission compétente après réception du dossier envoyé par le ministre. En principe, cet examen a lieu dans l'établissement pénitentiaire où le condamné subit sa peine. Ledit examen n'est pas public.

§ 2. Le dossier est tenu pendant au moins quatre jours avant la date fixée pour l'audience à la disposition du condamné et de son conseil pour consultation dans l'établissement pénitentiaire où le condamné subit sa peine.

§ 3. Avant de statuer sur la libération conditionnelle, la commission entend le condamné et son conseil, le ministère public et le directeur de l'établissement pénitentiaire.

Dans les cas fixés par le Roi, la victime, pour autant qu'il s'agisse d'une personne physique, ou, si elle est décédée, ses ayants droit, sera entendue, à sa demande et pour autant qu'elle puisse justifier d'un intérêt direct et légitime, concernant les conditions qu'il convient d'imposer dans son intérêt.

Par ailleurs, la victime peut se faire assister par son avocat, par le délégué d'un organisme public ou d'une association agréée à cette fin par le Roi.

Si la commission accepte la demande de la victime ou, le cas échéant, de ses ayants droit, elle l'en informe par lettre recommandée au moins dix jours avant la date de l'audience.

Si la commission rejette la demande, elle motive sa décision et la notifie à la victime par lettre recommandée. Cette décision n'est susceptible d'aucun recours.

La commission peut décider d'entendre également d'autres personnes.

§ 4. Dans les quinze jours suivant les débats la commission délibère sur la libération conditionnelle. Seuls les membres de la commission et le secrétaire sont présents à cette délibération.

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Toutefois, les décisions de libération doivent être prises à l'unanimité dans les cas suivants :

Indien het personeelscollege drie opeenvolgende malen van oordeel is dat de voorwaarden om in aanmerking te komen voor voorwaardelijke invrijheidsstelling niet vervuld waren, vat de directeur van de strafinrichting, en dit op verzoek van de gedetineerde, alsnog de commissie.

§ 4. Binnen tien dagen nadat het personeelscollege haar advies heeft uitgebracht, zendt de directeur het voorstel over aan de minister en aan het parket dat de vervolging heeft uitgeoefend. Het openbaar ministerie zendt binnen een maand na ontvangst van het voorstel zijn gemotiveerd advies over aan de minister betreffende het vervuld zijn van de voorwaarden bedoeld in artikel 2, 3^o. In de door de Koning bepaalde gevallen wint het daartoe bovendien inlichtingen in over mogelijke, in het belang van het slachtoffer op te leggen bijzondere voorwaarden waaraan de voorwaardelijke invrijheidsstelling kan worden onderworpen.

§ 5. Binnen twee maanden na ontvangst van het voorstel van de directeur van de strafinrichting zendt de minister dit voorstel samen met zijn advies en het advies van het openbaar ministerie over aan de bevoegde commissie.

Art. 4

§ 1. De behandeling van het voorstel inzake voorwaardelijke invrijheidsstelling vindt plaats op de eerste nuttige zitting van de bevoegde commissie na ontvangst van het dossier vanwege de minister. In beginsel vindt de behandeling plaats in de strafinrichting waar de veroordeelde zijn straf ondergaat. De behandeling is niet openbaar.

§ 2. Het dossier wordt gedurende ten minste vier dagen voor de datum waarop de zitting is vastgesteld ter inzage ter beschikking gesteld van de veroordeelde en zijn raadsman in de strafinrichting waar de veroordeelde zijn straf ondergaat.

§ 3. Alvorens een beslissing te nemen over de voorwaardelijke invrijheidsstelling, hoort de commissie de veroordeelde en zijn raadsman, het openbaar ministerie en de directeur van de strafinrichting.

In de gevallen bepaald door de Koning wordt het slachtoffer, mits het een natuurlijk persoon is, of zijn rechthebbenden zo het overleden is, en voor zover het daarbij een legitiem en direct belang heeft, op zijn verzoek gehoord aangaande de voorwaarden die in zijn belang moeten worden opgelegd.

Het slachtoffer kan zich bovendien laten bijstaan door zijn raadsman, door de gemachtigde van een overheidsinstelling of een door de Koning hiertoe erkende vereniging.

Indien de commissie het verzoek vanwege het slachtoffer, of in voorkomend geval van zijn rechthebbenden inwilligt, wordt het minstens tien dagen voor de datum van de zitting per aangetekend schrijven hiervan ingelicht.

Indien de commissie het verzoek afwijst, motiveert zij haar beslissing en brengt deze per aangetekend schrijven ter kennis van het slachtoffer. Tegen deze beslissing staat geen rechtsmiddel open.

De commissie kan beslissen eveneens andere personen te horen.

§ 4. Binnen vijftien dagen na de debatten beraadslaagt de commissie over de voorwaardelijke invrijheidsstelling. Hierbij zijn enkel de leden van de commissie en de secretaris aanwezig.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen.

Voor de beslissingen tot invrijheidsstelling is evenwel eenparigheid vereist in volgende gevallen :

a) si l'intéressé a été condamné pour un ou plusieurs faits à une seule peine de dix ans ou plus de réclusion, de détention ou d'emprisonnement correctionnel;

b) si l'intéressé a subi moins de la moitié des peines privatives de liberté auxquelles il a été condamné.

La décision est dans tous les cas motivée.

§ 5. Si la commission décide d'octroyer la libération conditionnelle au condamné, elle soumet cette libération à la condition générale que l'intéressé ne peut commettre de nouveaux faits constitutifs d'infractions. En outre, elle soumet la libération à des conditions particulières.

Ces conditions particulières se rapportent à la réinsertion sociale du condamné, à la protection de la société et aux intérêts de la victime. Ces conditions sont adaptées de manière spécifique à la personne du condamné et à la situation sociale dans laquelle il va se trouver.

Si le condamné subit une peine pour une des infractions visées aux articles 372 à 378 du Code pénal, la libération doit être subordonnée à la condition de suivre une guidance ou un traitement dans un service spécialisé dans la guidance ou le traitement de délinquants sexuels.

La libération n'est accordée que si le condamné accepte les conditions auxquelles la commission soumet cette libération.

§ 6. Si la commission rejette la proposition relative à la libération conditionnelle, elle fixe la date à partir de laquelle le dossier du condamné peut être réexaminé par la conférence du personnel. Ce délai ne peut excéder six mois à compter de la décision de la commission lorsque le condamné subit une ou plusieurs peines correctionnelles d'emprisonnement principal dont le total ne dépasse pas cinq ans. Ce délai est de maximum un an en cas de peines criminelles ou lorsque le total des peines correctionnelles d'emprisonnement principal est supérieur à cinq ans.

§ 7. La commission peut remettre une seule fois l'examen de la proposition à une séance ultérieure, sans toutefois que cette séance ne puisse avoir lieu plus de deux mois après la remise.

§ 8. Dans les quarante-huit heures, la décision est portée à la connaissance du ministère public auprès de la commission, du ministre et du directeur de l'établissement pénitentiaire. Dans le même délai, le condamné est informé par remise d'une copie de la décision par le directeur de l'établissement pénitentiaire.

En cas d'octroi de la libération conditionnelle, la commission en informe la victime, à sa demande, et lui communique, par lettre recommandée, les conditions qui garantissent ses intérêts pour autant que la victime ait été entendue par la commission.

Art. 5

Si la commission décide la libération du condamné, elle fixe le moment où cette décision devient exécutoire.

Art. 6

Dès le moment où la décision est exécutoire, un certificat de libération est délivré au condamné par le directeur de l'établissement pénitentiaire.

Le Roi précise les modalités de délivrance du certificat de libération.

a) indien de betrokkene werd veroordeeld voor een of meer feiten tot één enkele straf van tien jaar of meer opsluiting, hechtenis of correctionele straf;

b) indien de betrokkene minder dan de helft van de vrijheidsbenemende straffen waartoe hij werd veroordeeld, heeft ondergaan.

De beslissing wordt in alle gevallen gemotiveerd.

§ 5. Indien de commissie beslist tot voorwaardelijke invrijheidstelling van de veroordeelde, verbindt zij de invrijheidstelling aan de algemene voorwaarde dat de betrokkene geen nieuwe strafbare feiten mag plegen. Bovendien onderwerpt zij de invrijheidstelling aan bijzondere voorwaarden.

Deze bijzondere voorwaarden hebben betrekking op de sociale reïntegratie van de veroordeelde, op de bescherming van de maatschappij en op de belangen van het slachtoffer. Ze zijn specifiek aangepast aan de persoon van de veroordeelde en de sociale situatie waarin hij zal terechtkomen.

Indien de veroordeelde een straf ondergaat voor één van de strafbare feiten bedoeld in de artikelen 372 tot 378 van het Strafwetboek, dan moet aan de invrijheidstelling de voorwaarde worden verbonden van het volgen van een begeleiding of een behandeling bij een dienst die in de begeleiding of de behandeling van seksuele delinquenten is gespecialiseerd.

De invrijheidstelling wordt enkel verleend, indien de veroordeelde instemt met de voorwaarden waaraan de commissie deze invrijheidstelling onderwerpt.

§ 6. Indien de commissie het voorstel inzake voorwaardelijke invrijheidstelling afwijst, bepaalt zij de datum vanaf wanneer het dossier van de veroordeelde opnieuw kan worden onderzocht door het personeelscollege. Deze termijn mag niet langer zijn dan zes maanden te rekenen vanaf de beslissing van de commissie indien de veroordeelde één of meer correctionele hoofdgevangenisstraffen ondergaat die samen niet meer dan vijf jaar bedragen. Die termijn is maximaal een jaar in geval van criminele straffen of als het geheel van de correctionele hoofdgevangenisstraffen meer dan vijf jaar bedraagt.

§ 7. De commissie kan de behandeling van het voorstel éénmaal uitstellen tot een latere zitting, zonder dat die zitting evenwel meer dan twee maanden later mag plaatsvinden.

§ 8. De beslissing wordt binnen achtenveertig uren ter kennis gebracht van het openbaar ministerie bij de commissie, van de minister en van de directeur van de strafinrichting. Binnen dezelfde termijn wordt aan de veroordeelde kennis gegeven door afgifte van een afschrift van de beslissing door de directeur van de strafinrichting.

Indien de voorwaardelijke invrijheidstelling wordt verleend, deelt de commissie dit feit en de in het belang van het slachtoffer opgelegde voorwaarden, op diens verzoek aan het slachtoffer per aangetekend schrijven mee, voor zover het gaat om een slachtoffer dat door de commissie werd gehoord.

Art. 5

Indien de commissie beslist tot invrijheidstelling van de veroordeelde, bepaalt zij het ogenblik waarop deze beslissing uitvoerbaar wordt.

Art. 6

Zodra de beslissing uitvoerbaar is, reikt de directeur van de strafinrichting de veroordeelde een verlofpas uit.

De Koning bepaalt de nadere regels betreffende de afgifte van de verlofpas.

CHAPITRE III

Du contrôle

Art. 7

Si la commission ordonne la libération conditionnelle du condamné, elle précise les modalités du contrôle et de la tutelle à exercer sur le condamné ainsi que du contrôle sur le respect des conditions qui lui sont imposées.

Art. 8

Sans préjudice de l'application de l'article 20 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, le ministère public est chargé du contrôle du condamné.

Le condamné est en outre soumis à une tutelle sociale, qui est exercée par les services du ministère de la Justice qui en sont chargés. Cette tutelle permet de garantir la guidance et l'appui en vue de la réinsertion sociale, et assure le contrôle du respect des conditions imposées. Dans le mois qui suit la libération, le tuteur fait rapport à la commission sur le condamné, et ensuite chaque fois qu'il l'estime utile ou que la commission l'y invite, et au moins une fois tous les six mois. Le cas échéant, il propose les mesures qu'il juge nécessaires.

Art. 9

La commission peut suspendre les conditions imposées, les préciser ou les adapter aux circonstances, sans pouvoir les renforcer ou imposer des conditions supplémentaires, sans préjudice de l'application de l'article 14.

CHAPITRE IV

De la libération définitive

Art. 10

Lorsqu'aucune révocation n'est intervenue durant le délai d'épreuve, le condamné est définitivement remis en liberté.

Le délai d'épreuve est égal à la durée de la peine privative que le condamné devait encore subir au jour où la décision relative à la libération conditionnelle est devenu exécutoire. Toutefois, ce délai d'épreuve ne peut être inférieur à deux ans.

Le délai d'épreuve est d'au moins cinq ans et de dix ans au plus en cas de condamnation à une peine criminelle à temps ou à une ou plusieurs peines correctionnelles dont le total excède cinq ans d'emprisonnement principal.

Le délai d'épreuve est de dix ans en cas de condamnation à une peine privative de liberté à perpétuité.

HOOFDSTUK III

Controle

Art. 7

Indien de commissie de voorwaardelijke invrijheidstelling gelast van de veroordeelde, bepaalt zij de nadere regels met betrekking tot de controle en het toezicht op de veroordeelde en de naleving van de hem opgelegde voorwaarden.

Art. 8

Onverminderd de toepassing van artikel 20 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, is het openbaar ministerie belast met de controle op de veroordeelde.

De veroordeelde wordt tevens onderworpen aan een maatschappelijk toezicht, dat wordt uitgeoefend door de daarmee belaste diensten van het ministerie van Justitie. Dit toezicht maakt het mogelijk de begeleiding en steun met het oog op de sociale reïntegratie te waarborgen, en verzekert de controle op de naleving van de opgelegde voorwaarden. De toezichthouder brengt binnen een maand na de invrijheidstelling verslag uit aan de commissie over de veroordeelde, en verder telkens als hij het nuttig acht of telkens als de commissie hem erom verzoekt, en ten minste om de zes maanden. Hij stelt, in voorkomend geval, de maatregelen voor die hij nodig acht.

Art. 9

De commissie kan de opgelegde voorwaarden schorsen, nader omschrijven of aanpassen aan de omstandigheden, zonder dat zij evenwel de opgelegde voorwaarden kan verscherpen of bijkomende voorwaarden opleggen, onverminderd de toepassing van artikel 14.

HOOFDSTUK IV

Definitieve invrijheidstelling

Art. 10

Indien tijdens de proeftijd geen enkele herroeping heeft plaats gehad, wordt de veroordeelde definitief weer in vrijheid gesteld.

De proeftijd is gelijk aan de duur van de vrijheidsbenemende straf die de veroordeelde nog moest ondergaan op de dag dat de beslissing betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling uitvoerbaar is geworden. Die proeftijd kan evenwel niet korter zijn dan twee jaar.

De proeftijd is ten minste vijf jaar en maximaal tien jaar in geval van veroordeling tot een tijdelijke criminele straf of tot één of meer correctionele straffen die samen vijf jaar hoofdgevangenisstraf te boven gaan.

De proeftijd bedraagt tien jaar in geval van veroordeling tot een levenslange vrijheidsstraf.

TITRE II

**De la révocation, de la suspension et de la révision
de la libération conditionnelle**CHAPITRE I^{er}**De la révocation**

Art. 11

La libération conditionnelle peut être révoquée par la commission dans les cas suivants :

1^o lorsque durant le délai d'épreuve, l'intéressé a commis de nouveaux faits constitutifs d'infractions ou lorsque les conditions particulières prévues dans la décision de la commission qui a statué sur la libération conditionnelle ne sont pas respectées;

2^o lorsqu'il est constaté dans une condamnation passée en force de chose jugée que le libéré conditionnel a commis un crime ou un délit avant l'expiration du délai d'épreuve.

Art. 12

§ 1^{er}. En cas de révocation, le condamné est immédiatement réincarcéré pour subir la partie de la peine privative de liberté non encore subie au moment où la libération conditionnelle est devenue exécutoire.

§ 2. Dans le cas visé à l'article 11, 2^o, la révocation est censée avoir débuté le jour où le crime ou le délit a été commis.

CHAPITRE II

De la suspension

Art. 13

§ 1^{er}. Dans les cas visés à l'article 11, la commission peut ordonner la suspension de la libération conditionnelle.

§ 2. En cas de suspension, le condamné est immédiatement réincarcéré. Les jours de privation de liberté sont imputés sur la partie de la peine encore à subir.

§ 3. En cas de suspension, la réincarcération ne peut durer plus de deux mois. Dans ce délai, la commission révoque la libération conditionnelle, ou lève la suspension de la libération conditionnelle. Dans ce dernier cas, la libération conditionnelle peut être révisée conformément aux dispositions de l'article 14.

CHAPITRE III

De la révision

Art. 14

§ 1^{er}. Si les conditions prévues à l'article 11 sont remplies, mais que la commission estime que la révocation n'est pas néces-

TITEL II

**Herroeping, schorsing en herziening
van de voorwaardelijke invrijheidstelling**

HOOFDSTUK I

Herroeping

Art. 11

De voorwaardelijke invrijheidstelling kan door de commissie worden herroepen in de volgende gevallen :

1^o indien gedurende de proeftijd de betrokkene nieuwe strafbare feiten heeft gepleegd of indien de bijzondere voorwaarden bepaald in de beslissing van de commissie die uitspraak heeft gedaan over de voorwaardelijke invrijheidstelling, niet worden nageleefd;

2^o indien in een in kracht van gewijsde gegane veroordeling wordt vastgesteld dat de voorwaardelijk invrijheidgestelde een misdaad of een wanbedrijf heeft gepleegd voor het verstrijken van de proeftijd.

Art. 12

§ 1. In geval van herroeping wordt de veroordeelde onmiddellijk opnieuw opgesloten teneinde het gedeelte van de vrijheidsbenemende straf te ondergaan dat nog niet ondergaan was op het ogenblik dat de voorwaardelijke invrijheidstelling uitvoerbaar geworden is.

§ 2. In het geval bedoeld in artikel 11, 2^o, wordt de herroeping geacht te zijn ingegaan op de dag waarop die misdaad of dat wanbedrijf is gepleegd.

HOOFDSTUK II

Schorsing

Art. 13

§ 1. In de gevallen bedoeld in artikel 11, kan de commissie de schorsing gelasten van de voorwaardelijke invrijheidstelling.

§ 2. In geval van schorsing, wordt de veroordeelde onmiddellijk opnieuw opgesloten. De dagen vrijheidsbeneming worden aangerekend op het gedeelte van de straf dat nog moet worden ondergaan.

§ 3. De wederopsluiting in geval van schorsing mag niet langer duren dan twee maanden. Binnen deze termijn herroept de commissie de voorwaardelijke invrijheidstelling, ofwel heft zij de schorsing van de voorwaardelijke invrijheidstelling op. In dit laatste geval kan de voorwaardelijke invrijheidstelling worden herzien, overeenkomstig artikel 14.

HOOFDSTUK III

Herziening

Art. 14

§ 1. Indien de voorwaarden bepaald in artikel 11 vervuld zijn, maar de commissie van oordeel is dat de herroeping niet noodza-

saire dans l'intérêt de la société, de la victime ou de la réinsertion sociale du condamné, la commission peut réviser la libération conditionnelle. Dans ce cas, la commission peut renforcer les conditions imposées ou imposer des conditions supplémentaires. La libération conditionnelle est toutefois révoquée, lorsque le condamné n'accepte pas les nouvelles conditions qui lui sont imposées.

§ 2. Lorsque la commission décide de renforcer les conditions imposées ou d'imposer des conditions supplémentaires, elle fixe le moment où cette décision devient exécutoire.

CHAPITRE IV

De la procédure

Art. 15

§ 1^{er}. Si la commission estime qu'elle doit prendre une décision concernant la révocation, la suspension ou la révision de la libération conditionnelle, elle convoque le condamné par lettre recommandée à la poste au moins dix jours avant la date de l'examen du dossier. Cet examen n'est pas public.

§ 2. Le dossier est tenu au moins quatre jours avant la date fixée pour l'audience à la disposition du condamné et de son conseil pour consultation dans l'établissement pénitentiaire où se tiendra la séance de la commission.

§ 3. Avant de statuer, la commission entend le ministère public et, pour autant qu'il soit présent, le condamné, qui peut se faire assister par son conseil.

Elle peut décider d'entendre également d'autres personnes.

§ 4. La commission délibère sur la révocation, la suspension ou la révision dans les quinze jours suivant les débats. Seuls les membres de la commission et le secrétaire sont présents à cette délibération.

La décision est motivée.

§ 5. Dans les 48 heures, la décision est portée à la connaissance, par lettre recommandée à la poste, de l'intéressé, du ministère public auprès de la commission, du ministre et du directeur de l'établissement pénitentiaire. Si l'intéressé est privé de sa liberté, il en est informé par remise d'une copie de la décision par le directeur de l'établissement pénitentiaire.

La victime ou, le cas échéant, ses ayants droit, qui a été entendue dans le cadre de l'octroi de la libération conditionnelle, est informée par lettre recommandée de la révocation de la libération conditionnelle ou, en cas de révision de celle-ci, des conditions modifiées dans son intérêt.

CHAPITRE V

De l'arrestation provisoire

Art. 16

Dans les cas visés à l'article 11, l'arrestation provisoire du condamné peut être ordonnée par le procureur du Roi près le tribunal dans le ressort duquel il se trouve ou, s'il s'agit d'un militaire en service actif, par l'auditeur militaire, à charge d'en donner immédiatement avis à la commission compétente.

kelijk is in het belang van de maatschappij, van het slachtoffer of van de sociale reïntegratie van de veroordeelde, kan de commissie de voorwaardelijke invrijheidstelling herzien. In dit geval kan de commissie de opgelegde voorwaarden verscherpen of bijkomende voorwaarden opleggen. De invrijheidstelling wordt evenwel herroepen, indien de veroordeelde niet instemt met de nieuw opgelegde voorwaarden.

§ 2. Indien de commissie beslist de opgelegde voorwaarden te verscherpen of bijkomende voorwaarden op te leggen, bepaalt zij het ogenblik waarop deze beslissing uitvoerbaar wordt.

HOOFDSTUK IV

Procedure

Art. 15

§ 1. Indien de commissie van oordeel is dat zij een beslissing moet nemen inzake de herroeping, de schorsing of de herziening van de voorwaardelijke invrijheidstelling, roept ze de veroordeelde tenminste tien dagen voor de datum van behandeling van het dossier op bij een ter post aangetekende brief. De behandeling is niet openbaar.

§ 2. Het dossier wordt ten minste vier dagen voor de datum waarop de zitting is vastgesteld voor inzage ter beschikking gesteld van de veroordeelde en zijn raadsman in de strafinrichting waar de zitting van de commissie zal plaatsvinden.

§ 3. Alvorens een beslissing te nemen hoort de commissie het openbaar ministerie en, voor zover deze aanwezig is, de veroordeelde, die zich kan laten bijstaan door zijn raadsman.

Zij kan beslissen eveneens andere personen te horen.

§ 4. Binnen vijftien dagen na de debatten beraadslaagt de commissie over de herroeping, de schorsing of de herziening. Hierbij zijn enkel de leden van de commissie en de secretaris aanwezig.

De beslissing wordt gemotiveerd.

§ 5. De beslissing wordt binnen 48 uur bij ter post aangetekend schrijven ter kennis gebracht van de betrokkene, het openbaar ministerie bij de commissie, de minister en de directeur van de strafinrichting. Indien de betrokkene van zijn vrijheid beroofd is, wordt hem kennis gegeven door afgifte van een afschrift van de beslissing door de directeur van de strafinrichting.

Het slachtoffer, of in voorkomend geval zijn rechthebbenden, dat werd gehoord in het kader van de toekenning van de voorwaardelijke invrijheidstelling, wordt per aangetekend schrijven ingelicht van de herroeping van de voorwaardelijke invrijheidstelling, of in geval van herziening, van de in het belang van het slachtoffer gewijzigde voorwaarden.

HOOFDSTUK V

Voorlopige aanhouding

Art. 16

In de gevallen bedoeld in artikel 11, kan de voorlopige aanhouding van de veroordeelde worden bevolen door de procureur des Konings bij de rechtbank in wier rechtsgebied hij zich bevindt of, indien het om een militair in actieve dienst gaat, door de krijgsauditeur, onder de verplichting om de bevoegde commissie daarvan onmiddellijk in kennis te stellen.

Art. 17

Dans le mois qui suit cet ordre, la commission statue sur la révocation, la suspension ou la révision. Si aucune décision n'intervient dans ce délai, le condamné est remis en liberté aux mêmes conditions que précédemment.

En cas de révocation, son effet remonte au jour de l'arrestation provisoire.

CHAPITRE VI

Du pourvoi en cassation

Art. 18

Les décisions de la commission favorables ou non à l'octroi, à la révocation ou à la révision sont susceptibles de pourvoi en cassation par le ministère public et le condamné.

Les décisions favorables ou non à la suspension de la libération conditionnelle ne peuvent faire l'objet d'un pourvoi.

Art. 19

Si la commission octroie la libération conditionnelle conformément à l'article 4, § 5, le pourvoi en cassation est suspensif.

Dans ce cas, le pourvoi en cassation doit être introduit dans un délai de vingt-quatre heures à compter du jour où la décision a été notifiée au ministère public.

Le dossier est transmis au greffe de la Cour de cassation dans les quarante-huit heures à compter du pourvoi en cassation.

La Cour de cassation statue dans les trente jours à compter du pourvoi en cassation, le condamné étant pendant ce temps maintenu en détention.

Art. 20

Après un arrêt de cassation avec renvoi, la commission autrement composée statue dans les trente jours à compter du prononcé de cet arrêt; le condamné restant pendant ce temps en détention.

TITRE III

Dispositions générales

Art. 21

L'interdiction légale est suspendue et la prescription des peines ne court pas lorsque le condamné est en liberté en vertu d'une décision de libération non révoquée.

La prescription ne peut être invoquée dans le cas visé à l'article 11, 2^o.

En cas de révocation, l'état d'interdiction légale n'est réinstauré qu'au moment où le condamné est privé de sa liberté pour exécuter sa peine.

Art. 17

Binnen een maand na dat bevel neemt de commissie een beslissing inzake de herroeping, de schorsing of de herziening. Indien binnen die termijn geen beslissing is genomen, wordt de veroordeelde opnieuw in vrijheid gesteld onder dezelfde voorwaarden als voorheen.

In geval van herroeping, heeft deze uitwerking vanaf de dag van de voorlopige aanhouding.

HOOFDSTUK VI

Cassatieberoep

Art. 18

Tegen de beslissingen van de commissie om al dan niet de voorwaardelijke invrijheidstelling toe te kennen, te herroepen of te herzien, staat cassatieberoep open voor het openbaar ministerie en de veroordeelde.

Tegen de beslissingen om al dan niet de voorwaardelijke invrijheidsstelling te schorsen, staat geen cassatieberoep open.

Art. 19

Indien de commissie de voorwaardelijke invrijheidstelling toekent overeenkomstig artikel 4, § 5, heeft het cassatieberoep schorsende kracht.

Het cassatieberoep dient dan ingesteld binnen een termijn van vierentwintig uur vanaf de dag waarop de beslissing aan het openbaar ministerie werd betekend.

Het dossier wordt binnen achtenveertig uur te rekenen vanaf het cassatieberoep aan de griffie van het Hof van cassatie toegestuurd.

Het Hof van cassatie beslist binnen dertig dagen te rekenen van het instellen van het cassatieberoep met dien verstande dat de veroordeelde inmiddels opgesloten blijft.

Art. 20

Na een cassatiearrest met verwijzing, neemt de anders samengestelde commissie binnen dertig dagen te rekenen vanaf de uitspraak van dit arrest een beslissing met dien verstande dat de veroordeelde inmiddels opgesloten blijft.

TITEL III

Algemene bepalingen

Art. 21

De wettelijke onbekwaamheid wordt geschorst en de verjaring van de straffen loopt niet wanneer de veroordeelde in vrijheid is krachtens een niet herroepen beslissing tot invrijheidstelling.

Verjaring kan niet worden aangevoerd in het geval bedoeld in artikel 11, 2^o.

In geval van herroeping gaat de staat van wettelijke onbekwaamheid pas opnieuw in op het ogenblik dat de veroordeelde van zijn vrijheid is beroofd met het oog op de tenuitvoerlegging van de straf.

Art. 22

§ 1^{er}. L'intitulé de la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1^{er} juillet 1964 et modifiée par les lois des 17 et 20 juillet 1990 et 13 avril 1995, est remplacé par l'intitulé suivant: «Loi de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et des auteurs de certains délits sexuels.»

§ 2. Dans l'intitulé du chapitre VII de la même loi, les termes «et des délinquants d'habitude» sont remplacés par les termes «, des délinquants d'habitude et des auteurs de certains délits sexuels.»

§ 3. Un article 23bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi: «Article 23bis. La personne condamnée sur la base des articles 372, 373, alinéa 2, 375, 376, 377, alinéas 1 et 2 ainsi que 4 à 6, du Code pénal peut, par jugement ou arrêt de condamnation, être mise à la disposition du gouvernement pendant une période de maximum dix ans à l'expiration de sa peine si celle-ci est supérieure à un an sans sursis.

Sans préjudice des dispositions de l'article 22, la personne condamnée peut en cas d'une nouvelle condamnation à une peine de plus d'un an sans sursis pour une des infractions visées à l'alinéa précédent, commis pendant le délai prévu à l'article 56 du Code pénal, être mise à la disposition du gouvernement pendant une période de maximum vingt ans à l'expiration de sa peine.»

Art. 23

La loi du 31 mai 1888 établissant la libération conditionnelle dans le système pénal, modifiée par les lois des 1^{er} mai 1913, 19 août 1920, 24 juillet 1923, par l'arrêté royal du 14 août 1933 et par les lois des 11 janvier 1954, 2 juillet 1962, 29 juin 1964, 13 avril 1995 et 10 juillet 1996, est abrogée.

Art. 24

Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi qui doit correspondre avec la date d'entrée en vigueur de la loi du ... instituant les commissions de libération conditionnelle.

Donné à Bruxelles, le 21 mars 1997

ALBERT.

Par le Roi:

Le ministre de la Justice,

Stefaan DE CLERCK.

Art. 22

§ 1. Het opschrift van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen bij de wet van 1 juli 1964 en gewijzigd bij de wetten van 17 en 20 juli 1990 en 13 april 1995, wordt vervangen door het volgende opschrift: «Wet tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen, gewoontemisdadigers en plegers van bepaalde seksuele strafbare feiten».

§ 2. In het opschrift van hoofdstuk VII van dezelfde wet worden de woorden «en gewoontemisdadigers» vervangen door «, gewoontemisdadigers en plegers van bepaalde seksuele strafbare feiten».

§ 3. In dezelfde wet wordt een nieuw artikel 23bis ingevoegd, luidende als volgt: «Artikel 23bis: De veroordeelde op basis van artikel 372, 373 lid 2, 375, 376, 377 lid 1 en 2, en 4 tot 6 van het Strafwetboek kan, bij het vonnis of het arrest van veroordeling, ter beschikking van de Regering worden gesteld gedurende een termijn van maximum tien jaar na afloop van zijn straf indien deze meer dan 1 jaar zonder uitstel bedraagt.

Onverminderd de toepassing van artikel 22 kan in geval van een nieuwe veroordeling tot een straf van meer dan 1 jaar zonder uitstel wegens een van de in het eerste lid genoemde strafbare feiten, gepleegd binnen een termijn bepaald bij artikel 56 van het Strafwetboek, hij gedurende een termijn van maximum twintig jaar ter beschikking worden gesteld van de Regering na afloop van zijn straf.»

Art. 23

De wet van 31 mei 1888 tot invoering van de voorwaardelijke invrijheidstelling in het strafstelsel, gewijzigd bij de wetten van 1 mei 1913, 19 augustus 1920, 24 juli 1923, bij het koninklijk besluit van 14 augustus 1933 en bij de wetten van 11 januari 1954, 2 juli 1962, 29 juni 1964, 13 april 1995 en 10 juli 1996, wordt opgeheven.

Art. 24

De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van deze wet, die moet overeenstemmen met de datum van inwerkingtreding van de wet van ... tot instelling van de commissies voor voorwaardelijke invrijheidstelling.

Gegeven te Brussel, 21 maart 1997

ALBERT.

Van Koningswege:

De minister van Justitie,

Stefaan DE CLERCK.

**AVANT-PROJET DE LOI SOUMIS
AU CONSEIL D'ÉTAT**

Avant-projet de loi relatif à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1^{er} juillet 1964

TITRE I

Dispositions générales

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par :

— *Le ministre : le ministre de la Justice*

— *La commission : la commission de libération conditionnelle instituée par la loi du ... instituant les commissions de libération conditionnelle.*

Art. 3

Les personnes condamnées à une ou plusieurs peines privatives de liberté, peuvent être libérées conditionnellement, selon les modalités et conditions fixées dans la présente loi.

TITRE II

L'octroi de la libération conditionnelle

CHAPITRE 1^{er}

Conditions

Art. 4

Pour qu'une mesure de libération conditionnelle puisse être envisagée, les conditions suivantes doivent être remplies cumulativement :

1^o le condamné à une ou plusieurs peines privatives de liberté doit :

— *soit avoir subi un tiers de ces peines, pour autant que la durée de la partie des peines déjà subie excède trois mois ;*

— *soit, si le jugement ou l'arrêt de condamnation a constaté que le condamné se trouvait en état de récidive légale, avoir subi les deux tiers de ces peines, avec un maximum de quatorze ans, pour autant que la durée de la partie des peines déjà subies excède six mois ;*

— *soit, en cas de condamnation à une peine privative de liberté à perpétuité, avoir subi dix ans de cette peine, ou, en cas*

**VOORONTWERP VAN WET VOORGELEGD
AAN DE RAAD VAN STATE**

Voorontwerp van wet betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoonte-misdadigers, vervangen door de wet van 1 juli 1964

TITEL I

Algemene bepalingen

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid zoals bepaald in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Voor de toepassing van deze wet verstaat men onder :

— *De minister : de minister van Justitie.*

— *De commissie : de commissie voor de voorwaardelijke invrijheidstelling ingesteld door de wet van ... tot instelling van de commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling*

Art. 3

Personen die tot één of meer vrijheidsberovende straffen veroordeeld zijn, kunnen voorwaardelijk in vrijheid worden gesteld, op de wijze en onder de voorwaarden bepaald in deze wet.

TITEL II

De toekenning van de voorwaardelijke invrijheidstelling

HOOFDSTUK I

Voorwaarden

Art. 4

Om in aanmerking te komen voor voorwaardelijke invrijheidstelling, moeten de volgende voorwaarden cumulatief vervuld zijn :

1^o de veroordeelde tot één of meer vrijheidsberovende straffen moet :

— *hetzij, één derde van deze straffen hebben ondergaan, voor zover de duur van het reeds ondergane gedeelte van de straffen meer dan drie maanden is ;*

— *hetzij, ingeval in het vonnis of arrest van veroordeling werd vastgesteld dat de veroordeelde zich in staat van wettelijke herhaling bevond, twee derden van deze straffen hebben ondergaan, beperkt tot een maximum van veertien jaar, voor zover de duur van het reeds ondergane gedeelte van de straffen meer dan zes maanden is ;*

— *hetzij, ingeval van een veroordeling tot een levenslange vrijheidsberovende straf, tien jaar van deze straf hebben onder-*

de jugement ou d'arrêt de condamnation ayant prononcé la même peine et constaté que le condamné se trouvait en état de récidive légale, avoir subi quatorze ans de ladite peine;

2° le condamné doit pouvoir présenter un programme de reclassement duquel apparaît sa volonté et son effort de réinsertion dans la société;

3° Il ne peut y avoir de contre-indications sérieuses impliquant un risque sérieux pour la société ou faisant raisonnablement obstacle à la réinsertion sociale du condamné; ces contre-indications se rapportent:

- aux possibilités de réinsertion du condamné;
- à la personnalité du condamné;
- au comportement du condamné pendant sa détention;
- au risque de voir l'intéressé commettre de nouvelles infractions;
- à l'attitude du condamné à l'égard des victimes des infractions qui ont donné lieu à sa condamnation.

CHAPITRE 2

Procédure

Art. 5

§ 1^{er}. Trois mois avant que la condition visée à l'article 4, 1^o, ne soit remplie, la conférence du personnel, instituée par le Roi, vérifie, après que le condamné a été entendu, si les conditions visées à l'article 4 sont remplies dans son chef. Elle rend un avis motivé à cet égard.

Copie de cet avis est envoyée à la commission compétente pour la libération conditionnelle du condamné concerné ainsi qu'au ministre.

§ 2. Si la conférence du personnel estime que les conditions pour pouvoir bénéficier de la libération conditionnelle ne sont pas remplies, elle fixe la date à laquelle elle réexaminera le dossier sans que le délai ne puisse excéder six mois.

§ 3. Si la conférence du personnel estime que les conditions pour pouvoir bénéficier de la libération conditionnelle sont remplies, le directeur de l'établissement pénitentiaire rédige une proposition relative à la libération conditionnelle.

Cette proposition comprend:

— le rapport circonstancié du directeur de l'établissement pénitentiaire décrivant la situation en ce qui concerne les conditions de libération conditionnelle;

— l'extrait du casier judiciaire du condamné et l'exposé des faits;

— le cas échéant, le mémoire du conseil de l'intéressé, que le directeur de l'établissement veillera à transmettre à la conférence du personnel au plus tard la veille de la réunion de celle-ci;

— si le condamné subit une peine pour une des infractions visées aux articles 372 à 386ter du Code pénal, accomplies sur des mineurs ou impliquant leur participation, l'avis motivé d'un service spécialisé dans la guidance ou le traitement de délinquants sexuels.

Lorsque la conférence du personnel estime trois fois de suite que les conditions pour pouvoir bénéficier d'une libération

gaan, of, ingeval in het vonnis of arrest van dergelijke veroordeling werd vastgesteld dat de veroordeelde zich in staat van wettelijke herhaling bevond, veertien jaar;

2° de veroordeelde moet een reclasseringsplan kunnen voorleggen waaruit zijn bereidheid en inspanning tot reïntegratie in de samenleving blijkt;

3° er mogen geen ernstige tegenaanwijzingen zijn die een ernstig risico inhouden voor de maatschappij of de reïntegratie van de veroordeelde in de samenleving redelijkerwijze in de weg staan; deze tegenaanwijzingen hebben betrekking op:

- de reclasseringsmogelijkheden van de veroordeelde;
- de persoonlijkheid van de veroordeelde;
- het gedrag van de veroordeelde tijdens de detentie;
- het risico op het plegen van nieuwe strafbare feiten;
- de houding van de veroordeelde tegenover de slachtoffers van de misdrijven waarvoor hij werd veroordeeld.

HOOFDSTUK 2

Procedure

Art. 5

§ 1. Drie maanden voor de voorwaarde bedoeld in artikel 4, 1^o vervuld is, onderzoekt de personeelsconferentie, ingesteld door de Koning, en nadat de veroordeelde is gehoord, of de voorwaarden bedoeld in artikel 4 vervuld zijn in zijn hoofde. Zij brengt hierover een gemotiveerd advies uit.

Een afschrift van dit advies wordt toegezonden aan de commissie die bevoegd is voor de voorwaardelijke invrijheidstelling van de betrokken veroordeelde en aan de minister.

§ 2. Ingeval de personeelsconferentie van oordeel is dat de voorwaarden om in aanmerking te komen voor voorwaardelijke invrijheidstelling niet vervuld zijn, bepaalt zij de datum waarop zij het dossier opnieuw zal onderzoeken zonder dat het uitstel meer dan zes maanden mag bedragen.

§ 3. Ingeval de personeelsconferentie van oordeel is dat de voorwaarden om in aanmerking te komen voor voorwaardelijke invrijheidstelling vervuld zijn, stelt de directeur van de strafinrichting een voorstel inzake voorwaardelijke invrijheidstelling op.

Dit voorstel omvat:

— het omstandig verslag van de directeur van de strafinrichting waarin de toestand inzake de voorwaarden voor de voorwaardelijke invrijheidstelling wordt weergegeven;

— het uittreksel uit het strafregister van de veroordeelde en de uitzetting der feiten;

— in voorkomend geval, de memorie van de raadsman van betrokkene, door tussenkomst van de directeur van de inrichting uiterlijk op de vooravond van haar vergadering voorgelegd aan de personeelsconferentie;

— indien de veroordeelde een straf ondergaat voor één van de misdrijven bedoeld in de artikelen 372 tot 386ter van het strafwetboek, en gepleegd op de persoon van minderjarigen of met hun deelneming, het gemotiveerd advies van een dienst die in de begeleiding of de behandeling van seksuele delinquenten is gespecialiseerd.

Ingeval de personeelsconferentie drie opeenvolgende malen van oordeel is dat de voorwaarden om in aanmerking te komen

conditionnelle ne sont pas remplies, le directeur de l'établissement pénitentiaire rédige néanmoins, sur demande du détenu, une proposition relative à la libération conditionnelle.

§ 4. *Dans les dix jours après que la conférence du personnel a émis son avis, le directeur communique la proposition au ministre et au parquet qui a exercé les poursuites. Le ministère public fait parvenir au ministre, dans le mois qui suit la réception de la proposition, son avis motivé quant au fait de savoir si la condition visée à l'article 4, 3^o, est rempli. Dans les cas prévus par le Roi, il recueille en outre à cet effet des informations concernant les éventuelles conditions particulières à établir dans l'intérêt des victimes auxquelles la libération conditionnelle peut être subordonnée.*

§ 5. *Dans les deux mois de la réception de la proposition du directeur de l'établissement pénitentiaire, le ministre transmet cette proposition avec son avis et celui du ministère public à la commission compétente.*

Art. 6

§ 1^{er}. *L'examen de la proposition relative à la libération conditionnelle a lieu à la première séance utile de la commission compétente après réception du dossier envoyé par le ministre. En principe, cet examen a lieu dans l'établissement pénitentiaire où le condamné subit sa peine. Ledit examen n'est pas public.*

§ 2. *Le dossier est tenu pendant au moins quatre jours à la disposition du condamné et de son conseil pour consultation dans l'établissement pénitentiaire où le condamné subit sa peine.*

§ 3. *Avant de statuer sur la libération conditionnelle, la commission entend le condamné et, le cas échéant, son conseil, le ministère public et le directeur de l'établissement pénitentiaire.*

La victime, pour autant qu'il s'agisse d'une personne physique qu'elle ait de plus un intérêt légitime et direct, est entendue, si elle le demande à propos des conditions à imposer dans son intérêt. Elle peut en outre se faire assister par son conseil, une personne mandatée par une autorité ou par une personne mandatée par une association agréée et subventionnée à cet effet par l'autorité.

La commission peut décider d'entendre également d'autres personnes.

§ 4. *Dans les quinze jours suivant les débats la commission délibère sur la libération conditionnelle. Seuls les membres de la commission et le secrétaire sont présents à cette délibération.*

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Toutefois, les décisions de libération doivent être prises à l'unanimité dans les cas suivants:

— *si l'intéressé a été condamné pour un ou plusieurs faits à une seule peine de dix ans ou plus de réclusion, de détention ou d'emprisonnement correctionnel; ou*

— *si l'intéressé a subi moins de la moitié des peines privatives de liberté auxquelles il a été condamné.*

La décision est dans tous les cas motivée.

§ 5. *Si la commission décide d'octroyer la libération conditionnelle au condamné, elle soumet cette libération à la condition générale que l'intéressé ne peut commettre de nouvelles infractions. En outre, elle soumet la libération à des conditions particulières.*

voor voorwaardelijke invrijheidsstelling niet vervuld waren, maakt de directeur van de strafinrichting, en dit op verzoek van de gedetineerde, alsnog een voorstel inzake voorwaardelijke invrijheidstelling op.

§ 4. *Binnen de tien dagen nadat de personeelsconferentie haar advies heeft uitgebracht, maakt de directeur het voorstel over aan de minister en aan het parket dat de vervolging heeft uitgeoefend. Het openbaar ministerie maakt binnen de maand na ontvangst van het voorstel zijn gemotiveerd advies over aan de minister betreffende het vervuld zijn van de voorwaarden bedoeld in artikel 4, 3^o. In de door de Koning bepaalde gevallen wint het daartoe bovendien inlichtingen in over de mogelijke slachtoffergerichte bijzondere voorwaarden waaraan de voorwaardelijke invrijheidstelling kan worden onderworpen.*

§ 5. *Binnen de twee maanden na ontvangst van het voorstel van de directeur van de strafinrichting maakt de minister dit voorstel samen met zijn advies en het advies van het openbaar ministerie over aan de bevoegde commissie.*

Art. 6

§ 1. *De behandeling van het voorstel inzake voorwaardelijke invrijheidstelling vindt plaats op de eerste nuttige zitting van de bevoegde commissie na ontvangst van het dossier vanwege de minister. In beginsel vindt de behandeling plaats in de strafinrichting waar de veroordeelde zijn straf ondergaat. De behandeling is niet openbaar.*

§ 2. *Het dossier wordt gedurende ten minste vier dagen voor inzage ter beschikking gesteld van de veroordeelde en zijn raadsman in de strafinrichting waar de veroordeelde zijn straf ondergaat.*

§ 3. *Alvorens een beslissing te nemen over de voorwaardelijke invrijheidstelling, hoort de commissie de veroordeelde, en in voorkomend geval zijn raadsman, het openbaar ministerie en de directeur van de strafinrichting.*

Het slachtoffer, voor zover het een natuurlijk persoon is en een legitiem en direct belang heeft daarbij, wordt, zo het daarom verzoekt, gehoord met betrekking tot slachtoffergerichte voorwaarden. Het kan zich daarbij laten bijstaan door zijn raadsman, door de gemachtigde van een overheid, of door een gemachtigde van een door de overheid hiertoe erkende en gesubsidieerde overheid.

De commissie kan beslissen eveneens andere personen te horen.

§ 4. *Binnen de vijftien dagen na de debatten beraadslaagt de commissie over de voorwaardelijke invrijheidstelling. Hierbij zijn enkel de leden van de commissie en de secretaris aanwezig.*

De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen.

Voor de beslissingen tot invrijheidstelling is evenwel unanimité vereist in volgende gevallen:

— *indien de betrokkene werd veroordeeld voor een of meer feiten tot één enkele straf van tien jaar of meer opsluiting, hechtenis of correctionele straf; of*

— *indien de betrokkene minder dan de helft van de vrijheidsberovende straffen waartoe hij werd veroordeeld, heeft ondergaan.*

De beslissing wordt in elk geval gemotiveerd.

§ 5. *Ingeval de commissie beslist tot de voorwaardelijke invrijheidstelling van de veroordeelde, onderwerpt zij de invrijheidstelling aan de algemene voorwaarde dat de betrokkene geen nieuwe strafbare feiten mag plegen. Bovendien onderwerpt zij de invrijheidstelling aan bijzondere voorwaarden.*

Ces conditions particulières se rapportent à la réinsertion sociale du condamné, à la défense sociale et aux intérêts de la victime. Ces conditions sont adaptées de manière spécifique à la personne du condamné et à la situation sociale dans laquelle il va se trouver.

Si le condamné subit une peine pour une des infractions visées aux articles 372 à 386ter du Code pénal, accomplies sur des mineurs ou impliquant leur participation, la libération doit être subordonnée à la condition de suivre une guidance ou un traitement dans un service spécialisé dans la guidance ou le traitement de délinquants sexuels.

La libération n'est accordée que si le condamné accepte les conditions auxquelles la commission soumet cette libération.

§ 6. Si la commission rejette la proposition relative à la libération conditionnelle, elle fixe la date à partir de laquelle le dossier du condamné peut être réexaminé par la conférence du personnel. Ce délai ne peut excéder 6 mois à compter de la décision de la commission lorsque le condamné subit une ou plusieurs peines correctionnelles d'emprisonnement principal dont le total ne dépasse pas 5 ans. Ce délai est de maximum 1 an en cas de peines criminelles ou lorsque le total des peines correctionnelles d'emprisonnement principal est supérieur à 5 ans.

§ 7. La commission peut remettre une seule fois l'examen de la proposition à une séance ultérieure, sans toutefois que cette séance ne puisse avoir lieu plus de 2 mois après la remise.

§ 8. Dans les 48 heures, la décision est portée à la connaissance du ministère public auprès de la commission, du ministre et du directeur de l'établissement pénitentiaire. Dans le même délai, le condamné est informé par remise d'une copie de la décision par le directeur de l'établissement pénitentiaire.

En cas d'octroi de la libération conditionnelle, la commission en informe la victime, à sa demande, et lui communique les conditions qui garantissent ses intérêts.

Art. 7

Si la commission décide la libération du condamné, elle fixe le moment où cette décision devient exécutoire.

CHAPITRE 3

Contrôle

Art. 8

§ 1^{er}. Après que le condamné a marqué son accord sur la libération conditionnelle et sur toutes les conditions qui lui sont imposées, un permis de libération lui est délivré par le directeur de l'établissement pénitentiaire.

§ 2. Si la commission ordonne la libération conditionnelle du condamné, elle détermine le contrôle à exercer sur le libéré conditionnel et sur le respect des conditions qui lui sont imposées.

Sans préjudice de l'application de l'article 20 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, le ministère public est chargé de ce contrôle.

Le libéré conditionnel est en outre soumis à une tutelle sociale, qui est exercée par les services du ministère de la Justice qui en

Deze bijzondere voorwaarden hebben betrekking op de sociale reïntegratie van de veroordeelde, op de bescherming van de maatschappij en op de belangen van het slachtoffer. Ze zijn specifiek aangepast aan de persoon van de veroordeelde en de sociale situatie waarin hij zal terechtkomen.

Indien de veroordeelde een straf ondergaat voor één van de misdrijven bedoeld in de artikelen 372 tot 386ter van het Strafwetboek, en gepleegd op de persoon van minderjarigen of met hun deelneming, dan moet aan de invrijheidstelling de voorwaarde worden verbonden van het volgen van een begeleiding of een behandeling bij een dienst die in de begeleiding of de behandeling van seksuele delinquenten is gespecialiseerd.

De invrijheidstelling wordt enkel verleend, indien de veroordeelde instemt met de voorwaarden waaraan de commissie deze invrijheidstelling onderwerpt.

§ 6. Ingeval de commissie het voorstel inzake voorwaardelijke invrijheidstelling afwijst, bepaalt zij de datum vanaf wanneer het dossier van de veroordeelde opnieuw kan worden onderzocht door de personeelsconferentie. Deze termijn mag niet langer zijn dan 6 maanden te rekenen vanaf de beslissing van de commissie ingeval de veroordeelde één of meer correctionele hoofdgevangenisstraffen ondergaat die samen niet meer dan vijf jaar bedragen. Die termijn is maximum 1 jaar in geval van criminele straffen of als het geheel van de correctionele hoofdgevangenisstraffen meer dan vijf jaar bedraagt.

§ 7. De commissie kan de behandeling van het voorstel éénmaal uitstellen tot een latere zitting, zonder dat die zitting evenwel meer dan 2 maanden later mag plaatsvinden.

§ 8. De beslissing wordt binnen de 48 uren ter kennis gebracht van het openbaar ministerie bij de commissie, van de minister en van de directeur van de strafinrichting. Binnen dezelfde termijn wordt aan de veroordeelde kennis gegeven door afgifte van een afschrift van de beslissing door de directeur van de strafinrichting.

Ingeval de voorwaardelijke invrijheidstelling wordt verleend, deelt de commissie dit feit en de slachtoffergerichte voorwaarden, op zijn verzoek, aan het slachtoffer mee.

Art. 7

Indien de commissie beslist tot de invrijheidstelling van de veroordeelde, bepaalt zij het ogenblik waarop deze beslissing uitvoerbaar wordt.

HOOFDSTUK 3

Toezicht

Art. 8

§ 1. Nadat de veroordeelde zich heeft akkoord verklaard met de voorwaardelijke invrijheidstelling en alle hem opgelegde voorwaarden, wordt hem een verlofpas uitgereikt door de directeur van de strafinrichting.

§ 2. Ingeval de commissie de voorwaardelijke invrijheidstelling van de veroordeelde gelast, bepaalt zij de nadere regels met betrekking tot het toezicht op de voorwaardelijk invrijheidgestelde en de naleving van de hem opgelegde voorwaarden.

Onverminderd de toepassing van artikel 20 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, is het openbaar ministerie belast met dit toezicht.

De voorwaardelijk invrijheidgestelde wordt tevens onderworpen aan een sociale voogdij, die wordt uitgeoefend door de daar-

sont chargés. Cette tutelle permet de garantir la guidance et l'appui en vue de la réinsertion sociale, et assure le contrôle du respect des conditions imposées. Dans le mois qui suit la libération, le tuteur fait rapport à la commission sur le libéré conditionnel, et ensuite chaque fois qu'il l'estime utile, que la commission l'y invite, et au moins une fois tous les six mois. Le cas échéant, il propose les mesures qu'il juge nécessaires.

§ 3. La commission peut préciser les conditions imposées ou les adapter aux circonstances, sans pouvoir les renforcer ou imposer des conditions supplémentaires, sans préjudice de l'application de l'article 13.

CHAPITRE 4

Libération définitive

Art. 9

Le condamné est définitivement mis en liberté lorsqu'aucune révocation n'est intervenue, conformément aux dispositions du titre III, chapitre 1, avant l'expiration d'un délai d'épreuve égal à la durée de la peine privative de liberté qu'il devait encore subir au jour où la décision relative à la libération conditionnelle a été prise. Toutefois, ce délai d'épreuve ne peut être inférieur à deux ans.

Le délai d'épreuve est d'au moins cinq ans et de dix ans au plus en cas de condamnation à une peine criminelle à temps ou à une ou plusieurs peines correctionnelles dont le total excède cinq ans d'emprisonnement principal.

Le délai d'épreuve est de dix ans en cas de condamnation à une peine privative de liberté à perpétuité.

TITRE III

Révocation et révision de la libération conditionnelle

CHAPITRE 1^{er}

Révocation

Art. 10

La libération conditionnelle peut être révoquée par la commission dans les cas suivants :

1^o lorsque l'intéressé a commis de nouvelles infractions ou lorsque les conditions particulières prévues dans la décision de la commission qui a statué sur la libération conditionnelle ne sont pas respectées;

2^o lorsqu'il est constaté dans une condamnation passée en force de chose jugée que le libéré conditionnel a commis un crime ou un délit avant l'expiration du délai d'épreuve.

Art. 11

§ 1^{er}. En cas de révocation, le libéré conditionnel est immédiatement réincarcéré pour subir la partie de la peine privative de liberté non encore subie au moment où la libération conditionnelle a été octroyée.

mee belaste diensten van het ministerie van Justitie. Deze voorgedij laat toe de begeleiding en steun met het oog op de sociale reïntegratie te waarborgen, en verzekert het toezicht op de naleving van de opgelegde voorwaarden. De voorgedij brengt binnen de maand na de invrijheidstelling verslag uit aan de commissie over de voorwaardelijk invrijheidgestelde, en verder telkens hij het nuttig acht, telkens de commissie hem hierom verzoekt, en ten minste om de zes maanden. Hij stelt, in voorkomend geval, de maatregelen voor die hij nodig acht.

§ 3. De commissie kan de opgelegde voorwaarden opschorten, nader omschrijven of aanpassen aan de omstandigheden, zonder dat zij evenwel de opgelegde voorwaarden kan verscherpen of bijkomende voorwaarden opleggen, onverminderd de toepassing van artikel 13.

HOOFDSTUK 4

Definitieve invrijheidstelling

Art. 9

De veroordeelde is definitief in vrijheid gesteld, wanneer geen herroeping, overeenkomstig de bepalingen van titel III, hoofdstuk 1, plaatsvindt voordat een proeftijd is verstreken die gelijk is aan de duur van de vrijheidsberovende straf die hij nog moest ondergaan op de dag dat de beslissing betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling is genomen. Die proeftijd kan evenwel niet korter zijn dan twee jaar.

De proeftijd is ten minste vijf jaar en maximaal tien jaar ingeval van veroordeling tot een tijdelijke criminele straf of tot één of meer correctionele straffen die samen vijf jaar hoofdgevangenisstraf te boven gaan.

De proeftijd bedraagt tien jaar ingeval van veroordeling tot een levenslange vrijheidsstraf.

TITEL III

De herroeping en de herziening van de voorwaardelijke invrijheidstelling

HOOFDSTUK 1

Herroeping

Art. 10

De voorwaardelijke invrijheidstelling kan door de commissie worden herroepen in de volgende gevallen :

1^o indien de betrokkene nieuwe strafbare feiten heeft gepleegd of indien de bijzondere voorwaarden bepaald in de beslissing van de commissie die uitspraak heeft gedaan over de voorwaardelijke invrijheidstelling, niet worden geëerbiedigd;

2^o indien in een in kracht van gewijsde gegane veroordeling wordt vastgesteld dat de voorwaardelijk invrijheidgestelde een misdaad of een wanbedrijf heeft gepleegd vóór het verstrijken van de proeftijd.

Art. 11

§ 1. Ingeval van herroeping, wordt de voorwaardelijk invrijheidgestelde onmiddellijk opnieuw opgesloten teneinde het gedeelte van de vrijheidsberovende straf te ondergaan dat op het ogenblik van de voorwaardelijke invrijheidstelling nog niet ondergaan was.

§ 2. Dans le cas visé à l'article 10, 2^o, la révocation est censée avoir débuté le jour où le crime ou le délit a été commis.

Art. 12

§ 1^{er}. Dans les cas visés à l'article 10, la commission peut ordonner la suspension de la libération conditionnelle.

§ 2. En cas de suspension, le condamné est immédiatement réincarcéré. Les jours de privation de liberté sont imputés sur la partie de la peine encore à subir.

§ 3. En cas de suspension, la réincarcération ne peut durer plus de deux mois. Dans ce délai, la commission révoque la libération conditionnelle, ou lève la suspension de la libération conditionnelle. Dans ce dernier cas, la libération conditionnelle peut être révisée conformément aux dispositions de l'article 13.

CHAPITRE 2

Révision

Art. 13

§ 1^{er}. Si les conditions prévues à l'article 10 sont remplies, mais que la commission estime que la révocation n'est pas nécessaire dans l'intérêt de la société, de la victime ou de la réinsertion sociale du libéré conditionnel, la commission peut réviser la libération conditionnelle. Dans ce cas, la commission peut renforcer les conditions imposées ou imposer des conditions supplémentaires. La libération conditionnelle est toutefois révoquée, lorsque le libéré conditionnel n'accepte pas les nouvelles conditions qui lui sont imposées.

§ 2. Lorsque la commission décide de renforcer les conditions imposées ou d'imposer des conditions supplémentaires, elle fixe le moment où cette décision devient exécutoire.

CHAPITRE 3

Procédure

Art. 14

§ 1^{er}. Si la commission estime qu'elle doit prendre une décision en ce qui concerne la révocation ou la révision de la libération conditionnelle, elle convoque le libéré conditionnel par lettre recommandée à la poste au moins dix jours avant la date de l'examen du dossier.

Cet examen n'est pas public.

§ 2. Le dossier est tenu au moins quatre jours à la disposition du condamné et de son conseil pour consultation dans l'établissement pénitentiaire où se tiendra la séance de la commission.

§ 3. Avant de statuer, la commission entend le ministère public et, pour autant qu'il soit présent, le condamné, qui peut se faire assister par son conseil.

Elle peut décider d'entendre également d'autres personnes.

§ 4. La commission délibère sur la révocation ou la révision dans les quinze jours suivant les débats. Seuls les membres de la commission et le secrétaire sont présents à cette délibération.

§ 2. In het geval bedoeld in artikel 10, 2^o, wordt de herroeping geacht te zijn ingegaan op de dag waarop die misdaad of dat wanbedrijf is gepleegd.

Art. 12

§ 1. In de gevallen bedoeld in artikel 10, kan de commissie de schorsing gelasten van de voorwaardelijke invrijheidstelling.

§ 2. Ingeval van schorsing, wordt de veroordeelde onmiddellijk opnieuw opgesloten. De dagen vrijheidsberoving worden aangerekend op het gedeelte van de straf dat nog moet worden ondergaan.

§ 3. De wederopsluiting ingeval van schorsing mag niet langer duren dan twee maanden. Binnen deze termijn herroept de commissie de voorwaardelijke invrijheidstelling, ofwel heft zij de schorsing van de voorwaardelijke invrijheidstelling op. In dit laatste geval kan de voorwaardelijke invrijheidstelling worden herzien, overeenkomstig artikel 13.

HOOFDSTUK 2

Herziening

Art. 13

§ 1. Indien de voorwaarden bepaald in artikel 10 vervuld zijn, maar de commissie van oordeel is dat de herroeping niet noodzakelijk is in het belang van de maatschappij, van het slachtoffer of van de sociale reïntegratie van de voorwaardelijk invrijheidgestelde, kan de commissie de voorwaardelijke invrijheidstelling herzien. In dit geval kan de commissie de opgelegde voorwaarden verscherpen of bijkomende voorwaarden opleggen. De invrijheidstelling wordt evenwel herroepen, indien de voorwaardelijk invrijheidgestelde niet instemt met de nieuw opgelegde voorwaarden.

§ 2. Indien de commissie beslist de opgelegde voorwaarden te verscherpen of bijkomendevoorwaarden op te leggen, bepaalt zij het ogenblik waarop deze beslissing uitvoerbaar wordt.

HOOFDSTUK 3

Procedure

Art. 14

§ 1. Indien de commissie van oordeel is dat zij een beslissing moet nemen inzake de herroeping of de herziening van de voorwaardelijke invrijheidstelling, wordt de voorwaardelijk invrijheidgestelde bij ter post aangetekend schrijven opgeroepen minstens tien dagen vóór de datum van behandeling.

De behandeling is niet openbaar.

§ 2. Het dossier wordt ten minste vier dagen voor inzage ter beschikking gesteld van de veroordeelde en zijn raadsman in de strafinrichting waar de zitting van de commissie zal plaatsvinden.

§ 3. Alvorens een beslissing te nemen hoort de commissie het openbaar ministerie en, voor zover deze aanwezig is, de veroordeelde, die zich kan laten bijstaan door zijn raadsman.

Zij kan beslissen eveneens andere personen te horen.

§ 4. Binnen de vijftien dagen na de debatten beraadslaagt de commissie over de herroeping of de herziening. Hierbij zijn enkel de leden van de commissie en de secretaris aanwezig.

La décision est motivée.

§ 5. Dans les 48 heures, la décision est portée à la connaissance, par lettre recommandée à la poste, de l'intéressé, du ministère public auprès de la commission, du ministre et du directeur de l'établissement pénitentiaire. Si l'intéressé est privé de sa liberté, il en est informé par remise d'une copie de la décision par le directeur de l'établissement pénitentiaire.

CHAPITRE 4

Arrestation provisoire

Art. 15

Dans les cas visés à l'article 10, l'arrestation provisoire du libéré conditionnel peut être ordonnée par le procureur du Roi près le tribunal dans le ressort duquel il se trouve ou, s'il s'agit d'un militaire en service actif, par l'auditeur militaire, à charge d'en donner immédiatement avis à la commission compétente.

Dans le mois, la commission statue sur la révocation ou la révision.

En cas de révocation, son effet remonte au jour de l'arrestation provisoire.

TITRE IV

Dispositions finales

Art. 16

L'interdiction légale est suspendue et la prescription des peines ne court pas lorsque le condamné est en liberté en vertu d'une décision de libération non révoquée.

La prescription ne peut être invoquée dans le cas visé à l'article 10, 2^o.

En cas de révocation, l'état d'interdiction légale n'est réinstauré qu'au moment où le condamné est privé de sa liberté pour exécuter sa peine.

Art. 17

§ 1^{er}. Les décisions de la commission favorables ou non à l'octroi, à la révocation ou à la révision sont susceptibles de pourvoi en cassation.

§ 2. Si la commission octroie la libération conditionnelle conformément à l'article 6, §5, le pourvoi en cassation est suspensif.

Dans ce cas, le pourvoi en cassation doit être introduit dans un délai de vingt-quatre heures à compter du jour où la décision a été notifiée au ministère public.

Le dossier est envoyé au greffier de la Cour de cassation dans les quarante-huit heures à compter du pourvoi en cassation.

La Cour de cassation statue dans les trente jours à compter du pourvoi en cassation, le condamné étant pendant ce temps maintenu en détention.

De beslissing wordt gemotiveerd.

§ 5. De beslissing wordt binnen de 48 uren bij ter post aangetekend schrijven ter kennis gebracht van de betrokkene, aan het openbaar ministerie bij de commissie, aan de minister en aan de directeur van de strafinrichting. Indien de betrokkene van zijn vrijheid beroofd is, wordt hem kennis gegeven door afgifte van een afschrift van de beslissing door de directeur van de strafinrichting.

HOOFDSTUK 4

Voorlopige aanhouding

Art. 15

In de gevallen bedoeld in artikel 10, kan de voorlopige aanhouding van de voorwaardelijk invrijheidgestelde worden bevolen door de procureur des Konings bij de rechtbank in wier rechtsgebied hij zich bevindt of, indien het om een militair in actieve dienst gaat, door de krijgsauditeur, onder de verplichting om daarvan onmiddellijk de bevoegde commissie in kennis te stellen.

Binnen de maand neemt de commissie een beslissing inzake de herroeping of de herziening.

Ingeval van herroeping, heeft deze uitwerking vanaf de dag van de voorlopige aanhouding.

TITEL IV

Slotbepalingen

Art. 16

De wettelijke onbekwaamheid is geschorst en de verjaring van de straffen loopt niet wanneer de veroordeelde in vrijheid is krachtens een niet herroepen beslissing tot invrijheidstelling.

Verjaring kan niet worden ingeroepen in het geval bedoeld in artikel 10, 2^o.

In geval van herroeping gaat de staat van wettelijke onbekwaamheid slechts opnieuw in op het ogenblik dat de veroordeelde van zijn vrijheid is beroofd met het oog op de tenuitvoerlegging van de straf.

Art. 17

§ 1. Tegen de beslissingen van de commissie om al dan niet de voorwaardelijke invrijheidstelling toe te kennen, te herroepen of te herzien, staat cassatieberoep open.

§ 2. Ingeval de commissie de voorwaardelijke invrijheidstelling toekent overeenkomstig artikel 6, § 5, heeft het cassatieberoep schorsende kracht.

Het cassatieberoep dient dan ingesteld binnen een termijn van vierentwintig uren die begint te lopen vanaf de dag waarop de beslissing aan het openbaar ministerie werd betekend.

Het dossier wordt binnen de achtenveertig uren te rekenen vanaf het cassatieberoep aan de griffier van het Hof van Cassatie toegestuurd.

Het Hof van Cassatie beslist binnen de dertig dagen te rekenen van het instellen van het cassatieberoep terwijl de veroordeelde inmiddels opgesloten blijft.

Après un arrêt de cassation avec renvoi, la commission statue dans les trente jours à compter du prononcé de cet arrêt, le condamné restant pendant ce temps en détention.

Art. 18

§ 1^{er}. L'intitulé de la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1^{er} juillet 1964, est remplacé par l'intitulé suivant: «Loi de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et des auteurs de certains délits sexuels.»

§ 2. Dans l'intitulé du chapitre VII de la même loi, les termes «et des délinquants d'habitude» sont remplacés par les termes «, des délinquants d'habitude et des auteurs de certains délits sexuels.»

§ 3. Un article 23bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi:

«Art. 23bis. — La personne condamnée sur la base des articles 372, 373, alinéas 2 et 3, 375, 376, 377, alinéas 1 et 2 ainsi que 4 à 6, du Code pénal peut, par jugement ou arrêt de condamnation, être mise à la disposition du gouvernement pendant une période de maximum dix ans à l'expiration de sa peine si celle-ci est supérieure à un an sans sursis.

En cas de deuxième condamnation à une peine de plus d'un an sans sursis pour une des infractions visées à l'alinéa précédent, commis pendant le délai prévu à l'article 56 du Code pénal, la personne condamnée peut être mise à la disposition du gouvernement pendant une période de maximum vingt ans à l'expiration de sa peine.»

Art. 19

La loi du 31 mai 1888 établissant la libération conditionnelle dans le système pénal est abrogée.

Art. 20

La présente loi entre en vigueur à la date déterminée dans les arrêtés pris par le Roi en exécution de cette loi, le même jour que la loi du ... instituant les commissions de libération conditionnelle.

Na een cassatiearrest met verwijzing, neemt de commissie binnen de dertig dagen te rekenen van de uitspraak van het Hof van Cassatie een beslissing terwijl de veroordeelde inmiddels opgesloten blijft.

Art. 18

§ 1. Het opschrift van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen door de wet van 1 juli 1964, wordt vervangen door het volgende opschrift: «Wet tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen, gewoontemisdadigers en plegers van bepaalde seksuele misdrijven».

§ 2. In het opschrift van hoofdstuk VII van dezelfde wet worden de woorden «en gewoontemisdadigers» vervangen door «, gewoontemisdadigers en plegers van bepaalde seksuele misdrijven».

§ 3. In dezelfde wet wordt een nieuw artikel 23bis ingevoegd, luidende als volgt:

«Art. 23bis. — De veroordeelde op basis van artikel 372, 373 tweede en derde lid, 375, 376, 377 eerste en tweede lid, en vierde tot zesde van het strafwetboek kan, bij het vonnis of het arrest van veroordeling, ter beschikking van de regering worden gesteld gedurende een termijn van maximum tien jaar na afloop van zijn straf indien deze meer dan 1 jaar zonder uitstel bedraagt.

Ingeval van een tweede veroordeling tot een straf van meer dan 1 jaar zonder uitstel wegens een van de in het vorige lid genoemde misdrijven, gepleegd binnen een termijn bepaald bij artikel 56 van het Strafwetboek, kan hij gedurende een termijn van maximum twintig jaar ter beschikking worden gesteld van de regering na afloop van zijn straf.»

Art. 19

De wet van 31 mei 1888 tot invoering van de voorwaardelijke invrijheidstelling in het strafstelsel wordt opgeheven.

Art. 20

Deze wet treedt in werking op de datum bepaald in de besluiten door de Koning ter uitvoering van deze wet genomen, op dezelfde dag als de wet van ... tot instelling van de commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling.

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le ministre de la Justice, le 13 décembre 1996, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet de loi «relatif à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1^{er} juillet 1964», a donné le 12 février 1997 l'avis suivant:

OBJET DU PROJET

Le ministre de la Justice soumet à l'avis de la section de législation du Conseil d'État deux projets de lois tendant, principalement, à la réforme du régime de la libération conditionnelle des personnes condamnées à une ou plusieurs peines privatives de liberté.

L'innovation centrale des textes en projet consiste en la création de commissions de libération conditionnelle, lesquelles seront appelées, en qualité de juridictions administratives, à exercer les missions qui, dans la procédure actuelle, sont dévolues au pouvoir exécutif.

Ces commissions se voient confier la responsabilité d'accorder ou de refuser la libération conditionnelle d'un détenu, sur le vu de l'avis de la conférence du personnel, de la proposition du directeur de la prison et des avis du parquet et du ministre de la Justice et, le cas échéant, d'un service spécialisé dans la guidance des délinquants sexuels. Les commissions sont également compétentes pour soumettre la libération à des conditions particulières, pour en contrôler le respect, pour suspendre ou révoquer la libération intervenue ou, s'il échet, pour en réviser les conditions.

OBSERVATION PRÉALABLE

Compte tenu de l'observation formulée sous l'article 1^{er}, les deux projets de loi, qui sont relatifs à l'organisation, aux attributions et au fonctionnement des commissions de libération conditionnelle doivent, en raison de leur indivisibilité, être fusionnés.

EXAMEN DU PROJET**Dispositif****Article premier**

En vertu de l'article 77, 3^o, de la Constitution et du commentaire qu'en a donné la section de législation du Conseil d'État(1), les lois visées par les articles 145 et 146 de la Constitution doivent faire l'objet de la procédure bicamérale égalitaire. Le projet ayant notamment pour objet la création de juridictions administratives, il convient de le soumettre à ce type de procédure.

Il s'ensuit que les articles 5, 6, 7, 8, § 2, alinéa 1^{er}, 8, § 3, 10, 12, 13, 14, 15, alinéa 2, et 17, § 2, alinéa 5, qui ont trait à ces matières relèvent de l'article 77, 3^o, de la Constitution et doivent en conséquence faire l'objet d'une procédure législative bicamérale intégrale.

(1) Avis L. 24.111/A.G., donné le 11 septembre et le 10 octobre 1995, sur un projet de loi «modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Doc. Ch., 1995-1996, n^o 364/1).

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 13 december 1996 door de minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van wet «betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen door de wet van 1 juli 1964», heeft op 12 februari 1997 het volgend advies gegeven:

ONDERWERP VAN HET ONTWERP

De minister van Justitie legt de afdeling wetgeving van de Raad van State ter fine van advies twee wetsontwerpen voor die hoofdzakelijk strekken tot het hervormen van de regeling inzake de voorwaardelijke invrijheidstelling van personen die veroordeeld zijn tot een of meer vrijheidsbenemende straffen.

De voornaamste innovatie die de ontworpen teksten aanbrenge, bestaat in de oprichting van commissies voor voorwaardelijke invrijheidstelling, die als administratieve rechtscolleges de taken zullen moeten uitvoeren die, in de huidige procedure, de uitvoerende macht ten deel vallen.

Die commissies wordt de verantwoordelijkheid opgedragen om de voorwaardelijke invrijheidstelling van een gedetineerde toe te staan of te weigeren, op grond van het advies van het personeelscollege, het voorstel van de gevangenisdirecteur en de adviezen van het parket en van de minister van Justitie en, in voorkomend geval, van een dienst gespecialiseerd in de begeleiding van seksuele delinquenten. De commissies zijn tevens bevoegd om aan de invrijheidstelling bijzondere voorwaarden te verbinden, de inachtneming ervan te controleren, de verleende invrijheidstelling te schorsen of te herroepen of, indien er aanleiding toe bestaat, de voorwaarden ervan te herzien.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Gelet op de opmerking die is gemaakt onder artikel 1, moeten beide wetsontwerpen die betrekking hebben op de organisatie, de bevoegdheden en de werkwijze van de commissies voor voorwaardelijke invrijheidstelling, wegens de onsplitsbaarheid ervan worden samengevoegd.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP**Bepalend gedeelte****Artikel 1**

Krachtens artikel 77, 3^o, van de Grondwet en de bespreking ervan door de afdeling wetgeving van de Raad van State(1), moeten de wetten bedoeld in de artikelen 145 en 146 van de Grondwet worden aangenomen volgens de werkwijze van het volledige bicameralisme. Aangezien het ontwerp onder meer ertoe strekt administratieve rechtscolleges op te richten, dient ervoor dat soort van procedure te worden gevolgd.

Daaruit volgt dat de artikelen 5, 6, 7, 8, § 2, eerste lid, 8, § 3, 10, 12, 13, 14, 15, tweede lid, en 17, § 2, vijfde lid, die betrekking hebben op die aangelegenheden, ressorteren onder artikel 77, 3^o, van de Grondwet en bijgevolg op wetgevingsgebied een procedure van volledig bicameralisme moeten doorlopen.

(1) Advies L. 24.111/AG, uitgebracht op 11 september en 10 oktober 1995, over een ontwerp van wet «tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (Gedr. St., 1995-1996, nr. 364/1).

Il en va de même en ce qui concerne l'article 17, § 1^{er}, de la loi en projet, lequel attribue une compétence nouvelle à la Cour de cassation, et qui relève de l'article 77, 9^o, de la Constitution.

Article 2

La disposition doit être omise; lorsque les deux autorités apparaîtront, pour la première fois, dans le texte en projet, il suffira d'écrire: «le ministre de la Justice, ci-après dénommé 'le ministre'»; «la commission de libération conditionnelle, ci-après dénommée 'la commission'».

L'article 5 du projet sera revu en conséquence.

Article 3

L'article doit être inséré dans l'article 4 et en constituer l'alinéa premier.

Le projet utilise tantôt les termes «personnes condamnées» tantôt ceux de «condamné», tantôt ceux d'«intéressé», ou enfin, ceux de «libéré conditionnel». Il est suggéré d'utiliser, dans le projet, le mot «condamné».

CHAPITRE PREMIER

La numérotation des chapitres doit se faire au moyen de chiffres romains.

Il faut écrire: «Chapitre premier. — Des conditions.»

Article 4

1. Dans la phrase liminaire, on écrira:

«Pour qu'une libération conditionnelle puisse être accordée, ...»

2. Aux subdivisions 1^o et 3^o, les tirets doivent être remplacés par a), b) et c), etc.

3. Au deuxième tiret, devenant le b), il faut écrire:

«b) soit (...) avoir subi les deux tiers de ces peines sans que la durée des peines déjà subies excède 14 ans et pour autant que ... (la suite comme au projet);».

4. Le 2^o prévoit que le condamné doit présenter un «programme de reclassement» démontrant sa volonté de réinsertion. La sécurité juridique commande que le contenu de ce programme soit précisé, à tout le moins dans l'exposé des motifs, par exemple dans le domaine de l'éducation ou dans celui de l'apprentissage d'un métier.

5. Le 3^o serait mieux rédigé comme suit:

«3^o Il ne peut y avoir de contre-indications impliquant un risque sérieux pour la société ou faisant raisonnablement obstacle aux conditions de réinsertion sociale du condamné;».

Dit geldt evenzeer voor artikel 17, § 1, van de ontworpen wet, dat het Hof van Cassatie een nieuwe bevoegdheid opdraagt, en valt onder artikel 77, 9^o, van de Grondwet.

Artikel 2

De bepaling moet vervallen; wanneer beide overheden voor het eerst voorkomen in de ontworpen tekst, volstaat het te schrijven: «de minister van Justitie, hierna te noemen «de minister»; «de commissie voor voorwaardelijke invrijheidstelling», hierna te noemen «de commissie».

Artikel 5 van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 3

Het artikel moet worden ingevoegd in artikel 4 en het eerste lid ervan vormen.

In het ontwerp worden nu eens de woorden «personen die veroordeeld zijn», dan weer de woorden «veroordeelde», of «betrokkene» of ten slotte de woorden «voorwaardelijk invrijheidgestelde» gebruikt. Voorgesteld wordt in het ontwerp het woord «veroordeelde» te gebruiken.

HOOFDSTUK I

De hoofdstukken moeten genummerd worden met Romeinse cijfers.

Men schrijve: «Hoofdstuk I. — Voorwaarden.»

Artikel 4

1. In de inleidende zin schrijve men:

«Een voorwaardelijke invrijheidstelling kan alleen worden verleend, indien tegelijk wordt voldaan aan de volgende voorwaarden:».

2. In de onderdelen 1^o en 3^o moeten de streepjes vervangen worden door a), b) en c), enz.

3. De bepaling naast het tweede streepje, dat b) wordt, zou beter als volgt worden gesteld:

«b) hetzij, indien in het vonnis of in het arrest van veroordeling is vastgesteld dat de veroordeelde zich in staat van wettelijke herhaling bevond, twee derde van die straffen hebben ondergaan zonder dat de duur van de reeds ondergane straffen meer dan 14 jaar bedraagt en voor zover de duur van het reeds ondergane gedeelte van de straffen meer dan zes maanden bedraagt;».

4. Onderdeel 2^o bepaalt dat de veroordeelde een «reclaseringsplan» moet voorleggen waaruit zijn bereidheid tot reïntegratie blijkt. De rechtszekerheid vereist dat de inhoud van dat programma wordt gepreciseerd, op z'n minst in de memorie van toelichting, bijvoorbeeld op het gebied van opvoeding of het aanleren van een beroep.

5. Onderdeel 3^o zou beter worden gesteld als volgt:

«3^o Er mogen geen contra-indicaties bestaan die een ernstig risico inhouden voor de maatschappij of die redelijkerwijze verhinderen dat de voorwaarden voor sociale reïntegratie van de veroordeelde worden vervuld;».

CHAPITRE 2

Il faut écrire: « Chapitre II. — De la procédure. »

Article 5

Paragraphe 1^{er}

Le texte néerlandais de l'alinéa 1^{er} devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Pour tenir compte de l'observation formulée sous l'article 2, l'alinéa 2 doit être rédigé comme suit:

« Une copie de cet avis est envoyée au ministre de la Justice, ci-après dénommé « le ministre » ainsi qu'à la commission de libération conditionnelle, ci-après dénommée, « la commission », compétente pour statuer sur la libération conditionnelle du condamné. »

Paragraphe 2

Lorsque la conférence du personnel décide que les conditions d'une libération conditionnelle ne sont pas remplies, elle doit, à tout le moins, notifier sa décision à la commission de libération conditionnelle et au ministre de la Justice.

D'autre part, il y a lieu de préciser dans la disposition en projet que la décision de la conférence du personnel n'est pas susceptible de recours.

Ainsi insérera-t-on un alinéa 2 rédigé comme suit:

« L'avis de la conférence du personnel doit être notifié à la fois à la commission et au ministre et n'est pas susceptible de recours. »

Paragraphe 3

1. De l'accord des délégués du ministre, l'exposé des motifs doit être corrigé pour le mettre en concordance avec le dispositif, lequel distingue l'avis de la conférence du personnel et la proposition du directeur de la prison.

Au premier tiret, devenant 1^o, il convient d'écrire:

« 1^o le rapport circonstancié du directeur de l'établissement pénitentiaire donnant son avis sur l'existence des conditions de libération conditionnelle; ».

2. Au deuxième tiret, devenant 2^o, on observe que la proposition du directeur comprend un extrait du casier judiciaire et « l'exposé des faits » ayant conduit à la condamnation. Il convient de préciser cette dernière notion dans l'exposé des motifs et d'ajouter in fine du dispositif les mots « ayant conduit à la condamnation ».

3. Le fonctionnaire délégué a déclaré, au sujet de l'audition de la personne condamnée, que celle-ci se déroule sans la présence de son avocat.

Le troisième tiret, devenant le 3^o, prévoit un « mémoire du conseil du condamné ». Le texte en projet reste en défaut de préciser le moment à partir duquel ce mémoire peut intervenir. Le rapprochement des deux observations ne permet pas de préciser le rôle de l'avocat dans la procédure préparatoire à la constitution du dossier.

HOOFDSTUK 2

Men schrijve: « Hoofdstuk II. — Procedure. »

Artikel 5

Paragraaf 1

In het eerste lid zijn de termen « personeelsconferentie » en « in zijn hoofd » on-Nederlands. Men schrijve « personeelscollege » en « wat hem betreft ».

Vanwege de opmerking die is gemaakt onder artikel 2, dient het tweede lid als volgt te worden gesteld:

« Een afschrift van dit advies wordt toegezonden aan de minister van Justitie, hierna te noemen « de minister », alsmede aan de commissie voor voorwaardelijke invrijheidstelling, hierna te noemen « de commissie », bevoegd om uitspraak te doen over de voorwaardelijke invrijheidstelling van de veroordeelde. »

Paragraaf 2

Wanneer het personeelscollege besluit dat de voorwaarden voor een voorwaardelijke invrijheidstelling niet zijn vervuld, moet het op zijn minst zijn beslissing ter kennis brengen van de commissie voor voorwaardelijke invrijheidstelling en van de minister van Justitie.

Bovendien dient in de ontworpen bepaling te worden vermeld dat de beslissing van het personeelscollege niet voor beroep vatbaar is.

Bijgevolg dient een tweede lid te worden ingevoegd, luidende:

« Het advies van het personeelscollege moet zowel ter kennis worden gebracht van de commissie als van de minister en is niet vatbaar voor beroep. »

Paragraaf 3

1. De gemachtigde van de minister is het ermeê eens dat de memorie van toelichting moet worden gecorrigeerd om ze in overeenstemming te brengen met het (bepalend gedeelte) dispositief, waarin een onderscheid wordt gemaakt tussen het advies van het personeelscollege en het voorstel van de gevangenisdirecteur.

Naast het eerste streepje, dat 1^o wordt, schrijve men:

« 1^o het omstandige verslag van de directeur van de strafinrichting, waarin hij zijn advies geeft over het voldaan zijn aan de voorwaarden voor voorwaardelijke invrijheidstelling; ».

2. Ten aanzien van de bepaling naast het tweede streepje, dat 2^o wordt, zij erop gewezen dat het voorstel van de directeur een uittreksel uit het strafregister bevat en « de uiteenzetting der feiten » die geleid hebben tot de veroordeling. Het laatstgenoemde begrip behoort te worden opgenomen in de memorie van toelichting en aan het slot van het dispositief dienen de woorden « die geleid hebben tot de veroordeling » te worden toegevoegd.

3. In verband met het verhoor van de veroordeelde heeft de gemachtigde ambtenaar verklaard dat dit wordt afgenomen zonder dat zijn advocaat aanwezig is.

De bepaling naast het derde streepje, dat 3^o wordt, voorziet in een « memorie van de raadsman van betrokkene ». De ontworpen tekst vermeldt niet vanaf welk tijdstip die memorie kan worden ingediend. Uit een en ander samen kan niet worden opgemaakt welke rol de advocaat speelt in de procedure ter voorbereiding van de samenstelling van het dossier.

Il appartient aux auteurs du projet de lever cette ambiguïté.

4. L'alinéa 3 doit être clarifié quant au rôle et au pouvoir de décision du directeur de l'établissement pénitentiaire.

Plus précisément, l'alinéa 3 soulève la question de savoir quelle est la décision à prendre par le directeur lorsque la conférence du personnel a, par trois fois, donné un avis défavorable à la libération conditionnelle: est-il, comme le dit le texte en projet, tenu d'établir une proposition relative à la libération conditionnelle, ou, au contraire, ce qui semblerait plus raisonnable, tenu de transmettre à la commission de libération conditionnelle la demande du condamné, accompagnée le cas échéant d'un mémoire, ainsi que des avis de la conférence du personnel et du sien qui ne doit pas être nécessairement positif.

Il convient de clarifier le texte.

Article 6

Paragraphe premier

Le paragraphe premier précise que l'examen de la proposition « n'est pas public ».

Selon un principe général de droit, la publicité est de règle pour les audiences des juridictions. Des possibilités de huis clos sont très largement utilisables. S'il y a lieu d'imposer le huis clos dans l'intérêt de la justice, il appartient à la juridiction de le prononcer.

Paragraphe 2

De l'accord des délégués du ministre, il y a lieu de préciser que la période de consultation du dossier est calculée par rapport à la date fixée pour l'audience. La même remarque vaut pour l'article 14, § 2.

Paragraphe 3

1. À l'alinéa 1^{er}, les mots « le cas échéant » doivent être omis.

2. L'alinéa 2 appelle la double observation suivante :

a) l'exigence, dans le chef de la victime, d'un intérêt n'est admissible que si celle-ci est préalablement entendue à ce sujet. La décision de recevabilité ne peut, en effet, pas être prise unilatéralement. D'autre part, le texte en projet ne prévoit pas l'audition des ayants droit en cas de décès de la victime;

b) le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis;

c) la notion d'autorité est imprécise; elle doit être omise; la seconde phrase doit être rédigée comme suit: « Elle peut, en outre, se faire assister par son conseil ou par une personne agréée par la commission. »

3. Le texte doit prévoir l'obligation d'avertir la victime de la date de l'audience, la manière dont elle peut prendre connaissance du dossier préalablement à l'audience ainsi que le délai dont elle dispose pour le consulter.

Het staat aan de stellers van het ontwerp die onduidelijkheid op te heffen.

4. Het derde lid moet worden verduidelijkt wat de rol en de beslissingsbevoegdheid betreft van de directeur van de strafinrichting.

Meer bepaald rijst in het derde lid de vraag welke beslissing de directeur moet nemen wanneer het personeelscollege, tot drie maal toe, een ongunstig advies heeft uitgebracht over de voorwaardelijke invrijheidstelling: is hij, zoals in de ontworpen tekst wordt bepaald, ertoe gehouden een voorstel te doen betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling of, integendeel, wat redelijker lijkt, verplicht aan de commissie voor voorwaardelijke invrijheidstelling de aanvraag van de veroordeelde toe te zenden, samen met, in voorkomend geval, een memorie alsmede de adviezen van het personeelscollege en het zijne, dat niet noodzakelijk gunstig hoeft te zijn.

De tekst moet worden verduidelijkt.

Artikel 6

Paragraaf 1

Paragraaf 1 bepaalt dat de behandeling van het voorstel « niet openbaar » is.

Volgens een algemeen rechtsbeginsel is voor de terechtzittingen van de rechtscolleges openbaarheid gebruikelijk. Er bestaan zeer ruime mogelijkheden om met gesloten deuren te werk te gaan. Indien er reden is om in het belang van de rechtspraak de behandeling in besloten vergadering te bevelen, staat het aan het rechtscollege die te bevelen.

Paragraaf 2

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat dient te worden vermeld dat de periode voor inzage in het dossier berekend wordt uitgaande van de rechtsdag. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 14, § 2.

Paragraaf 3

1. In het eerste lid dienen de woorden « in voorkomend geval » te vervallen.

2. Bij het tweede lid behoort de volgende tweevoudige opmerking te worden gemaakt:

a) de vereiste dat het slachtoffer een belang heeft is alleen aanvaardbaar indien dit slachtoffer daaromtrent vooraf wordt gehoord. De beslissing over de ontvankelijkheid kan immers niet eenzijdig worden genomen. Bovendien voorziet de ontworpen tekst niet in het verhoor van de rechthebbenden ingeval het slachtoffer overlijdt;

b) in het tweede lid is het woord « slachtoffergerichte » een onnauwkeurig neologisme dat niet dezelfde idee weergeeft als de Franse tekst. Men schrijve: « ... verzoekt, gehoord aangaande de voorwaarden die in zijn belang moeten worden opgelegd »;

c) het begrip overheid is onduidelijk; het moet vervallen; de tweede zin moet als volgt worden gesteld: « Het slachtoffer kan zich bovendien laten bijstaan door zijn raadsman of een persoon erkend door de commissie. »

3. De tekst moet voorschrijven het slachtoffer op de hoogte te brengen van de datum van de terechtzitting, bepalen op welke wijze het slachtoffer vóór de terechtzitting kennis kan nemen van het dossier, alsmede over welke termijn het beschikt om het dossier in te zien.

Paragraphe 4

1. À l'alinéa 1^{er} de la version française, la préposition « de » (après le mot « débats ») doit être omise.

Le texte néerlandais du même alinéa devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. À l'alinéa 3, les deux tirets seront remplacés par a) et b).

3. À l'alinéa 4, il faut écrire :

« La décision est dans tous les cas motivée et est prononcée en audience publique. »

Paragraphe 5

1. À l'alinéa 1^{er} du texte français, il faut écrire : « ... que l'intéressé ne peut commettre de nouveaux faits constitutifs d'infractions ».

L'alinéa 1^{er} du texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

L'observation faite au sujet de l'alinéa 1^{er} du texte français vaut également pour l'article 10, 1^o.

2. Par souci de concordance avec le texte néerlandais, il faut écrire à l'alinéa 2 de la version française : « ... à la réinsertion sociale du condamné, à la protection de la société et aux intérêts ... ».

3. Le dernier alinéa indique que : « La libération n'est accordée que si le condamné accepte les conditions ... ». Il doit être complété par la précision selon laquelle le dossier doit contenir une pièce permettant d'acter l'accord donné par le condamné aux conditions auxquelles la commission soumet sa libération.

Paragraphe 6

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Paragraphe 8

L'expression « à sa demande » figurant à l'alinéa 2 est ambiguë ; elle ne permet pas de connaître l'intention des auteurs du projet quant à la demande que doit adresser la victime : la communication des conditions par la commission peut-elle se faire à toutes les victimes ou a-t-elle lieu seulement lorsque la victime a demandé à être associée à la procédure, conformément à l'article 6, § 3, alinéa 2 ? La victime n'étant pas informée de l'octroi de la libération conditionnelle, comment peut-elle demander la communication des conditions de la libération ?

Deux hypothèses doivent être distinguées :

— soit la victime a été associée dès le début à la procédure juridictionnelle et, dans ce cas, il est logique qu'elle ait connaissance de la décision de la commission ;

— soit la victime n'a pas été associée à la procédure et, dans ce cas, il est difficilement concevable qu'elle puisse encore intervenir en phase finale de la procédure, sauf à organiser à ce niveau un contrôle juridictionnel et préalable de son intérêt.

Paragraaf 4

1. In het eerste lid van de Franse versie dient het voorzetsel « de » (na het woord « débats ») te vervallen.

In de Nederlandse tekst van hetzelfde lid schrijve men « Binnen vijftien dagen » en niet « Binnen de ... ».

2. In het derde lid moeten beide streepjes vervangen worden door a) en b).

3. In het vierde lid schrijve men :

« De beslissing wordt in alle gevallen gemotiveerd en wordt uitgesproken in openbare terechtzitting. »

Paragraaf 5

1. In het eerste lid van de Franse tekst schrijve men : « ... que l'intéressé ne peut commettre de nouveaux faits constitutifs d'infractions. »

In het eerste lid van de Nederlandse tekst schrijve men : « Indien de commissie beslist tot voorwaardelijke invrijheidstelling van de veroordeelde, verbindt zij de invrijheidstelling aan de algemene voorwaarde dat de betrokkene geen nieuwe strafbare feiten mag plegen. »

De omtrent het eerste lid van de Franse tekst gemaakte opmerking geldt tevens voor artikel 10, 1^o.

2. Ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst schrijve men in het tweede lid van de Franse versie : « ... à la réinsertion sociale du condamné, à la protection de la société et aux intérêts ... ».

3. Het laatste lid bepaalt : « De invrijheidstelling wordt enkel verleend indien de veroordeelde instemt met de voorwaarden ... » Het moet worden aangevuld met de precisering dat het dossier een stuk moet bevatten waarin de instemming die de veroordeelde heeft betuigd met de voorwaarden waaraan de commissie zijn invrijheidstelling verbindt, kan worden opgetekend.

Paragraaf 6

Men schrijve « het personeelscollege » in plaats van « de personeelsconferentie » alsook « maximaal 1 jaar » in plaats van « maximum 1 jaar ».

Paragraaf 8

De uitdrukking « op zijn verzoek », die in het tweede lid voorkomt, is dubbelzinnig ; zij maakt het niet mogelijk de bedoeling te kennen van de stellers van het ontwerp omtrent het verzoek dat door het slachtoffer moet worden gedaan : deelt de commissie de voorwaarden mede aan alle slachtoffers, of alleen aan die welke gevraagd hebben in het geding te worden betrokken, overeenkomstig artikel 6, § 3, tweede lid ? Hoe kan het slachtoffer dat er niet van op de hoogte is gebracht dat in de voorwaardelijke invrijheidstelling is toegestemd, vragen dat de voorwaarden van de invrijheidstelling worden medegedeeld ?

Men dient twee gevallen te onderscheiden :

— ofwel is het slachtoffer vanaf het begin betrokken in het rechtsgeding, en in dat geval is het logisch dat het kennis krijgt van de beslissing van de commissie ;

— ofwel is het slachtoffer niet betrokken in het geding, en in dat geval kan moeilijk worden aangenomen dat het nog kan tussenkomen in de slotfase van de procedure, tenzij in dat stadium voorzien wordt in een voorafgaande rechtsprekende controle op zijn belang erbij.

Il y a lieu de revoir le texte en projet.

Article 7

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

CHAPITRE 3

Il faut écrire: « Chapitre III. — Du contrôle ».

Article 8

Paragraphe premier

1. Dans le texte français de ce paragraphe, les termes « permis de libération » sont inadéquats. Ils gagneraient à être remplacés par les mots « certificat de libération ».

2. La disposition examinée doit prévoir une habilitation au Roi Lui confiant la tâche de déterminer les modalités de la délivrance du certificat de libération.

3. La libération n'étant accordée que si le condamné accepte les conditions auxquelles elle est soumise (article 6, § 5, dernier alinéa), le début de la phrase doit être omis.

Le paragraphe 1^{er} serait mieux rédigé comme suit:

« § 1^{er}. Dès le moment où la décision est exécutoire, un certificat de libération ... ».

3. Enfin, le paragraphe 1^{er} doit être inséré dans le chapitre II. — De la procédure; les paragraphes 2 et 3, quant à eux, doivent faire l'objet de deux dispositions distinctes.

Paragraphe 2

1. Cette disposition doit être revue dans la mesure où elle pourrait être comprise comme permettant à la commission de prévoir de nouvelles conditions de libération conditionnelle en dehors de la possibilité, prévue par le paragraphe 3, d'adapter ou de préciser les conditions qu'elle a imposées au condamné.

Le texte doit être réécrit de manière à prévoir que la commission assure le suivi de la décision qu'elle a prise.

Par ailleurs, le texte néerlandais de cette disposition doit être rédigé en tenant compte des observations faites à ce sujet dans la version néerlandaise du présent avis.

2. À l'alinéa 3 de la version française, on écrira: « ..., et ensuite chaque fois qu'il estime utile ou que la commission l'y invite ... ».

Paragraphe 3

Il y a une discordance entre le texte néerlandais, où il est question de « opschorten, nader omschrijven of aanpassen » et le texte français, où l'on parle de « préciser ou adapter ». En outre, dans le texte néerlandais, le terme « opschorten » est mal utilisé.

De ontworpen tekst moet worden herzien.

Artikel 7

Het lidwoord « de » vóór het woord « invrijheidstelling » moet vervallen.

HOOFDSTUK 3

Men schrijve: « Hoofdstuk III. — Controle ».

Artikel 8

Paragraaf 1

1. In de Franse lezing van deze paragraaf zijn de woorden « permis de libération » inadequaat. Het zou beter zijn ze te vervangen door de woorden « certificat de libération ».

2. De onderzochte bepaling moet voorzien in een machtiging aan de Koning, waarbij Hem wordt opgedragen de nadere regels betreffende de afgifte van de verlofpas vast te stellen.

3. Invrijheidstelling wordt alleen verleend indien de veroordeelde de voorwaarden aanvaardt die eraan zijn verbonden (artikel 6, § 5, laatste lid), zodat het begin van de zin moet vervallen.

Het zou beter zijn paragraaf 1 als volgt te stellen:

« § 1. Zodra de beslissing uitvoerbaar is, reikt de directeur van de strafinrichting hem een verlofpas uit. »

3. Tot slot moet paragraaf 1 worden ingevoegd in hoofdstuk II. — Procedure; de paragrafen 2 en 3 moeten hunnerzijds in twee onderscheiden bepalingen worden opgenomen.

Paragraaf 2

1. Deze bepaling moet worden herzien, in zoverre ze aldus kan worden opgevat dat de commissie nieuwe voorwaarden voor voorwaardelijke invrijheidstelling kan opleggen, naast de mogelijkheid, voorgeschreven bij paragraaf 3, om de voorwaarden die ze aan de veroordeelde opgelegd heeft, aan te passen of nader te omschrijven.

De tekst moet aldus worden herzien dat wordt voorgeschreven dat de commissie toeziet op de voortgang van de door haar genomen beslissing.

Bovendien is het noodzakelijk waar in de Franse lezing de termen « contrôle », « tutelle » en « tuteur » voorkomen, in de Nederlandse lezing respectievelijk de woorden « controle », « toezicht » en « toezichhouder » te gebruiken. Ook schrijve men « maatschappelijk toezicht » in plaats van « sociale voogdij » en « maakt het mogelijk » in plaats van « laat toe ».

2. In het derde lid schrijve men « ... en verder telkens als hij het nuttig acht of telkens als de commissie hem erom verzoekt ... ».

Paragraaf 3

Er is een discrepantie tussen de Nederlandse tekst, waar sprake is van « opschorten, nader omschrijven of aanpassen » en de Franse tekst, waarin de rede is van « préciser ou adapter ». Bovendien is in de Nederlandse tekst de term « opschorten » verkeerd gebruikt.

CHAPITRE 4

Il faut écrire: « Chapitre IV. — De la libération définitive ».

Article 9

1. Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 1^{er}:

« Art. 9. Lorsqu'aucune révocation ni suspension n'est intervenue durant le délai d'épreuve, le condamné est définitivement remis en liberté.

Le délai d'épreuve est égal à la durée de la peine privative de liberté que le condamné devait encore subir ... ».

2. En outre, de l'accord des délégués, il convient, à l'alinéa 2, de poser en règle que le délai d'épreuve prend cours à la date à laquelle la libération conditionnelle a été déclarée exécutoire et non à celle de son adoption.

TITRE III

L'intitulé doit s'écrire:

« De la révocation, de la suspension et de la révision de la libération conditionnelle. »

En conséquence, l'article 12 doit être introduit par un chapitre II, intitulé « De la suspension » et le chapitre 2 du projet devient le chapitre III intitulé « De la révision ».

CHAPITRE PREMIER

Il faut écrire: « Chapitre premier. — De la révocation ».

Article 10

1. En ce qui concerne le 1^o, il convient de se référer au texte suggéré à propos de l'article 6, § 5, point 1.

2. On pourrait se demander s'il ne conviendrait pas de prévoir un système d'indemnisation dans l'hypothèse où il s'avère ultérieurement que les faits nouveaux à la suite desquels la libération conditionnelle a été révoquée, ne sont pas imputables à l'intéressé.

Article 11

Au paragraphe 1^{er}, on écrira:

« Art. ... En cas de révocation, le condamné est ... au moment où la libération conditionnelle est devenue exécutoire. »

CHAPITRE 3

Il faut écrire: « Chapitre III. — De la procédure ».

Article 14

Paragraphe premier

1. Il faut écrire: « ... concernant la révocation, la suspension ou la révision de la libération conditionnelle, elle convoque le condamné ... ».

HOOFDSTUK 4

Men schrijve: « Hoofdstuk IV. — Definitieve invrijheidstelling ».

Artikel 9

1. Voor het eerste lid wordt de volgende tekst voorgesteld:

« Art. 9. Indien tijdens de proeftijd geen enkele herroeping of schorsing heeft plaatsgehad, wordt de veroordeelde definitief weer in vrijheid gesteld.

De proeftijd is gelijk aan de duur van de vrijheidsbenemende straf die de veroordeelde nog moest ondergaan op de dag dat ... ».

2. In het tweede lid moet bovendien worden voorgeschreven dat de proeftijd aanvangt op de dag waarop de voorwaardelijke invrijheidstelling uitvoerbaar is verklaard, doch niet op de dag waarop ze is aangenomen. De gemachtigden zijn het daarmee eens.

TITEL III

Het opschrift moet als volgt luiden:

« Herroeping, schorsing en herziening van de voorwaardelijke invrijheidstelling. »

Bijgevolg moet artikel 12 worden ingeleid door een hoofdstuk II, luidende « Schorsing », en hoofdstuk 2 van het ontwerp wordt hoofdstuk III, luidende « Herziening ».

HOOFDSTUK 1

Men schrijve: « Hoofdstuk I. — Herroeping ».

Artikel 10

1. In verband met onderdeel 1^o zij verwezen naar de tekst die is voorgesteld voor artikel 6, § 5, punt 1.

2. De vraag rijst of niet behoort te worden voorzien in een regeling van schadevergoeding indien achteraf blijkt dat de nieuwe feiten op grond waarvan de voorwaardelijke invrijheidstelling is herroepen, niet aan de betrokkene te wijten zijn.

Artikel 11

In paragraaf 1 schrijve men:

« Art. ... In geval van herroeping wordt de veroordeelde ... dat nog niet ondergaan was op het ogenblik dat de voorwaardelijke invrijheidstelling uitvoerbaar geworden is. »

HOOFDSTUK 3

Men schrijven: « Hoofdstuk III. — Procedure ».

Artikel 14

Paragraaf 1

1. Men schrijve « ... inzake de herroeping, de schorsing of de herziening van de voorwaardelijke invrijheidstelling, roept ze de veroordeelde tenminste tien dagen vóór de datum van behandeling van het dossier op bij een ter post aangetekende brief ».

2. *Le Conseil d'État n'aperçoit pas la raison pour laquelle la victime ne peut intervenir dans la procédure de révocation, de suspension ou de révision alors que le projet prévoit qu'elle peut être associée à la procédure d'octroi de la libération conditionnelle.*

3. *L'alinéa 2 appelle la même observation que celle formulée sous l'article 6, § 1^{er}.*

Paragraphe 4

1. *À l'alinéa 1^{er}, on écrira: «... sur la révocation, la suspension ou la révision ...».*

2. *À l'alinéa 2, il faut écrire:*

«La décision est motivée et prononcée en audience publique.»

Paragraphe 5

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

CHAPITRE 4

On écrira: «Chapitre IV. — De l'arrestation provisoire».

Article 15

Le texte néerlandais de l'alinéa 1^{er}, in fine, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

À l'alinéa 2, la sécurité juridique commande d'indiquer que la personne sera remise en liberté si la commission n'a pas statué dans le mois.

On écrira: «... la révocation, la suspension ou la révision».

Article 17

Paragraphe 1^{er}

Selon les explications fournies par les délégués du ministre, le recours élaboré par cette disposition est uniquement ouvert à la personne condamnée ou au ministère public. Les victimes en sont exclues. L'identification des personnes ou des autorités qui peuvent se pourvoir doit être mentionnée dans le texte.

Qu'en est-il des décisions de suspension? Si ces décisions ne peuvent faire l'objet d'un pourvoi, le texte doit également le préciser.

Paragraphe 2

À l'alinéa 5, il faut prévoir, d'une part, que la commission de renvoi doit être autrement composée et, d'autre part, que le délai pour statuer commence à courir non à la date du prononcé de l'arrêt de la Cour de cassation, mais à la date de la saisine de la juridiction de renvoi.

2. *De Raad van State ziet niet in waarom het slachtoffer niet kan tussenkomen in de procedure tot herroeping, schorsing of herziening, terwijl het ontwerp voorschrijft dat het slachtoffer kan worden betrokken in de procedure tot het verlenen van de voorwaardelijke invrijheidstelling.*

3. *Omtrent het tweede lid behoort dezelfde opmerking te worden gemaakt als die welke is gemaakt onder artikel 6, § 1.*

Paragraaf 4

1. *In het eerste lid schrijve men «... over de herroeping, de schorsing of de herziening ...».*

2. *In het tweede lid schrijve men:*

«De beslissing wordt met redenen omkleed en wordt in openbare terechtzitting uitgesproken.»

Paragraaf 5

Men schrijve: «... binnen 48 uur» «... ter kennis gebracht van de betrokkene, het openbaar ministerie bij de commissie, de minister en de directeur ...».

HOOFDSTUK 4

Men schrijve: «Hoofdstuk IV. — Voorlopige aanhouding».

Artikel 15

In het eerste lid, in fine, schrijve men: «... de verplichting om de bevoegde commissie daarvan onmiddellijk in kennis te stellen».

Met het oog op de rechtszekerheid moet in het tweede lid worden vermeld dat de persoon opnieuw in vrijheid wordt gesteld indien de commissie geen uitspraak heeft gedaan binnen een maand.

Men schrijve: «... de herroeping, de schorsing of de herziening».

Artikel 17

Paragraaf 1

Volgens de toelichtingen verstrekt door de gemachtigden van de minister, kunnen alleen de veroordeelde of het openbaar ministerie het bij deze bepaling voorgeschreven beroep instellen, met uitsluiting van de slachtoffers. De personen of instanties die cassatieberoep kunnen instellen, moeten in de tekst worden omschreven.

Wat gebeurt er met de beslissingen tot schorsing? Indien tegen die beslissingen geen voorziening in cassatie openstaat, moet de tekst zulks eveneens vermelden.

Paragraaf 2

In het vijfde lid moet enerzijds worden voorgeschreven dat de verwijzingscommissie anders moet worden samengesteld, en anderzijds dat de termijn waarbinnen uitspraak wordt gedaan niet ingaat op de datum van de uitspraak van het arrest van het Hof van Cassatie, doch op de datum waarop het verwijzingsge-recht geadiëerd wordt.

Article 18

Paragraphe 1^{er}

Il faut écrire: «..., remplacée par la loi du 1^{er} juillet 1964 et modifiée par les lois des 17 et 20 juillet 1990 et 13 avril 1995, est remplacé ... ».

Paragraphe 3

L'article 22 de la loi du 1^{er} juillet 1964 de défense sociale rend obligatoire la mise à la disposition du gouvernement du condamné en cas de récidive de crime sur crime. Cette peine accessoire à une durée de 20 ans. L'on s'interroge dès lors sur la compatibilité de cette disposition avec l'article 18, § 3, alinéa deux, de la loi en projet, lequel confère au juge, en cas de récidive de crime sexuel, une simple faculté pour le juge de prononcer une mise à disposition pour une durée de 20 ans. La solution élaborée par le projet aboutit en effet à soumettre le criminel sexuel récidiviste à un régime de défense sociale potentiellement plus souple que celui qui est applicable aux criminels récidivistes ordinaires.

Article 19

On écrira: «... dans le système pénal, modifiée par les lois des 1^{er} mai 1913, 19 août 1920, 24 juillet 1923, par l'arrêté royal du 14 août 1933 et par les lois des 11 janvier 1954, 2 juillet 1962, 29 juin 1964, 13 avril 1995 et 10 juillet 1996, ... ».

Article 20

Il n'y a guère de sens de fixer la date d'entrée en vigueur de la loi dans «les» arrêtés d'exécution. Un seul arrêté suffit à cet effet.

Il est dès lors proposé de rédiger l'article comme suit:

«Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi qui doit correspondre avec la date d'entrée en vigueur de la loi du ... instituant les commissions de libération conditionnelle».

OBSERVATIONS FINALES

1. Afin d'assurer une transition entre la procédure actuelle de libération conditionnelle et la procédure en projet, il convient d'insérer une disposition transitoire réglant, notamment, le sort des procédures en cours.

Artikel 18

Paragraaf 1

Men schrijve: «..., vervangen bij de wet van 1 juli 1964 en gewijzigd bij de wetten van 17 en 20 juli 1990 en 13 april 1995, wordt vervangen ... ».

Paragraaf 3

Artikel 22 van de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij schrijft voor dat in geval van herhaling van misdaad de veroordeelde ter beschikking van de regering moet worden gesteld. Deze bijkomende straf heeft een looptijd van 20 jaar. De vraag rijst dan ook of deze bepaling bestaanbaar is met artikel 18, § 3, tweede lid, van de ontworpen wet, dat alleen voorziet in de mogelijkheid voor de rechter om in geval van herhaling van een seksuele misdaad de terbeschikkingstelling voor een tijdvak van 20 jaar uit te spreken. De in het ontwerp uitgewerkte oplossing komt er immers op neer dat degene die zich bij herhaling schuldig maakt aan seksuele misdaden, onder een mogelijkere wijs soepeler regeling tot bescherming van de maatschappij valt dan die welke toepasselijk is op de gewone recidiverende misdadigers.

Artikel 19

Men schrijve: «De wet van 31 mei 1888 ..., gewijzigd bij de wetten van 1 mei 1913, 19 augustus 1920, 24 juli 1923, bij het koninklijk besluit van 14 augustus 1933 en bij de wetten van 11 januari 1954, 2 juli 1962, 29 juni 1964, 13 april 1995 en 10 juli 1996, wordt opgeheven».

Artikel 20

Het heeft geen zin de datum van inwerkingtreding van de wet vast te stellen in «de» uitvoeringsbesluiten. Daartoe is één enkel besluit voldoende.

Derhalve wordt voorgesteld het artikel als volgt te redigeren:

«De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van deze wet, die moet overeenstemmen met de datum van inwerkingtreding van de wet van ... tot instelling van de commissies voor voorwaardelijke invrijheidstelling».

SLOTOPMERKINGEN

1. Teneinde de overgang tussen de huidige procedure van voorwaardelijke invrijheidstelling en de ontworpen procedure te waarborgen, dient een overgangsbepaling te worden ingevoegd, die inzonderheid voorschrijft wat met de lopende procedures moet geschieden.

2. *Le texte néerlandais du projet laisse énormément à désirer. À titre d'exemple, certaines observations à ce sujet sont faites dans la version néerlandaise du présent avis. Le texte néerlandais du projet devrait être fondamentalement revu.*

2. *De Nederlandse tekst van het ontwerp laat zeer te wensen over: hij is slordig gesteld en staat vol van gallicismen. Zo bijvoorbeeld schrijve men in het opschrift «... vervangen bij de wet van 1 juli 1964». Onverminderd de opmerking die in verband met artikel 4, 1^o, tweede streepje, dat b) wordt, vervange met het woord «ingeval» door het woord «indien»; deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp, behalve in de uitdrukking «ingeval van», waar «in geval van» moet worden geschreven. In diezelfde bepaling vervange men eveneens de onvoltooid verleden tijd door de voltooid tegenwoordige tijd; deze opmerking geldt eveneens voor het gehele ontwerp. In datzelfde onderdeel 1^o, derde streepje, dat c) wordt, vervange men het woord «vrijheidsberovende» door het woord «vrijheidsbenemende»; deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp. In onderdeel 3^o, eerste streepje, dat a) wordt, schrijve men «de mogelijkheid tot reïntegratie van de veroordeelde». In datzelfde onderdeel 3^o, vijfde streepje, dat e) , vervange men het woord «misdrijven» door de woorden «strafbare feiten»; deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp. In artikel 5, § 3, tweede lid, derde streepje, dat c) wordt, schrijve men «door toedoen van» in plaats van «door tussenkomst van». In het derde streepje, dat c) wordt, schrijve men «seksuele» in plaats van «sexuele»; deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp. In datzelfde artikel 5, §§ 4 en 5, vervange men het woord «overmaken» door het woord «overzenden»; tevens moet het bepaald lidwoord in de uitdrukkingen «binnen de tien dagen», «binnen de maand» en «Binnen de twee maanden» vervallen: men schrijve respectievelijk «binnen tien dagen», «binnen een maand» en «Binnen twee maanden»; deze opmerkingen gelden voor het gehele ontwerp. In artikel 6, § 2, schrijve men «ter inzage». In paragraaf 3, tweede lid, schrijve men «wettig» in plaats van «legitiem». In paragraaf 4, derde lid, schrijve men «eenparigheid» in plaats van «unanimiteit». Aan het einde van artikel 10, 1^o, schrijve men «... niet worden nageleefd;». In artikel 12, § 2, vervange men het woord «vrijheidsberoving» door het woord «vrijheidsbeneming». In artikel 16, eerste lid, schrijve men: «De wettelijke onbekwaamheid wordt geschorst ...». In het tweede lid van datzelfde artikel schrijve men «... kan niet worden aangevoerd ...». In het derde lid schrijve men «... gaat de staat van wettelijke onbekwaamheid pas opnieuw in ...». In artikel 17, § 2, tweede en derde lid, schrijve men «uur» in plaats van «uren». Aan het einde van het vierde en het vijfde lid van diezelfde bepaling schrijve men «..., met dien verstande dat de veroordeelde inmiddels opgesloten blijft».*

Deze opmerkingen moeten worden samengelezen met de tekstvoorstellen die in het advies gedaan zijn naar aanleiding van de artikelsgewijze bespreking. De Nederlandse tekst van het ontwerp zou grondig herzien moeten worden.

La chambre était composée de :

M. J.-J. STRYCKMANS, président de chambre;

MM. Y. KREINS et P. LIENARDY, conseillers d'État;

MM. F. DELPERÉE en J. van COMPERNOLLE, assesseurs de la section de législation;

Mme J. GIELISSEN, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. M. BAUWENS, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme P. VANDERNACHT, référendaire adjoint.

Le Greffier,

J. GIELISSEN.

Le Président,

J.-J. STRYCKMANS.

De kamer was samengesteld uit :

De heer J.-J. STRYCKMANS, kamervoorzitter;

De heren Y. KREINS en P. LIENARDY, staatsraden;

De heren F. DELPERÉE en J. van COMPERNOLLE, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevrouw J. GIELISSEN, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de heer M. M. BAUWENS, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door mevrouw P. VANDERNACHT, adjunct-referendaris.

De Griffier,

J. GIELISSEN.

De Voorzitter,

J.-J. STRYCKMANS.